|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Réunions préparatoires régionales (RPM)  en vue de la CMDT-25** | | A close up of a sign  Description automatically generated |
|  |  | |
|  | **Document RPMs/2F** | |
| **13 décembre 2024** | |
| **Original: anglais** | |
| **Directeur du Bureau de développement des télécommunications** | | |
| Rapport sur la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali | | |
|  | | |
| **Point de l'ordre du jour:**  Point 5.  **Résumé:**  Le présent document rend compte de la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali de **mai à décembre 2024**, en mettant en avant les principales réalisations dans les régions conformément aux objectifs du Plan d'action. La mise en œuvre du Plan d'action de Kigali de juin 2023 à avril 2024 est décrite dans le Document [TDAG-24/2-F](https://www.itu.int/md/D22-TDAG31-C-0002/).  **Résultats attendus:**  Les participants à la réunion préparatoire régionale pour la région des États arabes (RPM-ARB) sont invités à examiner le présent rapport et à donner les orientations qu'ils jugeront nécessaires.  **Références:**  Plan d'action de Kigali (CMDT-22)  Document [TDAG-24/2-F](https://www.itu.int/md/D22-TDAG31-C-0002/) | | |

Rapport d'activité de mai à décembre 2024

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Priorité 1 de l'UIT-D: Connectivité financièrement abordable  *Encourager le développement d'infrastructures et de services sûrs, modernes et financièrement abordables grâce aux télécommunications/TIC* | | |
| **Télécommunications d'urgence**  ***Réalisation:*** *renforcement de la capacité des États Membres à utiliser les télécommunications/TIC pour l'atténuation et la gestion des risques de catastrophes, pour garantir la disponibilité des télécommunications d'urgence et appuyer la coopération dans ce domaine.* | | |
| Produits | | Points à retenir |
| De mai à décembre 2024, le BDT a mené et appuyé plusieurs initiatives visant à renforcer les capacités mondiales en matière de télécommunications d'urgence et à améliorer la préparation en prévision des catastrophes. Il a poursuivi le déploiement de toute une gamme de produits et de services, en aidant les États Membres à accroître la confiance et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/technologies de l'information et des communications (TIC). Le Bureau a ainsi élaboré des cadres stratégiques et des produits d'information, mené des activités de renforcement des capacités et fourni une assistance technique, ce qui a permis de **renforcer la capacité des États Membres à utiliser les TIC pour réduire et gérer les risques de catastrophe et garantir la disponibilité des télécommunications d'urgence**.  Le BDT a également appuyé les États Membres dans leurs actions visant à **renforcer l'utilisation des TIC pour mettre en place des systèmes d'alerte avancée efficaces et sauver des vies dans le cadre de l'initiative "Alertes précoces pour tous" (EW4ALL)**. Il a en outre contribué à **renforcer la capacité des États Membres à déployer rapidement des terminaux de communication par satellite, à coordonner les interventions nationales après une catastrophe et à déterminer la position préalable des équipements de télécommunication d'urgence par satellite** afin de réduire les délais d'intervention en cas de catastrophe.  **Initiative EW4All**  En outre, dans le cadre de l'**initiative EW4All**, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la Fédération internationale des Sociétés de la Croix‑Rouge et du Croissant-Rouge et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UIT a organisé une série d'ateliers relevant de l'initiative EW4All dans plusieurs régions, et notamment dans les pays suivants: Djibouti, Équateur, Libéria, Seychelles, Malaisie, Mozambique, Ghana, Soudan, Rwanda et Niger. Ces ateliers ont permis aux pays de collaborer et d'échanger des idées et les meilleures pratiques sur les systèmes d'alerte précoce.  L'initiative EW4All bénéficie du soutien de partenaires tels que le Ministère des affaires intérieures et des communications (MIC) du Japon, l'Agence suédoise de développement international, le Ministère des affaires étrangères du Danemark et le Fonds pour les systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques (CREWS), auquel s'ajoute le Fonds pour le développement des TIC de l'UIT (FDTIC). Le Ministère des affaires intérieures et des communications du Japon a concentré son soutien sur le renforcement des capacités et de l'état de préparation des pays dans le cadre de l'initiative EW4All et sur la mise au point de plans nationaux pour les télécommunications d'urgence (NETP) pour 12 pays d'Afrique et de la région des États arabes, ainsi que de la région Asie‑Pacifique. Grâce à l'appui de l'Agence suédoise de développement international, des activités relevant de l'initiative EW4All ont également été menées au Bangladesh, en Haïti, au Libéria, au Mozambique et en Somalie.  En outre, des forums régionaux multi-parties prenantes de l'initiative EW4All ont eu lieu aux Philippines pour la région Asie‑Pacifique, en Namibie pour le continent africain, et au Monténégro pour l'Europe et l'Asie centrale. Au Bangladesh, un atelier consultatif national consacré au pilier 3 de l'initiative EW4All sur la diffusion et la communication des alertes a été organisé. Grâce au [soutien du Ministère des affaires intérieures et des communications du Japon](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Pages/Projects/MIC%20Phase%202%20%287RAS24074%29/main.aspx), des ateliers de consultation nationaux de l'initiative EW4All ont été préparés pour les Îles Salomon et les Tonga. En outre, la feuille de route de l'initiative EW4All et la phase d'investissement du Mécanisme de financement des observations systématiques (SOFF) ont été lancées au niveau national lors d'une manifestation de haut niveau tenue au Mozambique. Dans le même ordre d'idées, l'UIT a établi la version définitive de la [feuille de route de l'initiative EW4All pour la République démocratique populaire Lao](https://laopdr.un.org/en/248020-lao-pdr-advances-early-warnings-all-ew4all-initiative-through-national-consultation) et l'a publiée.  Le BDT poursuit également les travaux relatifs à la mise en œuvre de l'initiative EW4All en menant des évaluations techniques, économiques et réglementaires en vue du déploiement de systèmes d'alerte précoce s'appuyant sur la diffusion cellulaire (CB‑EWS) en Somalie, en Zambie, aux Seychelles, au Botswana et en Haïti. Cet appui s'inscrivait dans le cadre du rôle de l'UIT en tant que responsable du pilier 3 de l'initiative EW4All axé sur la diffusion et la communication des alertes.  L'UIT collabore avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour mettre au point des exercices de simulation pour le Bangladesh, le Mozambique, Haïti, le Libéria et la Somalie dans le cadre des travaux relevant des piliers de l'initiative EW4All.  Le [sous-groupe de travail sur l'intelligence artificielle (IA) de l'initiative EW4All](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/AI-Sub-Group-EW4All-.aspx) étudie, met en œuvre et déploie des applications d'IA appuyant les activités de l'initiative EW4All. Parmi les principaux partenaires et organisations concernés figurent l'UNDRR, l'OMM, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Google, Microsoft AI for Good Lab, Planet, l'Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME), la GSM Association (GSMA), l'initiative Data Insights for Social & Humanitarian Action (DISHA) et le Groupe sur l'observation de la Terre (GEO). L'UIT, Microsoft, Planet et l'IHME travaillent de concert à la création d'une carte mondiale des populations non connectées. Cet outil permet aux pays de suivre le nombre de personnes qui ne sont pas desservies par les réseaux numériques et de cartographier ces populations. Il tire parti de l'IA pour analyser l'imagerie satellitaire et produire des cartes de densité de population à haute résolution permettant de représenter visuellement la connectivité sur la base de la [carte de connectivité en cas de catastrophe de l'UIT](https://dcm.itu.int/). Une [vidéo](https://youtu.be/xjKjamBKHAw?si=xiGNHb2MFajDhtT-) consacrée à cet outil a été réalisée. Les premiers résultats sont disponibles pour les Fidji, la République dominicaine, le Mozambique, la Somalie, le Soudan du Sud, Haïti, les Tonga et Vanuatu. Le projet est actuellement étendu à d'autres pays dans le cadre de l'initiative EW4All.  **Manifestations internationales**  La participation du BDT à des forums internationaux a été marquée par l'organisation de l'atelier "Prévoir l'avenir: l'IA dans les systèmes d'alerte précoce" dans le cadre du Sommet mondial de l'UIT sur l'IA au service du bien social, qui s'est tenu en mai. En outre, l'UIT a participé à la manifestation virtuelle parallèle à la réunion du Groupe de travail du G20 sur la réduction des risques de catastrophes organisée par le Brésil, qui a porté sur l'intégration de la technologie de diffusion cellulaire à des fins de renforcement de l'efficacité de la diffusion d'alertes précoces. Lors du Sommet de l'avenir qui s'est tenu à New York en septembre, l'UIT a organisé une manifestation sur le thème des coalitions permettant de mettre l'IA au service de la préparation aux catastrophes et des interventions humanitaires en cas de catastrophe, en collaboration avec le programme Global Pulse des Nations Unies, le laboratoire d'innovation du Secrétaire général de l'ONU. Lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29) qui s'est tenue à Bakou (Azerbaïdjan) en novembre, l'UIT a organisé/coorganisé cinq manifestations de l'initiative EW4All et participé à trois autres manifestations organisées sous l'égide de partenaires, à savoir: 1) manifestations de l'initiative EW4All sur les technologies évoluées, l'innovation et les transformations numériques au service de l'observation de la Terre; 2) manifestation de haut niveau organisée par le Secrétaire général de l'ONU sur la diffusion d'alertes précoces pour tous et la lutte contre les chaleurs extrêmes; 3) présentations sur l'application de météorologie intelligente des Tonga et de la Jamaïque; 4) manifestation sur les progrès accomplis et l'apprentissage croisé dans le cadre de l'initiative EW4All; 5) manifestation sur l'accroissement du financement de l'action climatique pour une action ambitieuse sur les systèmes d'alerte précoce pour l'adaptation, en mettant l'accent sur les plus vulnérables; 6) quatrième réunion du groupe consultatif de l'initiative EW4All; 7) manifestation de haut niveau sur l'enrichissement des informations climatiques et le renforcement des systèmes d'alerte précoce multirisques pour une résilience accrue; et 8) l'IA dans le cadre de l'initiative EW4All.  **Télécommunications d'urgence**  Le BDT continue d'aider les États Membres à élaborer et à mettre en œuvre leurs plans NETP. Il a fourni une assistance sur mesure pour achever la mise en œuvre de ces plans pour la Tanzanie, le Zimbabwe, les Comores, la Libye et la Mauritanie. Le plan NETP de Djibouti a été définitivement mis au point, tandis que les efforts se poursuivent pour achever ceux de la Gambie, de la Guinée‑Bissau et de Cabo-Verde d'ici la fin de 2024. Le modèle de plan NETP pour la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a été publié et diffusé; cela concerne les 16 pays que sont l'Angola, le Botswana, les Comores, Eswatini, le Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, la République démocratique du Congo, la République sudafricaine, la République-Unie de Tanzanie, les Seychelles, la Zambie et le Zimbabwe.  **En Afrique**, l'atelier UIT-SADC, qui s'est tenu au Malawi, a rassemblé des parties prenantes dans le but de débattre de la meilleure façon de mettre en œuvre le modèle de plan NETP et de fournir aux États Membres une plate-forme régionale permettant d'évaluer leur état de préparation à l'utilisation des technologies numériques pour faire face aux catastrophes.  Le Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique et la Division des changements climatiques et des télécommunications d'urgence, dans le cadre de l'initiative Connect2Recover, ont organisé une série d'**ateliers nationaux multi-parties prenantes sur l'élaboration d'un plan national pour les télécommunications d'urgence** dans trois pays d'Afrique de l'Ouest, à savoir **le Cabo Verde, la Gambie et la Guinée-Bissau**. Ces ateliers, organisés en collaboration avec les autorités de réglementation et les ministères des TIC et de l'économie numérique de chaque pays, visaient à améliorer l'état de préparation et les capacités d'intervention en matière de télécommunications d'urgence. L'atelier consacré au Cabo Verde, qui a réuni 50 participants issus de ministères et d'opérateurs de télécommunication, a conduit à la formation d'une équipe de coordination chargée de la mise en œuvre du plan NETP. Alors que l'atelier consacré à la Gambie visait essentiellement à recueillir les avis des parties prenantes et à établir des procédures opérationnelles normalisées (SOP), celui de la Guinée-Bissau a mis l'accent sur la description du cadre du plan NETP, l'identification des entités responsables et l'évaluation des systèmes d'alerte précoce. Ces ateliers constituent conjointement des étapes cruciales pour assurer des communications fiables pendant les phases d'atténuation des catastrophes, de préparation aux catastrophes, d'intervention en cas de catastrophe et de rétablissement après une catastrophe, en particulier en ce qui concerne les changements climatiques, les risques naturels et les pandémies.  **Dans la région des États arabes**, des progrès importants ont été accomplis sur le plan du renforcement des capacités d'intervention en cas de catastrophe grâce à la mise en œuvre de plans NETP et de l'initiative EW4All.  Plusieurs ateliers multi-parties prenantes ont été organisés pour faciliter la mise sur pied et la mise en œuvre de ces initiatives.  Un atelier analogue s'est tenu à Djibouti du 7 au 10 mai 2024 pour engager l'élaboration du plan NETP et lancer l'initiative EW4ALL. Cette collaboration vise à renforcer les capacités d'intervention en cas de catastrophe et de communication d'urgence dans le pays. Le plan NETP a été définitivement mis au point et accepté par le pays.  Du 10 au 12 septembre 2024, un atelier de formation organisé en Mauritanie a porté sur l'élaboration d'un plan NETP et la création d'une plate-forme nationale pour les télécommunications d'urgence, la réduction des risques de catastrophe et un système d'alerte complet. Les parties prenantes mauritaniennes sont en passe d'achever l'élaboration du plan NETP.  En outre, en Somalie, du 23 au 27 septembre 2024, un atelier était centré sur la définition d'une stratégie de mise en œuvre du plan NETP, l'application du protocole d'alerte commun (PAC) et la sensibilisation à la diffusion cellulaire en tant que composante essentielle des systèmes d'alerte précoce.  Enfin, le 3 novembre 2024, un atelier virtuel a été organisé à l'intention de la Libye concernant l'élaboration de son plan NETP, qui est actuellement en cours d'achèvement.  Grâce à ces initiatives, la région des États arabes réalise des progrès notables en ce qui concerne l'édification de systèmes de communication résilients et l'amélioration des interventions en cas de catastrophe.  **Dans la région Amériques**, l'atelier régional pour les Caraïbes sur le thème "Renforcer la collaboration pour une connectivité résiliente", organisé conjointement avec le Réseau des télécommunications d'urgence (ETC) du Programme alimentaire mondial (PAM), a rassemblé des parties prenantes des Caraïbes pour discuter de l'importance d'avoir des rôles, des responsabilités et des canaux de communication clairs pour optimiser l'efficacité des mesures d'intervention grâce à une approche collaborative multi‑parties prenantes, ainsi que de l'importance de mettre en place un système d'alerte précoce s'appuyant sur la diffusion cellulaire qui permet d'atteindre rapidement toutes les communautés menacées.  **En Asie-Pacifique**, le BDT a collaboré avec la GSMA pour organiser un atelier sur le rôle des télécommunications dans la préparation aux catastrophes, les interventions et le rétablissement en cas de catastrophe, dans le cadre de leur programme de Charte de connectivité humanitaire. L'objectif était de débattre de la façon d'améliorer la résilience des pays en cas de catastrophe grâce aux technologies mobiles, d'actualiser les plans NETP et de vérifier que tous les plans et stratégies nationales sur l'utilisation des TIC pour la réduction des risques de catastrophe étaient adaptés en mettant au point un exercice de simulation théorique.  Le BDT a également collaboré avec les parties prenantes régionales à des initiatives axées sur la préparation et la planification d'urgence. Dans le cadre de l'exercice interinstitutions de simulation théorique dans le domaine des TIC organisé à Valence (Espagne), des fonctionnaires du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'UIT, du Réseau ETC et de la GSMA ont été formés à la gestion de simulations. Cette formation a permis de donner aux institutions les moyens d'aider les pays à préparer et à effectuer des simulations en matière de télécommunications d'urgence, contribuant ainsi à l'établissement de mécanismes d'intervention d'urgence plus efficaces.  • **Dans la région Asie-Pacifique**, les Îles Salomon, le Cambodge et les Tonga ont bénéficié d'une assistance pour l'élaboration de feuilles de route relatives aux **systèmes de communication et de diffusion des alertes précoces**. Un appui supplémentaire a été fourni pour mettre au point des propositions de projet à l'intention des Fidji et du Cambodge pour le Fonds vert pour le climat (FVC). Un appui en faveur de l'élaboration d'une feuille de route pour les Tonga et les Îles Salomon est assuré dans le cadre du projet de deuxième phase du Ministère des affaires intérieures et des communications du Japon sur le thème "Améliorer l'infrastructure numérique et l'accès financièrement abordable aux services TIC en Asie-Pacifique".  • Premier atelier de lancement national de l'initiative "Alertes précoces pour tous" (EW4All), 17 juillet 2024, Tonga. L'UIT a participé à l'atelier de lancement national de l'initiative "Alertes précoces pour tous" (EW4All) aux Tonga. L'Union a œuvré en faveur de la mobilisation des parties prenantes et procédé à une évaluation de la situation actuelle concernant la diffusion des alertes. Les participants à l'atelier ont recensé les lacunes et élaboré un projet de cadre aligné sur la politique nationale relative aux systèmes d'alerte précoce multirisques. Le cadre applicable aux quatre piliers de l'initiative EW4All sera présenté au gouvernement. Cinquante participants, dont des représentants d'institutions gouvernementales et d'ONG internationales et des bailleurs de fonds, ont pris part à l'atelier, qui a permis d'accélérer le développement de systèmes d'alerte précoce aux Tonga.  • Atelier de formation sur les communications inclusives dans les systèmes d'alerte, 23 et 24 juillet 2024, Malé (Maldives). L'UIT a participé à un atelier de formation sur les communications inclusives dans les systèmes d'alerte organisé à l'intention des Maldives. Cet atelier portait sur la mise en œuvre du protocole d'alerte commun (CAP), la diffusion cellulaire et l'IA au service de la cartographie de la connectivité en cas de catastrophe. La formation a été organisée par l'UNDRR et a donné lieu à une collaboration avec des parties prenantes importantes du Gouvernement des Maldives et des opérateurs de télécommunication. L'UIT a souligné l'importance de la résilience des réseaux numériques nationaux et des partenariats pour la réduction des risques de catastrophe et les systèmes d'alerte précoce.  • Le Bureau régional pour l'Asie-Pacifique a participé au 8ème Sommet des médias de l'Union de radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique (ABU) sur l'action climatique et la prévention des catastrophes, au cours duquel il a mis en avant les produits et services de l'UIT au titre du pilier 3 de l'initiative EW4All. Les interventions ont également porté sur l'utilisation de l'IA au service de la cartographie de la connectivité en cas de catastrophe (DCM), y compris sur les enseignements tirés de la catastrophe des Tonga et sur un projet pilote aux Fidji. Des solutions permettant d'intervenir plus efficacement en cas de catastrophe grâce à l'IA et à d'autres technologies ont également été présentées.  • Forum de l'APT sur le développement des télécommunications/TIC (FAD-21), 8 août 2024, virtuel. L'UIT a animé une session pendant le Forum ADF-21 sur le rôle des TIC dans la gestion des catastrophes. Cette session a permis de mettre en évidence le rôle de premier plan joué par l'UIT dans le pilier 3 de l'initiative EW4All, axé sur l'utilisation des TIC pour les systèmes d'alerte précoce, la surveillance, les communications et le rétablissement après une catastrophe. La manifestation a insisté sur l'importance cruciale des TIC dans la préparation aux catastrophes et la gestion des catastrophes, qui renforcent la résilience mondiale face aux catastrophes naturelles.  • Atelier sur le protocole CAP et la diffusion cellulaire, 1er et 2 août 2024, Delhi (Inde). L'UIT, en partenariat avec C-DOT, a organisé un atelier sur les systèmes reposant sur le protocole PAC et la diffusion cellulaire à l'intention des États Membres. Des experts du Népal, du Bhoutan, du Bangladesh, des Maldives et de l'Inde y ont participé, ainsi que des partenaires d'intégration. L'atelier a permis de renforcer les capacités concernant les politiques et les technologies applicables aux systèmes d'alerte précoce et d'échanger au sujet de partenariats potentiels pour la gestion des catastrophes et la préparation à celles-ci dans les États Membres.  • L'UIT a présenté son rôle de responsable du pilier 3 de l'initiative EW4All lors d'une session consacrée à la préparation aux catastrophes et aux infrastructures essentielles. L'outil de diffusion cellulaire de l'UIT utilisé pour la diffusion de messages et l'émission d'alertes relevant de l'initiative EW4All a suscité un intérêt favorable de la part des entreprises de télécommunication et des administrations publiques, ce qui a enrichi les discussions sur le renforcement de la résilience et de la préparation aux catastrophes dans la région du Pacifique.  • Le 14 novembre 2024, le Bureau régional de l'UIT pour l'Asie-Pacifique a participé, en tant que responsable du pilier 3, au deuxième Colloque mondial sur les tsunamis organisé conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et la Commission de l'océan Indien (COI), intitulé "Vingt ans après le tsunami de 2004 dans l'océan Indien: réflexion et perspectives", qui s'est tenu à Banda Aceh (Indonésie). Dans l'intervention de l'UIT, l'accent a été mis sur l'utilisation de l'IA, de satellites et de solutions mobiles terrestres, entre autres, pour la diffusion d'informations d'alerte précoce en cas de danger ne laissant qu'un faible temps d'intervention.  • L'UIT a animé une session pendant le Forum ADF-21 sur le rôle des TIC dans la gestion des catastrophes. Cette session a permis de mettre en évidence le rôle de premier plan joué par l'UIT dans le pilier 3 de l'initiative EW4All, axé sur l'utilisation des TIC pour les systèmes d'alerte précoce, la surveillance, les communications et le rétablissement après une catastrophe. La manifestation a insisté sur l'importance cruciale des TIC dans la préparation aux catastrophes et la gestion des catastrophes, qui renforcent la résilience mondiale face aux catastrophes naturelles.  • L'UIT a décrit l'importance de la connectivité et le rôle de la transition numérique dans l'aide humanitaire lors d'une manifestation parallèle organisée par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans le cadre de la session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Les participants à cette session ont mis en avant l'aptitude à diriger de l'UIT dans le pilier 3 de l'initiative EW4All et le rôle de la connectivité dans la fourniture de services humanitaires efficaces.  • Le 20 juillet 2024, l'UIT a appuyé l'organisation d'une réunion du Réseau ETC aux Fidji, convoquée par le Département des communications au bout de deux ans. Les participants ont examiné un projet de plan NETP et présenté 23 mesures à prendre pour examen. Les cartes de connectivité en cas de catastrophe élaborées par l'UIT à l'intention des Fidji pendant le cyclone Yasa ont également été examinées. La réunion, à laquelle ont pris part 23 participants de 14 organisations, a mis l'accent sur le rôle de la connectivité dans les alertes précoces et la réduction des risques de catastrophe.  • L'assistance directe fournie par l'UIT à Tuvalu se poursuit en vue de mettre en place un plan NETP, avec l'appui du projet de deuxième phase du Ministère des affaires intérieures et des communications du Japon concernant l'amélioration de l'infrastructure numérique et de l'accès financièrement abordable aux services TIC en Asie-Pacifique.  • Lors de la Conférence ministérielle Asie-Pacifique sur la réduction des risques de catastrophe (APMCDRR24) qui s'est tenue à Manille en octobre 2024, le Bureau régional de l'UIT pour l'Asie-Pacifique a organisé un forum régional multi‑parties prenantes sur la manière de tirer parti des progrès numériques pour la diffusion et la communication d'alertes précoces. La session a mobilisé des coordonnateurs multisectoriels et des partenaires pour la mise en œuvre du pilier 3 de l'initiative EW4All dans la région Asie-Pacifique. La session a été coorganisée avec la GSMA.  • Le 27 novembre à Dhaka (Bangladesh), le Bureau régional pour l'Asie-Pacifique a organisé un atelier consultatif national sur le pilier 3 de l'initiative EW4All sur le thème "Diffusion et communication des alertes". L'atelier est financé par le gouvernement suédois.  **Dans la CEI**, une **feuille de route nationale concernant les alertes précoces pour tous a été adoptée au Tadjikistan**, consolidant encore les efforts du pays visant à renforcer son système d'alerte précoce et ses mesures de réduction des risques de catastrophe. L'élaboration de la feuille de route a été coordonnée par le coordonnateur résident des Nations Unies et le Vice-Premier Ministre de la République du Tadjikistan. L'UIT et la GSMA ont œuvré ensemble en faveur du renforcement des capacités des régulateurs et des opérateurs en matière de communication et de diffusion des notifications d'urgence.  En Europe, une série d'initiatives ont été prises pour aider les pays en transition dans leurs activités de préparation aux situations d'urgence:  Moldova: une étude de faisabilité concernant le déploiement et la mise en œuvre d'une solution de service de diffusion cellulaire pour l'envoi de messages d'alerte, accompagnée de spécifications techniques, a été approuvée, permettant ainsi à Moldova d'obtenir un financement et un soutien supplémentaires pour la mise en œuvre de la solution, qui progresse actuellement au niveau national.  Géorgie: le Gouvernement géorgien a bénéficié d'un appui se présentant sous la forme de recommandations relatives à l'élaboration d'un plan NETP. Dans le cadre de cette activité, un document décrivant en détail la solution de service de diffusion cellulaire pour l'envoi de messages d'alerte a été ajouté à la série existante de produits livrables, ce qui a contribué à améliorer les cadres de préparation.  Balkans occidentaux: un atelier à huis clos, intitulé "Bâtir des communautés résilientes: tirer parti de la diffusion cellulaire dans les Balkans occidentaux", s'est tenu le 8 juillet 2024. Cette manifestation a permis d'amorcer un dialogue sur la promotion de la résilience communautaire et a jeté les bases de mesures rationalisées visant à façonner une initiative sous-régionale.  **Interventions**  **Dans la région Amériques**, le BDT a déployé en juillet des équipements satellitaires en Jamaïque, à Grenade et à Saint‑Vincent‑et‑les-Grenadines pour appuyer les interventions à la suite des ouragans, mettant ainsi en avant le rôle de l'UIT dans les interventions rapides en cas de catastrophe. Il a également appuyé la préparation aux catastrophes à travers un atelier sur l'utilisation des télécommunications dans le cadre des interventions en cas de catastrophe et du rétablissement après une catastrophe, organisé dans les Caraïbes en octobre 2024. Les parties prenantes des Caraïbes ont ainsi pu évaluer les lacunes régionales, échanger des données d'expérience et élaborer une feuille de route pour renforcer l'infrastructure des télécommunications d'urgence.  Le BDT a mené à bien le prépositionnement des équipements satellitaires dans toutes les régions: à Dubaï, pour couvrir la région des États arabes et l'Afrique; au Zimbabwe pour couvrir les États membres de la SADC; ainsi qu'à la Barbade pour la région Amériques et les Caraïbes. | | **Plans nationaux pour les télécommunications d'urgence (NETP):**  • **États arabes**: Libye, Mauritanie, Comores et Djibouti.  • **Asie-Pacifique:**  • **Europe:** pays des Balkans occidentaux.  **Initiative "Alertes précoces pour tous" (EW4All):**  • **Afrique:** Libéria, Seychelles, République sudafricaine.  • **Amériques:**  • **Asie-Pacifique:** Bangladesh, Cambodge, Fidji, Maldives, Népal, R.D.P lao.  • **États arabes:** Somalie.  • **CEI:** Tadjikistan.  **Déploiement d'équipements:**  • **Afrique:** Zimbabwe (plate‑forme pour les pays de la SADC).  • **Amériques:** Barbade (en appui à la région Caraïbes), Grenade.  • **États arabes:** Dubaï (en appui à la région des États arabes et aux régions Afrique et Asie-Pacifique). |
| **Réseau et infrastructure numérique**  ***Réalisation:*** *amélioration de l'infrastructure et des services de télécommunication/TIC, en particulier la couverture large bande.* | | |
| Produits | | Points à retenir |
| Le BDT a apporté des contributions importantes dans diverses régions en cartographiant et en analysant les infrastructures, ce qui a permis de **mieux faire connaître les lacunes en matière d'infrastructures des TIC dans 21 pays et d'améliorer la prise de décisions concernant la couverture large bande et la résilience**. Des recherches, des collectes et des traitements de données sur l'infrastructure des TIC ont été menés dans les régions **Afrique, Amériques, la région des États arabes, la région Asie-Pacifique et la région de la CEI**. Une analyse de la connectivité et des infrastructures a été présentée aux États Membres et une carte des infrastructures a été réalisée pour chacun des 21 pays, renforçant ainsi les efforts déployés pour cartographier le large bande à l'échelle mondiale.  Le BDT a organisé des interventions de renforcement des capacités, notamment des ateliers de cartographie des TIC au Brésil, au [**Kazakhstan**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/CIS/Pages/Events/2023/Connectivity%20Week.aspx), en [**Ouzbékistan**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/CIS/Pages/News/14062023.aspx)et en [**Sierra Leone**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/EVENTS/2023/workshop-sierra-leone.aspx) dans le cadre du projet conjoint entre l'UIT et le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni (FCDO), ce qui a permis de **développer la capacité de ces pays à renforcer la connectivité des zones rurales et mal desservies**. En outre, dans le cadre de ce projet, une formation à suivre à son rythme sur [la cartographie et la planification des infrastructures](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/introduction-broadband-mapping) a été lancée sur le portail de l'Académie de l'UIT et a attiré 440 professionnels des TIC.  • La région **Afrique** a lancé, en coopération avec le Bureau de l'UIT pour l'Europe, le projet de systèmes de cartographie du large bande en Afrique, avec l'appui de la Commission européenne, qui vise à aider les pays à établir et à améliorer leurs systèmes de cartographie des infrastructures, afin d'encourager l'investissement et la transformation numérique en Afrique. Doté d'un budget de 15 millions d'euros sur quatre ans, il profitera dans un premier temps à 11 pays: Bénin, Botswana, Burundi, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Malawi, Nigéria, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.  En vue de renforcer la collaboration avec les associations régionales de régulateurs dans les domaines d'intérêt commun, l'UIT et l'Assemblée des régulateurs des télécommunications de l'Afrique de l'Ouest (ARTAO) ont signé une lettre commune pour soutenir une collaboration concrète et un plaidoyer commun sur la collecte et la gestion des données relatives aux infrastructures et la cartographie de ces dernières pour la prise de décision, afin de parvenir à une connectivité financièrement abordable pour tous. La collaboration se poursuivra afin d'étudier le partage d'informations sur les ressources disponibles pour renforcer les capacités en matière de cartographie des infrastructures et du large bande et d'organiser, au besoin, une formation conjointe à l'intention des États Membres. Un atelier technique conjoint s'est tenu lors de la réunion du Groupe de travail sur le développement des infrastructures de l'ARTAO en Gambie en juin 2024.  • **Dans la région des États arabes**, l'atelier régional de l'UIT sur le thème "Vers une connectivité universelle et efficace pour la région des États arabes" a été organisé par le Bureau de développement des télécommunications (BDT) de l'UIT, en collaboration avec Algérie Télécom, sous le haut patronage du Ministère des postes et télécommunications, les 11 et 12 novembre 2024 à Alger. L'atelier a rassemblé 278 participants (dont 24% de femmes), parmi lesquels figuraient des représentants de haut niveau, issus d'un large éventail de parties prenantes, notamment des décideurs, des régulateurs, des dirigeants du secteur privé, des universitaires et des organisations régionales et internationales. L'atelier avait pour objectif d'examiner le développement des infrastructures et les défis les plus pressants à relever ainsi que les occasions qui se présentent pour parvenir à une connectivité universelle et efficace dans la région des États arabes. La manifestation a encouragé le partage des connaissances et permis d'étudier des solutions collaboratives, de mettre en avant des approches innovantes et de promouvoir la cartographie du large bande et la collaboration multi-parties prenantes, dans le but de stimuler la transformation numérique grâce à des données factuelles et à la mobilisation de multiples parties prenantes. Cet atelier a ouvert la voie à des partenariats percutants et à des stratégies concrètes favorisant une connectivité durable, universelle et efficace dans l'ensemble de la région.  • **Dans la région Asie-Pacifique**, avec l'appui du Ministère des infrastructures, des transports, du développement régional, des communications et des arts de l'Australie, un cours magistral sur le développement d'une radiodiffusion inclusive et intelligente a été organisé par le Bureau régional pour l'Asie-Pacifique lors du 19ème Sommet des médias asiatiques de 2024. Cette manifestation était organisée par l'Institut de l'Asie et du Pacifique pour le développement de la radiodiffusion (AIBD). Elle a encouragé l'adoption de nouvelles technologies et stratégies dans les services de production et de distribution et d'autres services de radiodiffusion au service du développement durable.  Atelier UIT sur les Tableaux nationaux d'attribution des bandes de fréquences pour la Région 3 (RR), 28-31 mai 2024, Shanghai (République populaire de Chine). L'atelier a réuni 70 participants de 10 pays qui ont débattu des difficultés liées à l'attribution de bandes de fréquences à l'échelle régionale. Le principal résultat fut l'engagement d'harmoniser les tableaux nationaux d'attribution des bandes de fréquences, afin d'améliorer la connectivité transfrontière dans la Région 3 au profit de plus de 500 millions d'utilisateurs d'ici à 2030. Le Bureau régional pour l'Asie-Pacifique a veillé à ce que les travaux du BDT sur la gestion nationale du spectre soient présentés convenablement, avec une mise en valeur du Système de gestion du spectre pour les pays en développement (SMS4DC) en tant que principal outil national d'automatisation de la gestion du spectre, et des informations sur les principales activités du Bureau régional et les solutions d'assistance directe aux pays en ce qui concerne les questions de gestion nationale du spectre et de contrôle des émissions radioélectriques.  Masterclass sur la convergence des politiques et des réglementations relatives aux télécommunications (CTPR), 12‑16 août 2024, Cyberjaya (Malaisie). L'UIT a participé à la masterclass sur la convergence des politiques et des réglementations relatives aux télécommunications organisée par l'Université MMU Cyberjaya, la Commission malaisienne des communications et du multimédia (MCMC) et la GSMA. L'UIT a mis l'accent sur le partage des infrastructures, en particulier le partage actif, pour utiliser efficacement les ressources spectrales et rendre les services mobiles plus abordables financièrement. Les fréquences identifiées pour les IMT après la CMR-23 ont également fait l'objet de discussions. La manifestation a rassemblé des régulateurs des télécommunications et des experts politiques afin d'améliorer la connectivité entre les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).  Formation sur le système de gestion du spectre pour les pays en développement (SMS4DC), 29 avril – 2 mai 2024, Vanuatu. L'UIT a organisé une formation sur le système SMS4DC à l'occasion de la 28ème Assemblée générale annuelle de l'Association des télécommunications des îles du Pacifique (PITA) à Vanuatu. Des participants de 10 petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique ont été formés à l'automatisation des processus de gestion du spectre. La formation a donné satisfaction, et les participants ont renforcé leurs capacités techniques en vue de gérer efficacement le spectre à l'aide du système SMS4DC.  Réunion du groupe des utilisateurs de Syniverse en Asie-Pacifique, 8 et 9 mai 2024, Bangkok (Thaïlande). L'UIT était présente à la réunion du groupe des utilisateurs de Syniverse en Asie-Pacifique, qui avait pour objet d'examiner les principaux catalyseurs du déploiement de la 5G dans la région Asie-Pacifique, d'analyser des données et d'échanger des données d'expérience tirées de la région. La manifestation était organisée par Syniverse Technologies (China) Limited, nouveau Membre du Secteur de l'UIT‑D. L'UIT a souligné l'importance d'utiliser des données statistiques pour orienter l'adoption de la 5G et les décisions réglementaires.  Sommet Asie-Pacifique sur les TIC, 14 août 2024, Bangkok (Thaïlande). L'occasion a été donnée à l'UIT de prononcer un discours liminaire lors du Sommet Asie-Pacifique sur les TIC, organisé par Huawei et la GSMA et qui a rassemblé 2 500 experts du secteur. L'Union a présenté les principales conclusions du rapport sur les catalyseurs de la 5G, dans lequel sont examinés les principaux facteurs influant sur le développement de la 5G dans la région Asie-Pacifique. Cette manifestation a permis de renforcer la collaboration entre l'UIT et Huawei à l'appui de la transformation numérique dans la région. Huawei a remercié l'UIT pour ses compétences spécialisées, qui contribuent à faire progresser des initiatives de transformation numérique.  Réunion virtuelle de l'équipe stratégique de l'AIBD, 14 mars 2024. L'UIT a participé, en qualité de conseiller, à la réunion de l'équipe stratégique de l'AIBD, qui a rassemblé des radiodiffuseurs et des partenaires de la région Asie-Pacifique. Les discussions ont porté sur l'examen des activités et des projets menés par l'AIBD et sur la définition d'initiatives futures. La participation de l'UIT a mis en évidence la collaboration dans le secteur de la radiodiffusion visant à renforcer la transformation numérique et à améliorer l'élaboration de politiques dans la région.  Les 1er et 2 octobre 2024, l'UIT et le Groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral (ITTLLDC), s'appuyant sur leur collaboration fructueuse de 2023, ont organisé conjointement un séminaire à Oulan-Bator (Mongolie), avec l'appui du Ministère des infrastructures, des transports, du développement régional, des communications et des arts de l'Australie, afin de mettre en lumière et d'examiner la manière dont les services spatiaux et satellitaires peuvent assurer une connectivité financièrement abordable, résiliente et universelle. Au programme de la manifestation figuraient 10 études de cas de pays et des sessions consacrées à la réglementation sur les satellites et aux politiques spatiales au niveau national. Une cinquantaine de participants de plus de 15 pays ont participé à la manifestation en présentiel. La session prévoyait également un segment Partner2Connect (P2C) durant lequel, pour la première fois, des entités mongoles ont présenté des engagements. Les engagements liés à la connectivité et aux satellites ont également été mis en avant pour que les délégués et les pays expriment leur intérêt, afin de faciliter les éventuelles mises en relation entre les orateurs et les participants.  À l'invitation de la Commission malaisienne des communications et du multimédia, le Bureau régional de l'UIT pour l'Asie‑Pacifique a participé à la série Perspectives numériques de 2024, sur le thème "Innovations orbitales: dévoiler l'avenir des communications par satellite", le 29 octobre 2024. L'intervention de l'UIT portait sur les mécanismes internationaux de réglementation des communications par satellite, notamment sur les décisions de la CMR-23 et les points de l'ordre du jour de la CMR-27 concernant les communications par satellite, y compris les communications des satellites non géostationnaires (non OSG), des réseaux autres que les réseaux de Terre (NTN) et des plates-formes à haute altitude en tant que stations de base des Télécommunications mobiles internationales (HIBS). Les principaux résultats de la manifestation UIT-ITTLLDC 2024 concernant les politiques et les réglementations spatiales nationales ont également été présentés comme faisant partie des résultats de la session.  Le 31 octobre 2024, l'UIT, en sa qualité de conseiller de confiance, a été invitée à participer à l'atelier de clôture du projet de l'ASEAN sur les indications relatives au contrôle évolué du spectre concernant les technologies large bande mobile, organisé à l'intention des États Membres de l'ASEAN et lancé par l'Indonésie en 2022. L'UIT a présenté les dernières tendances en matière de contrôle des fréquences radioélectriques, notamment l'utilisation de l'IA, de l'analyse fondée sur l'apprentissage profond, du nuage et du contrôle participatif. L'Union a également présenté ses recommandations relatives à l'élaboration d'accords régionaux visant à atténuer les problèmes de brouillages radioélectriques transfrontières. Les résultats de l'atelier et du projet seront présentés aux réunions des Ministres des télécommunications et des technologies de l'information (TELMIN) aux fins de l'élaboration du cadre de développement des TIC à l'horizon 2025 de l'ASEAN.  Pour atteindre l'objectif de l'initiative régionale 3 pour l'Asie-Pacifique et, en particulier, le résultat attendu 6, le Bureau régional pour l'Asie-Pacifique a aidé le BR à organiser un [séminaire régional des radiocommunications pour l'Asie-Pacifique en septembre 2024 aux Samoa](https://www.itu.int/en/ITU-R/seminars/rrs/rrs-24-asia%26pacific/Pages/default.aspx). En plus d'avoir apporté son concours à l'organisation, le Bureau régional pour l'Asie-Pacifique a mis en avant le rôle de l'UIT dans l'initiative EW4All et les télécommunications d'urgence, échangé des bonnes pratiques fondées sur les solutions d'assistance qu'il a fournies concernant le passage de l'analogique au numérique, et aidé à comprendre la nature des solutions d'assistance que le BDT peut fournir dans le cadre de la gestion nationale du spectre, y compris l'automatisation permise par le système SMS4DC.  • **Dans la CEI, la capacité des États Membres à assurer la gestion du spectre a été renforcée** grâce au premier séminaire régional UIT/OMM organisé dans le monde sur le thème "Observations de la Terre aux fins de la réalisation des Objectifs de développement durable: technologies, spectre, applications et incidences". Ce séminaire, auquel ont participé plus de 100 spécialistes, a été organisé juste avant la réunion des groupes de travail de la Commission d'études 7 de l'UIT-R à Almaty (Kazakhstan).  À la demande des États Membres, l'UIT a commencé à mettre au point un **programme de renforcement des capacités intitulé "L'avenir de la connectivité"**. L'année 2024 a été marquée par des consultations approfondies avec les parties prenantes de la région et l'élaboration de matériels didactiques. Des formations de pays sont prévues en 2025.  **Une table ronde sur la technologie VoLTE (voix sur LTE) a été organisée à Tachkent (Ouzbékistan).** Au cours de la table ronde, les opérateurs ont fait le point sur la situation actuelle des services VoLTE et discuté du lancement sur le marché de nouveaux services de voix sur WiFi (VoWiFi). Les participants ont également examiné les aspects techniques et les stratégies de mise en œuvre des modèles d'itinérance dans la technologie VoLTE, en se concentrant sur le routage domestique S8 (S8HR) et le "local breakout" (LBO).  • **Dans la région Amériques**, dans le cadre du programme Giga sur la connectivité dans les écoles, il a été envisagé d'établir une meilleure cartographie des écoles à Trinité-et-Tobago, au Belize, au Suriname et dans les pays membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO).  Un atelier national de formation sur les cartes du large bande et les systèmes d'informations géographiques de l'UIT s'est tenu en Uruguay.  Une série d'ateliers en ligne ont été organisés à ce sujet, avant la tenue de l'atelier de l'UIT et de la Commission européenne concernant l'outil d'assistance technique et d'échange d'informations TAIEX pour la mise en œuvre de la 5G, du 16 au 18 décembre 2024 à Varsovie (Pologne).  Le Monténégro a également bénéficié d'une assistance dans le cadre de l'élaboration d'un plan national de développement des réseaux d'accès à l'Internet large bande. Ledit plan a été officiellement présenté au Ministère du développement économique en septembre dernier et décrit la vision stratégique, les objectifs poursuivis et les résultats attendus. Élaboré sur la base de recherches et de consultations avec les parties prenantes, le Plan national a pour objectif d'élargir l'accès à l'Internet large bande à haute capacité dans tout le pays entre 2025 et 2029, tout en tenant compte de la modernisation des infrastructures, de la conformité aux réglementations, de la facilitation des investissements, ainsi que de la nécessité de connecter les zones rurales et les zones mal desservies. | | **Cartographies du large bande:**  • **Afrique:**  • **Amériques:** Uruguay.  • **États arabes:**  • **Asie-Pacifique:**  • **CEI:**  • **Europe:** Moldavie, Arménie, France, Italie, Portugal, Roumanie, Chypre, Croatie, Slovénie, Lituanie. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 136 de la PP; 34, 43 et 66 de la CMDT; 646 et 647 de la CMR; Questions 1/1, 3/1, 5/1, 4/2 | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Priorité 2 de l'UIT-D: Transformation numérique  *Accélérer la transformation numérique grâce à l'entrepreneuriat dans le secteur des TIC et au renforcement de l'innovation en matière de TIC dans l'écosystème des TIC* | | |
| **Écosystème de l'innovation numérique**  ***Réalisation:*** *renforcement des capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT dans le domaine des télécommunications/TIC pour favoriser la transformation numérique.* | | |
| Produit | | Points à retenir |
| Le BDT a continué à appuyer les États Membres **engagés dans la transformation numérique**, en fournissant des outils pour l'élaboration de politiques, en proposant des activités de renforcement des capacités, en apportant une assistance technique et en mettant en œuvre des projets visant à promouvoir l'innovation.  **Dans la CEI**, en mai 2024, l'UIT a organisé un **concours d'idées consacré à la création de start-up à l'intention des étudiants et des jeunes professionnels à Khodjent (Tadjikistan)**. Pendant deux jours, les participants ont bénéficié d'une formation intensive sur la production d'idées, l'élaboration de modèles économiques, la rédaction d'argumentaires convaincants, les discussions avec les investisseurs et la mise en relation avec leurs publics cibles. Des experts du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan ont partagé leurs points de vue sur les écosystèmes de start-up dans leurs pays respectifs et mis en avant les possibilités qui s'offrent aux nouvelles entreprises à différents stades, de l'idéation à l'obtention d'un produit minimum viable et à la conquête de leurs premiers utilisateurs. Le deuxième jour, les participants ont présenté leurs idées lors d'une session de présentation. Six équipes ont présenté leur concept d'entreprise à un jury et à d'autres participants. Au total, plus de 30 jeunes innovateurs du Tadjikistan ont participé à la manifestation.  **Un hackathon axé sur la création de start-up spécialisées dans les villes intelligentes a été organisé à l'intention d'étudiants d'universités techniques du Bélarus.** Le hackathon comprenait des sessions de formation avec des conférenciers experts et des consultations personnalisées avec des mentors, et s'est terminé par une manifestation de présentation lors de laquelle les participants ont présenté leurs idées de start-up. Au total, 107 étudiants de six universités bélarussiennes et d'une université russe y ont participé.  Dans la région des États arabes, le processus de mise au point du profil d'innovation numérique de Bahreïn a été achevé, processus au cours duquel une évaluation complète de l'écosystème a été effectuée et des recommandations essentielles visant à faire passer l'écosystème au niveau supérieur ont été présentées. En outre, des profils d'innovation numérique pour le Qatar et la Jordanie sont en train d'être établis et devraient être achevés respectivement aux premier et deuxième trimestres de 2025. Par ailleurs, une contribution en nature a fait l'objet d'un accord signé avec l'Autorité de régulation des télécommunications et des services publics numériques (TDRA) des Émirats arabes unis concernant iCodi, dans le but d'organiser chaque année un atelier mondial et un atelier régional au cours des deux prochaines années, afin d'encourager l'idéation et l'innovation.  **En Europe**, afin d'aider au mieux l'Albanie à accélérer l'innovation numérique, un rapport sur la mise en œuvre du profil d'innovation numérique est également en passe d'être achevé; celui-ci met l'accent sur des suggestions pratiques visant à aligner le profil d'innovation numérique sur la stratégie de spécialisation intelligente du pays et le programme de réforme du pays pour la période 2024-2027.  Afin de soutenir l'écosystème de l'innovation de Malte, un rapport intitulé *Malta's Innovation Landscape: Best Practices and Future Directions* (Paysage de l'innovation de Malte: bonnes pratiques et orientations futures) a été élaboré dans le cadre du Forum mondial de l'innovation de 2024 et est sur le point d'être achevé. Ce rapport est axé sur la Vision économique de Malte à l'horizon 2031, dont il expose en détail l'alignement sur les priorités nationales et régionales et l'accent sur l'innovation, la croissance économique, la durabilité et l'agilité. Le rapport se penche également sur les bonnes pratiques au sein de l'écosystème de l'innovation de Malte, en analysant les contributions de six groupes de parties prenantes essentiels: le secteur public, le secteur privé, les institutions financières, les établissements universitaires, les réseaux de soutien aux entrepreneurs et les entrepreneurs. Enfin, le rapport donne un aperçu de l'orientation future de Malte et vise à inspirer ainsi d'autres pays à bâtir des écosystèmes compétitifs et résilients capables d'exercer une influence mondiale.  L'édition de 2024 du Forum mondial de l'innovation s'est tenue à La Valette (Malte) du 23 au 30 octobre. Le Forum avait pour thème "Façonner nos avenirs numériques pour parvenir à la prospérité et au bien-être pour tous" et a donné la possibilité d'échanger des connaissances, de nouer des relations et de promouvoir l'innovation. Il a constitué une occasion importante de réduire le déficit en matière d'innovation numérique par divers moyens, notamment l'échange de connaissances sur l'accélération de la mise en œuvre des politiques et l'autonomisation des parties prenantes. Le Forum a été ouvert par la Présidente de Malte et a accueilli des participants de multiples organisations et pays, y compris des représentants de haut niveau de nombreux gouvernements. | | **Centres d'innovation de l'UIT:** |
| **Stratégies nationales et profils d'innovation numérique:**  • **Afrique:** Zambie.  • **États arabes:** Qatar, Jordanie, Émirats arabes unis.  • **Europe:** Malte. |
| **Services et applications numériques**  ***Réalisation:*** *renforcement de la capacité des membres de l'UIT à accélérer la transformation numérique et le développement économique et social durable en mettant à profit et en utilisant les télécommunications/TIC et les services nouveaux et émergents.* | | |
| Le BDT a continué d'aider les États Membres à élaborer et à promouvoir des solutions numériques pour répondre aux besoins en matière de développement durable:  • **Dans la région des États arabes**, un forum national sur le thème "La 5G et au-delà: créer des villes et des communautés intelligentes et durables", prévu les 10 et 11 décembre 2024 au "Smart Village" (Égypte), vise à obtenir des résultats concrets en réunissant des experts, des décideurs, des dirigeants du secteur et des parties prenantes du monde entier. Le Forum aura pour objet d'exploiter le potentiel de transformation de la 5G et des technologies émergentes pour accélérer le développement urbain intelligent et durable, en favorisant la collaboration et l'innovation pour un avenir connecté.  En Jordanie, une étude d'évaluation de l'environnement propice aux technologies immersives a été menée en partenariat avec le Ministère de l'économie numérique et de l'entreprenariat et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO). L'étude visait à recenser les forces, les faiblesses, les possibilités et les menaces pour l'écosystème dans le but de créer de nouveaux emplois dans ce secteur en plein essor et de formuler des recommandations à cet égard.  • **En Afrique**, le Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique et la Division des services et applications numériques ont lancé des consultations stratégiques avec plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, dont la Guinée-Bissau, la Gambie, la Guinée, le Sénégal et le Nigéria. Ces discussions sont appuyées par des projets financés par la Banque mondiale visant à adopter l'approche GovStack et l'architecture de référence de l'écosystème de l'administration publique pour faciliter la transformation numérique coordonnée et efficace des services publics et gouvernementaux. Les consultations ont porté sur plusieurs aspects importants, notamment l'élaboration de cadres d'interopérabilité, la mise en œuvre d'une architecture d'entreprise, les spécifications techniques applicables aux plates-formes de services publics/d'échange de données, et des programmes complets de renforcement des capacités. Ces discussions étaient centrées sur la vision de GovStack consistant à accélérer la transformation numérique grâce à des modules numériques réutilisables et interopérables. Cette approche vise à réduire les coûts, à simplifier les architectures des solutions et à raccourcir le temps nécessaire à la mise en œuvre des programmes de transformation numérique. L'initiative met en avant l'adoption durable via une gestion ciblée du changement aux niveaux des gouvernements et de l'administration publique.  D'autres pays africains ont continué d'étudier l'infrastructure publique numérique dans leur contexte national, en s'aidant des ressources de GovStack et des enseignements tirés.  • **Dans la région Amériques**, dans le cadre d'un programme conjoint des Nations Unies sur la finance novatrice au service des groupes non desservis, l'UIT, en collaboration avec les gouvernements d'Antigua-et-Barbuda et de Sainte-Lucie, renforce l'écosystème des services financiers numériques grâce à une approche exhaustive englobant les aspects politiques, réglementaires et de cybersécurité. Un kit pratique et des recommandations sur la sécurité mobile des services financiers numériques ont été présentés à plus de 65 personnes de la communauté des services financiers numériques de ces pays, et plus de 15 personnes ont suivi une formation pratique pour assurer la sécurité mobile, y compris les audits des applications et de l'infrastructure de paiement mobile.  • **Dans la région Asie-Pacifique**, les initiatives sur les îles intelligentes et les villages intelligents, conjointement avec le programme d'appui à l'entrepreneuriat, à l'investissement et au commerce en zone rurale (STREIT) de l'Union européenne (UE), ont permis de former plus de 2 000 membres de communautés dans tout le Pacifique à des compétences numériques essentielles, et ont ainsi contribué à transformer des vies et des communautés en 2024. Plus de 1 623 participants du Pacifique ont acquis des compétences essentielles leur offrant de nouvelles possibilités dans les domaines de l'éducation, de l'agriculture et de l'économie dans le cadre de l'initiative "Villages intelligents et îles intelligentes". En outre, grâce au projet STREIT de l'UE en Papouasie-Nouvelle-Guinée (STREIT PNG), plus de 450 personnes en Papouasie-Nouvelle-Guinée disposent d'outils numériques leur permettant d'accroître leurs moyens de subsistance dans les domaines de l'agriculture et de la pêche. Ces réalisations obtenues en 2024 ont été rendues possibles grâce à la collaboration avec les communautés des îles intelligentes, les gouvernements de la région du Pacifique, les parties prenantes nationales, les institutions des Nations Unies, le Fonds commun pour les ODD, l'UE, la Banque asiatique de développement, les établissements universitaires et les partenaires de la société civile, qui témoigne du pouvoir de l'action collective pour porter la transformation numérique dans les communautés rurales et isolées du Pacifique. Le déploiement du projet de villages intelligents au Pakistan s'est poursuivi au-delà de Gokina, dans les villages de Sambriyal et de Swabi, grâce à des services et à des compétences numériques. En 2024, 65 participants ont amélioré leurs compétences.  En 2024, plus de 800 personnes ont participé à des ateliers et des formations de sensibilisation et de renforcement des compétences, en ligne ou en présentiel, portant sur l'adoption d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques à l'aide de GovStack: Bangladesh (juin), ASEAN (17-19 septembre, en ligne), ASEAN Brunéi Darussalam (9-10 octobre), Cambodge (11-12 mars et 19-21 novembre), Laos (6-10 mai), Népal (17 mai) et Papouasie-Nouvelle-Guinée (1er-3 octobre). Des solutions spéciales d'assistance ont été fournies au Bangladesh, au Cambodge, au Laos et à la Papouasie-Nouvelle-Guinée concernant le renforcement de leurs capacités de mise en œuvre de GovStack, y compris des missions en ligne et physiques. L'UIT a collaboré (et continue de collaborer) avec le Secrétariat de l'ASEAN en vue de définir un cadre technique à l'échelle de l'ASEAN pour toutes les entités publiques.  L'année a également été marquée par une hausse de l'adoption de GovStack et de la demande de solutions d'assistance liées à GovStack, y compris en ce qui concerne son intégration dans les plans nationaux de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Vanuatu et les demandes soumises par les Membres à l'UIT. En outre, l'UIT a aidé le Laos à définir le champ d'activité du tableau de bord du Cabinet du Premier Ministre.  GovStack bénéficie également de l'appui du Ministère australien de l'infrastructure, des transports, du développement régional, des communications et des arts (7RAS 23072) et des projets de l'Agence allemande de coopération internationale (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit – GIZ).  Formation des jeunes filles dans le secteur des TIC. Le Bureau de zone de l'UIT pour l'Asie du Sud et le Centre d'innovation de Delhi ont dispensé un certain nombre de formations ciblées, en partenariat avec plusieurs parties prenantes de toute l'Inde, entre mai et juillet, dans le cadre des célébrations de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC en Inde, auxquelles ont pris part plus de 1 000 participants. L'objectif était d'accroître la participation des femmes indiennes au secteur des TIC, de tirer parti du rôle des TIC pour faire progresser l'égalité hommes-femmes et de donner aux femmes les moyens de participer activement à l'édification d'un avenir numérique inclusif et durable. Des ateliers de formation organisés en partenariat avec le Centre for Development of Telematics (C-DOT) ont permis à des étudiants indiens d'acquérir des compétences en matière de programmation en Python et en Java; ces ateliers ont donné lieu à un concours national de programmation. Les lauréats ont été célébrés lors de la cérémonie de clôture.  Le Bureau de zone de l'UIT pour l'Asie du Sud et le Centre d'innovation de Delhi ont organisé un atelier Govstack sur le thème de la transformation numérique de toutes les entités publiques à l'aide de Govstack, au Bangladesh, les 26 et 27 juin. L'atelier a réuni des parties prenantes compétentes du Bangladesh, qui ont étudié les discussions les plus récentes sur la gouvernance numérique, les tendances mondiales et les innovations locales pour une infrastructure numérique sécurisée et interopérable.  • **Dans la CEI**, dans le cadre de la poursuite de sa collaboration **avec la municipalité de Bichkek au Kirghizistan**, l'UIT a rendu possible l'organisation d'une mission d'étude en Chine. Cette mission visait à étudier les bonnes pratiques en matière d'édification des villes intelligentes et à encourager la coopération en vue d'éventuels projets conjoints.  • **En Europe**, des partenariats stratégiques noués avec des organismes des Nations Unies dans le cadre des trois projets de l'enveloppe du Fonds commun pour les ODD dédiée aux projets numériques ciblant l'Albanie, le Monténégro et la Serbie, favorisent l'adoption de l'approche modulaire.  La manifestation de lancement du projet, qui s'est tenue le 8 novembre 2024 en Albanie, a réuni les principaux partenaires apportant une contribution essentielle pour obtenir les résultats escomptés. De plus, les partenaires du projet ont pris part avec succès au programme GovStack Architects, qui garantit le respect des valeurs et principes fondamentaux qui orienteront les phases de mise en œuvre du projet.  En Serbie, le projet "**Centre de conception de services numériques – Cliquer avec les citoyens**" a été lancé conjointement avec des partenaires le 31 octobre 2024. En sa qualité de partenaire pour le partage de connaissances, l'UIT a fourni tous les renseignements et outils nécessaires pour améliorer les services publics grâce à une conception centrée sur l'utilisateur et exploite les compétences spécialisées du pays pour accélérer la transformation technologique. À cet égard, les partenaires ont tiré parti de l'atelier de présentation de GovStack et de la boîte à outils contenant notamment des ressources, des manuels et une liste de manifestations pour le déploiement de l'approche modulaire.  Le projet "**Transformation numérique des collectivités locales au Monténégro**" a été lancé le 13 décembre 2024 et soutient la transformation numérique des collectivités locales et la mise en place d'une cybergouvernance locale, jetant ainsi les bases du cadre relatif à l'initiative Villes intelligentes et durables. L'UIT est chargée de renforcer les capacités de six administrations locales en vue de mettre en place des services rentables et conviviaux au moyen de l'approche GovStack. Pour ce faire, une série d'activités en ligne et sur place seront assurées et donneront lieu à la création de trois prototypes de services. | |  |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 205 de la PP; 16, 30, 37, 85 et 90 de la CMDT; Questions 2/1, 4/1, 1/2, 2/2 | |

|  |  |
| --- | --- |
| Priorité 3 de l'UIT-D: Environnement politique et réglementaire propice  *Promouvoir la mise en place d'un environnement politique et réglementaire favorable au développement durable des télécommunications/TIC* | |
| **Renforcement des capacités**  ***Réalisation:*** *renforcement des capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT, dans le domaine des télécommunications/TIC, à exploiter pleinement le potentiel de l'économie et de la société numériques.* | |
| Produit | Points à retenir |
| L'UIT s'est engagée à renforcer les capacités humaines et institutionnelles de ses membres, en donnant la priorité à la mise en place de programmes de formation de qualité. Des cours ont été organisés par l'intermédiaire de l'[**Académie de l'UIT**](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/introduction-broadband-mapping) et des [**centres de formation de l'Académie de l'UIT**](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/itu-academy-training-centres), dans l'objectif d'apporter une contribution significative aux défis rencontrés par les membres de l'UIT. De mai à décembre 2024, l'[Académie de l'UIT](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/itu-academy-training-centres) a enregistré **8 300 nouveaux utilisateurs, ce qui porte à plus de 55 000 le nombre total d'apprenants de tous les États Membres**, dont plus de 70% de pays en développement. Au cours de cette période, plus de 79 cours ont été dispensés sur la plate-forme à plus de 11 500 participants inscrits, dont plus de 4 500 avaient terminé leur formation au mois de novembre 2024 (d'autres cours se déroulent encore actuellement). Par ailleurs, plus de 1 000 participants ont répondu à des enquêtes d'évaluation des cours, et 95% se sont déclarés satisfaits ou très satisfaits de leur expérience.  Au cours de la deuxième année de mise en œuvre, pour la même période (mai-décembre 2024), les **centres de formation de l'Académie de l'UIT ont dispensé 67 cours, qui ont recueilli plus de 2 400 inscriptions**. Près de 1 000 cours avaient été achevés en novembre 2024. En 2024, le BDT a organisé plusieurs séances de formation à l'intention des formateurs des 13 centres sur la manière d'organiser des formations en ligne interactives. L'objectif était de proposer des cours de formation de qualité en améliorant la manière dont les formations sont animées et dispensées au format virtuel, et en permettant la mise en commun des meilleures pratiques entre les établissements participants. [Lors de la deuxième réunion annuelle mondiale des centres de formation](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/itu-academy-training-centres/events/atc-annual-meeting-2024), les représentants des 14 centres de formation se sont réunis pour tirer parti des enseignements tirés et partager les meilleures pratiques sur la gestion et la mise à l'échelle des cours de formation, s'aligner davantage sur des approches optimales concernant la qualité des formations, la manière dont les formations sont dispensées et la mesure des incidences, et pour renforcer les collaborations avec les institutions participant au programme.  Début 2024, l'UIT, en collaboration avec le PNUD, a commencé à mettre en œuvre un **nouveau projet intitulé "Renforcement des capacités pour la transformation numérique"**. Le projet est financé par l'initiative "Global Gateway" de la Commission européenne pour une période de quatre ans. Il appuie la mise en place d'une formation à l'intention des décideurs et des fonctionnaires gouvernementaux sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT.  Au cours de la première année de mise en œuvre, 12 cours ont été dispensés en présentiel et en ligne, et 10 autres cours ont été mis en place et sont ouverts sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT en vue d'être dispensés au quatrième trimestre de 2024. 759 participants provenant de 85 pays (principalement des pays en développement) ont été formés, et le taux de satisfaction s'élève à 96%.  En collaboration avec **Cisco**, l'[**initiative sur les centres de transformation numérique (DTC)**](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/digital-transformation-centres-initiative) continue d'étendre ses activités en soutenant constamment lesdits centres. Depuis le lancement de cette initiative, le nombre total de participants formés aux compétences numériques de base et intermédiaires est passé à 389 390, parmi lesquels figurent 55% de femmes.  Dans le cadre du projet "Renforcer les compétences numériques grâce aux centres de transformation numérique", le BDT et le **Gouvernement norvégien** ont soutenu les activités des centres de transformation numérique, en particulier au Ghana, en formant plus de 22 000 personnes, dont 68% de femmes, durant les trois années du projet. Au Ghana, le centre DTC a dépassé presque tous les objectifs fixés dans le cadre du projet et a eu des répercussions sur la vie de citoyens des 16 régions du pays. Ce projet s'est achevé en septembre 2024. L'UIT a reçu, au début de cette année, de nouveaux financements du Gouvernement norvégien pour soutenir l'initiative mondiale DTC jusqu'à la fin de 2025.  Les partenaires de l'UIT et de l'initiative DTC ont aidé quatre centres DTC en République démocratique du Congo, au Pakistan, aux Philippines et au Sénégal à **renforcer leurs capacités institutionnelles grâce à des interventions de formation des formateurs**, qui ont bénéficié à 136 formateurs (dont 51 femmes). Un appui a été fourni au centre DTC du Pakistan pour la formation de formateurs malvoyants et de formateurs voyants sur le thème de l'**initiation aux bases de l'informatique pour les personnes malvoyantes**, portant ainsi à quatre (4) le nombre total de centres DTC ayant suivi la formation. Au Sénégal, le centre DTC a mené des activités de sensibilisation des communautés visant à sensibiliser davantage à l'importance des compétences numériques, notamment pour les personnes malvoyantes. Les centres DTC des cinq (5) pays suivants ont bénéficié d'un appui en faveur de la formation des populations des communautés mal desservies aux compétences numériques de base et intermédiaires: Côte d'Ivoire, Pakistan, Philippines, Sénégal et Zambie.  Le [**Forum de l'UIT sur les compétences numériques**](https://www.itu.int/itu-d/meetings/digital-skills-forum/), qui s'est tenu à Bahreïn en septembre 2024 sur le thème "**Renforcement des compétences au service de la transformation numérique**", a rassemblé plus de 700 participants de 66 pays représentant différents groupes de parties prenantes. Les participants au Forum ont abordé des questions essentielles liées au déficit de compétences numériques et aux moyens d'y remédier, qu'il s'agisse de réduire la fracture en matière de compétences numériques, de renforcer les compétences numériques pour l'emploi, d'évaluer les incidences de l'IA ou encore de renforcer les compétences en matière de cybersécurité et de sécurité en ligne. Les principaux résultats du Forum, ainsi que les recommandations sur la manière de remédier au déficit de compétences qui se fait jour, figurent dans le rapport résumé du Président.  Le [**Kit pratique sur les compétences numériques de 2024 de l'UIT**](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/research-publications/digital-skills-toolkit), lancé en septembre, propose un **guide complet, étape par étape, qui aide les membres de l'UIT à définir des stratégies et des politiques nationales efficaces en matière d'acquisition de compétences numériques**. Il s'agit d'une mise à jour complète de la version précédente de 2018 qui comprend trois parties: la Partie 1 est axée sur la compréhension des compétences numériques, en abordant les cadres et concepts relatifs aux compétences numériques; la Partie 2 présente une feuille de route détaillée pour l'établissement d'une stratégie nationale en matière de compétences numériques; et la Partie 3 présente de nombreux exemples de stratégies et de programmes en matière de compétences numériques dans le monde entier.  • **Dans la région Afrique**, l'UIT a mis en œuvre une série de programmes de formation sur les compétences numériques par l'intermédiaire des centres DTC dans la région, afin d'autonomiser les jeunes, de réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes et l'écart en matière de compétences numériques, et de favoriser les écosystèmes locaux de renforcement des compétences numériques dans les communautés rurales et difficiles d'accès. 270 personnes ont été formées en République démocratique du Congo, en Zambie et en Côte d'Ivoire. L'UIT, en vue d'amplifier l'initiative "Les jeunes Africaines savent coder" (AGCCI), a actualisé le cours en autonomie proposé par l'Académie de l'UIT, en y ajoutant six modules et sous-modules sur les compétences techniques et les compétences générales en anglais, français et portugais, afin de toucher un public plus large. À l'appui du Guide UIT pour l'évaluation des compétences numériques, du nouveau kit pratique sur les compétences numériques et des ressources connexes, une évaluation nationale des compétences numériques a été menée à bien en Ouganda et lancée au Soudan du Sud.  Le **Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique** a appuyé le renforcement des compétences numériques par l'intermédiaire des **centres DTC du Sénégal et de la Sierra Leone**. **Quatre-cent quatre-vingts jeunes garçons et filles issus de communautés marginalisées ont ainsi été formés aux compétences numériques de base et intermédiaires**, dans le cadre d'un programme auquel est associé une ONG chargée de gérer un réseau de centres de formation bien équipés dans les deux pays. Parmi les principales réalisations, citons une amélioration significative de la maîtrise des outils numériques parmi les jeunes participants, puisqu'au moins 80% d'entre eux démontrent des compétences numériques élémentaires à intermédiaires. Ces compétences comprennent l'utilisation d'un ordinateur, la navigation sur Internet et l'utilisation d'applications logicielles standard. Le succès du programme a été renforcé par deux éléments clés: des campagnes de sensibilisation à l'intention de la communauté et de l'administration locale et une approche de formation des formateurs. La méthode de formation des formateurs s'est révélée particulièrement efficace pour assurer la viabilité à long terme en renforçant les capacités locales au service d'un transfert de connaissances permanent.  • **Dans la région Amériques:** renforcement des capacités des petits entrepreneurs grâce à l'organisation d'un atelier sur la transformation numérique dans le cadre de l'initiative KIT numérique pour les entrepreneurs, les microentreprises et les petites entreprises, auquel ont participé 206 petits entrepreneurs issus de pays d'Amérique latine, à savoir **Cuba, le Honduras, le Paraguay et l'Uruguay**. Ces activités s'inscrivent dans le cadre de l'[initiative KIT numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Pages/ACTVTS/DTK/DTK-AMS.aspx) pour la transformation numérique et sont actuellement mises en œuvre dans le cadre du **projet UIT-Huawei** à l'appui des initiatives régionales pour la région Amériques.  Le BDT a également renforcé les **compétences des populations autochtones et des communautés rurales en matière de gestion de projets** grâce à une formation en ligne en cinq modules dispensée à travers l'Académie de l'UIT, y compris grâce à un stage intensif sur les réseaux communautaires organisé au Guatemala, et **amélioré les connaissances dans le domaine de l'accessibilité des TIC** grâce à la formation des cadres dispensée à l'occasion de l'édition 2024 de la manifestation "Amériques accessibles: les TIC pour TOUS" (Mexico, 12-14 novembre 2024).  L'UIT a travaillé sur un projet relatif aux compétences numériques à Trinité-et-Tobago avec le régulateur local, l'Autorité des télécommunications de Trinité-et-Tobago (TATT) et le Ministère de la transformation numérique de Trinité-et-Tobago, et est en train de le peaufiner; celui-ci doit être lancé début 2025. Il s'agit d'appuyer les efforts déployés par le ministère pour renforcer les capacités relatives aux incidences horizontales et verticales de la transformation numérique et doter les individus des compétences numériques élémentaires, intermédiaires et avancées nécessaires pour faire face aux tendances actuelles et futures de l'économie numérique. Le projet devrait permettre de former 40 mentors et profiter à 10 000 personnes (50% d'hommes et 50% de femmes).  • **Dans la région des États arabes**, en outre, en Tunisie, le projet collaboratif, auquel est associée l'Agence allemande pour la coopération internationale et qui vise à accélérer la transformation numérique dans le pays, a été mené à bien. L'objectif principal est de renforcer les initiatives gouvernementales dans deux domaines stratégiques, à savoir le renforcement des capacités numériques et le renforcement des infrastructures.  Grâce à une collaboration étroite avec toutes les parties prenantes du projet, l'UIT a atteint avec succès l'objectif du projet en formant 217 fonctionnaires du secteur public dans le cadre de cours de l'Académie de l'UIT.  L'UIT et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont œuvré ensemble à la réalisation d'une évaluation complète des compétences numériques des réfugiés en Inde, axée sur l'identification des lacunes en matière de maîtrise des outils numériques, afin d'améliorer leur inclusion et leur participation grâce à la plate-forme Digital Gateway. Cette initiative répond aux besoins de plus de 47 000 réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés par le HCR en Inde, parmi lesquels figurent notamment des Afghans, Birmans, Sri lankais et Tibétains. Cette évaluation en deux phases a nécessité la mise au point d'une méthodologie adaptée à la situation unique des réfugiés, qui garantit l'alignement sur les meilleures pratiques et les normes éthiques mondiales. L'évaluation vise à réduire les fractures numériques et à favoriser l'autonomisation des réfugiés en améliorant l'accès aux outils et les compétences numériques. Cette collaboration témoigne de l'engagement de l'UIT en faveur d'une transformation numérique inclusive et de la réalisation des Objectifs de développement durable.  • **En Europe:** suite aux négociations avec les partenaires des Nations Unies, l'évaluation des compétences numériques de la population adulte sera menée conjointement avec l'OIT à Moldova. L'accord entre institutions des Nations Unies est actuellement dans sa phase finale de préparation, dans laquelle est établi le cadre d'une action conjointe avec l'OIT à Moldova au titre du projet "Emplois inclusifs et productifs à Moldova", en cours de mise en œuvre dans le pays. Le projet vise à évaluer les niveaux de maîtrise des outils numériques chez les adultes âgés de 45 ans et plus dans les zones rurales en identifiant les déficits de compétences qui nuisent à l'emploi, l'accent étant mis sur les femmes et les groupes défavorisés. L'objectif consiste à améliorer l'employabilité en comblant ces déficits et en donnant un aperçu des compétences technologiques nécessaires. | **Renforcement des capacités:** |
| **Académie de l'UIT:**  • 8 300 nouveaux utilisateurs.  • 79 cours dispensés.  • 14 centres de formation de l'Académie de l'UIT proposant des cours de grande qualité dans toutes les régions.  • Tous les États Membres de l'UIT ont bénéficié de cours de formation.  • Très grande satisfaction de la part des participants.  **Centres de formation de l'Académie de l'UIT:**  • 14 entités issues de toutes les régions.  • 2 465 participants à 67 cours de formation visant à renforcer les compétences numériques dans les domaines suivants:  – politique et réglementation;  – réseau et infrastructure;  – gestion du spectre  – cybersécurité;  – inclusion numérique;  – services numériques.  **Centres de transformation numérique:**  • 136 cours dispensés dans 14 centres répartis dans toutes les régions.  • 28 287 participants (dont 56% de femmes) aux cours des centres DTC dispensés à des apprenants issus de communautés rurales ou isolées.  **Développement des compétences numériques ayant une incidence sur:**  • les professionnels des TIC;  • les peuples autochtones et les communautés isolées;  • les femmes et les filles;  • les jeunes;  • les personnes handicapées;  • les jeunes entrepreneurs. |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ***Réalisation:*** *renforcement de la capacité des États Membres à améliorer leurs cadres politiques, juridiques et réglementaires en matière de télécommunication/TIC propices au développement durable et à la transformation numérique.* | | |
| **Politique et réglementation**  **Renforcement de la capacité des membres de l'UIT à améliorer les cadres politiques, juridiques et réglementaires**  **Dans le cadre des activités mondiales, les produits suivants ont été livrés en 2024:**  • Deux nouvelles études de la [série d'analyses collaboratives sur la réglementation nationale en matière de numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/collaborative-regulation-country-reviews/default.aspx) étaient en cours d'élaboration pendant cette période, au Qatar et à Oman, et deux ont été publiées en République sudafricaine dans le cadre du projet conjoint entre l'UIT et le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni (FCDO). Tous les examens de pays suivent une méthode normalisée et proposent un ensemble de recommandations concrètes sur la promotion d'une meilleure compréhension du rôle et des incidences de la collaboration et de la gouvernance collaborative, ainsi que sur l'utilisation de nouveaux outils pour réglementer les marchés des TIC et du numérique.  • Le Colloque mondial des régulateurs de 2024 (GSR-24) a adopté les Lignes directrices relatives aux meilleures pratiques, qui ont été publiées sous le titre "Fixer le cap pour des technologies porteuses de transformations positives".  • Deux nouveaux documents et articles ont été publiés depuis mai 2024 sur la Plate-forme de réglementation numérique visant à renforcer les capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT. Ils portent sur la gouvernance des données, les défis liés aux technologies porteuses de transformation (IA) et les principes de réglementation; l'un, qui traite d'un guide permettant d'intégrer les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans l'élaboration des politiques et de la réglementation pour la conformité, est en cours de finalisation. Deux modules et des articles sur la gestion du spectre et l'accès au spectre pour tous font respectivement l'objet de révisions et de mises à jour dans le cadre du projet mené conjointement par la Commission européenne, la Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du Fonds européen de développement (COFED) et l'UIT en Afrique centrale.  • **En Afrique**, dans le cadre du projet Commission européenne-COFED-UIT en Afrique centrale, qui s'inscrit dans le Programme d'appui à la gouvernance des infrastructures régionales et nationales de l'Afrique centrale (PAGIRN), l'UIT met en œuvre le projet d'analyse comparative des TIC en Afrique centrale pour améliorer la gouvernance des TIC en Afrique centrale et promouvoir l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles. L'évaluation des cadres politiques et réglementaires des TIC dans les 11 pays de la CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale) a été menée à bien. L'objectif était d'évaluer leur efficacité, de recenser les lacunes et de mettre en évidence les points à améliorer. L'attention a été portée sur la compréhension de la manière dont ces cadres appuient la transformation numérique, la réglementation collaborative et l'accès universel aux services, ainsi que sur la conformité de ces cadres aux bonnes pratiques internationales. Les principales conclusions ont été présentées aux parties prenantes en ligne début octobre 2024, avant la tenue d'un atelier en présentiel en Guinée équatoriale en novembre 2024 pour examiner les recommandations et les feuilles de route. Une assistance technique a été fournie au Lesotho et au Soudan du Sud pour la définition de leurs stratégies nationales de transformation numérique, et à l'Association des régulateurs des communications d'Afrique australe (CRASA) pour l'examen et l'actualisation du kit pratique de la SADC sur le financement de l'accès universel, dans le cadre du projet UIT‑FCDO.  • **Dans la région Amériques**, une assistance technique a été fournie au Gouvernement du Honduras dans le cadre du projet de modernisation du cadre juridique des TIC, mis en œuvre au cours de la première année du projet conclu avec la CONATEL, l'autorité de régulation des télécommunications. D'autre part, un diagnostic initial du cadre juridique et réglementaire des télécommunications a été présenté au Gouvernement du Panama, en tant que fondement de la modernisation de la législation sectorielle du pays.  À Saint-Kitts-et-Nevis et en Dominique, une évaluation a été effectuée en ce qui concerne l'élaboration d'un cadre politique et législatif pour l'identification électronique, dans le but de renforcer les compétences en matière d'élaboration de politiques et de réglementations. Cela favorisera l'accès d'un plus grand nombre de personnes aux applications en ligne et aux services numériques et l'instauration d'un climat de confiance dans l'utilisation de ces applications et services.  • **Dans la région des États arabes**, le BDT a fourni une assistance technique à la Syrie et achevé les rapports pour la deuxième phase de l'examen et de l'analyse du marché des TIC, et établi un cadre réglementaire de tarification pour l'Autorité de régulation des postes et des télécommunications (SyTPRA). Cette phase visait à aider le Ministère et le régulateur syrien dans le processus de consultation, en vue d'établir les résultats de l'examen et de l'analyse du marché sous leur forme définitive, et à les aider à élaborer un rapport assorti de recommandations sur le cadre réglementaire de tarification des services TIC.  • **Dans la région Asie-Pacifique**, la collaboration avec l'ASEAN s'est davantage renforcée dans le cadre des domaines de coopération prioritaires, au titre duquel un cadre de référence pour la collaboration avec les membres de l'ASEAN sur les principaux produits et services du BDT a été élaboré. Le BDT a également fourni **une assistance technique pour l'élaboration d'une politique de service universel et d'une politique de partage des infrastructures**: des activités sont en cours aux Tonga et au Vanuatu en vue d'améliorer la connectivité dans les zones rurales et isolées. Afin d'aider davantage les États Membres, un répertoire des politiques et de la réglementation dans la région Asie-Pacifique est en cours d'élaboration. Il permettra à terme aux États Membres de se référer facilement aux pratiques des pays de la région en matière de politiques.  • Bureau de zone et Centre d'innovation de l'UIT, 31 juillet 2024, Delhi (Inde). L'UIT a organisé une réunion de consultation avec les États Membres (Inde, Népal, Bhoutan, Bangladesh, Maldives) et d'autres parties prenantes pour examiner ses travaux et ses activités futures. La réunion a permis d'échanger sur les possibilités de coopération dans le domaine de l'innovation, et les enseignements qui en ont été tirés ont servi à planifier les activités futures du Centre d'innovation en Inde. L'UIT et ses partenaires ont réfléchi à de nouveaux moyens de promouvoir l'innovation numérique dans la région.  **Ces actions ont permis de renforcer les connaissances et l'accessibilité des outils dans le but d'aider les États Membres à comprendre l'évolution rapide du paysage, à relever les nouveaux défis de l'écosystème numérique, à stimuler l'investissement et à permettre une croissance plus forte du marché.**  **Amélioration de la fourniture de données et de statistiques réglementaires et économiques:**  • Les outils de visualisation disponibles sur la [plate-forme G5 Accelerator](https://app.gen5.digital/benchmark/charts) permettent une analyse personnalisée et approfondie des 54 indicateurs retenus par région ou pays.  • Les analyses économétriques comprennent des études et des recommandations sur l'accessibilité économique de l'adoption des TIC dans le monde entier.  **Les activités présentées plus haut ont permis d'accroître la sensibilisation et l'accès aux données et analyses réglementaires et économiques afin d'appuyer la prise de décisions fondées sur des données factuelles.**  **Renforcement des capacités des personnes et des entités:**  • **En Afrique**, la **formation sur la réglementation du numérique pour la région Afrique** a été organisée en collaboration avec la Commission des communications, de l'espace et des technologies (CST) de l'Arabie saoudite, la Banque islamique de développement (BID) et le projet UIT-FCDO. La formation a été dispensée en deux phases, l'une en ligne (12 et 14 novembre) et l'autre en présentiel (18-20 novembre) à Abuja (Nigéria), à l'invitation de la Commission des communications du Nigéria (NCC). Axée sur les stratégies de transformation numérique, la gouvernance réglementaire, la prise de décision fondée sur des données factuelles, les bacs à sable réglementaires, la concurrence et l'économie (analyse de marché), le partage des infrastructures et l'efficacité du financement de l'accès et du service universels, la formation en deux phases a attiré 44 participants, dont 32% de femmes issues de 16 pays, parmi lesquels 39 ont reçu un certificat.  La formation des cadres de l'Infocomm Media Development Authority pour les petites nations sur l'édification d'avenirs numériques, tenue à Singapour en novembre 2024, a mis en évidence l'engagement en faveur de la transformation numérique dans les petits États dans le cadre de l'initiative **Coalition pour le numérique Partner2Connect (P2C)** au profit des membres du monde entier. Cette formation a permis de renforcer les capacités des décideurs et des régulateurs des petits États dans le domaine de la réglementation numérique, et a enregistré la participation de 25 personnes, chacune venant d'un pays différent.  • **Dans la région Amériques**, le BDT a fourni une assistance technique au Nicaragua concernant l'innovation réglementaire et les bacs à sable réglementaires, et a en outre élaboré un document technique et une proposition de réglementation. En Haïti, une **évaluation de la résilience des réseaux**, soutenue par le projet Connect2Recover, a permis de renforcer les compétences des participants formés en matière d'élaboration de nouvelles politiques et réglementations, de prise de décisions sur la gestion des risques de catastrophe et d'utilisation des services numériques.  • Dans la région des États arabes, en 2024, l'UIT, en collaboration avec l'Autorité de régulation des télécommunications (TRA) d'Oman et l'Autorité de régulation des communications (CRA) du Qatar, a organisé un atelier national sur la réglementation collaborative du numérique, les 21 février et 24 juillet 2024, respectivement. Les ateliers visent à renforcer les capacités du personnel en le dotant des outils nécessaires à une réglementation collaborative efficace. En outre, les 28 octobre et 26 novembre 2024, l'UIT a organisé des ateliers multi-parties prenantes nationaux virtuels sur l'examen, l'analyse et la réglementation tarifaire du marché des TIC, auxquels ont participé tous les opérateurs de réseaux mobiles et fournisseurs de services Internet exerçant des activités en Syrie, ainsi que des représentants du Ministère et de la SyTPRA.  • **Dans la région de la CEI**, le Bureau régional pour les pays de la CEI a organisé un **forum régional sur la transformation numérique** dans le but de contribuer au renforcement des capacités des administrations des télécommunications et des instituts nationaux de statistique en vue d'une réglementation numérique bien étayée (fondée sur les données). Hors ligne et en ligne, 150 participants, dont 51 femmes, d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de Bélarus, de la Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan et d'Ouzbékistan, ainsi que des représentants du Comité inter-États de statistique de la CEI et de la Communauté régionale des communications, ont participé au forum. Les participants au forum ont amélioré leurs connaissances des meilleures pratiques pour l'élaboration de stratégies nationales de transformation numérique, des outils et indicateurs de l'UIT pour évaluer la maturité de la réglementation, ainsi que des questionnaires correspondants de l'UIT. À l'intention des participants chargés de la collecte des indicateurs statistiques sur les TIC, des experts du siège de l'UIT et de la région de la CEI ont dispensé une formation sur l'utilisation des statistiques nationales pour établir des classements internationaux ainsi que sur l'utilisation du portail de la plate-forme de données de l'UIT pour établir des rapports et des plans au niveau des pays. Le forum a contribué à mieux faire connaître dans la région l'importance des données statistiques et des informations collectées sur les politiques réglementaires, ainsi que les modalités d'utilisation, d'analyse et de diffusion de ces dernières.  • **Dans la région Europe**, dans le souci de réduire l'écart réglementaire dans le domaine du numérique, **l'UIT, le Groupe euro‑méditerranéen des régulateurs (EMRG) et le Réseau des régulateurs des communications électroniques du partenariat oriental (EaPeReg)** ont organisé une **formation sur la réglementation de la transformation numérique** du 10 avril au 30 mai 2024. Celle-ci a permis à des professionnels de mieux comprendre les stratégies de réglementation numérique, la prise de décision fondée sur des données factuelles et les dernières évolutions réglementaires en la matière. Cette formation en ligne était ouverte aux pays européens et du monde entier et a attiré 139 participants de 57 pays. Quatre‑vingt dix‑huit participants ont reçu un certificat.  **Les activités présentées plus haut ont permis de renforcer le partage des connaissances ainsi que la capacité à traiter les problèmes et les possibilités que présente la transformation numérique.**  **Fourniture d'une assistance technique:**  • **En Afrique**, une assistance technique a été fournie pour un éventail de priorités techniques relevées par le Gouvernement, allant de l'élaboration d'orientations générales concernant la connectivité sur le dernier kilomètre et les applications et l'utilisation des mégadonnées à la définition d'une stratégie pour le déploiement de la 5G et les centres de données verts en Ouganda, dans le cadre du projet de transformation numérique mené conjointement par le Gouvernement ougandais et l'UIT, avec l'appui financier du Fonds d'assistance pour le développement mondial et la coopération Sud-Sud de la Chine. Trois essais pilotes ont également été réalisés pour appuyer la mise en œuvre de recommandations associées. Une assistance technique a en outre été fournie à la Namibie pour l'élaboration d'une politique nationale en matière de TIC et au Lesotho pour l'élaboration d'une stratégie de transformation numérique. Enfin, la CRASA a bénéficié elle aussi d'une assistance technique pour la mise à jour de son kit pratique sur le service universel dans le cadre du projet UIT-FCDO.  **Plates-formes fédératrices:**  • **À l'échelle mondiale**, le GSR-24, qui s'est tenu du 1er au 4 juillet 2024 et qui avait pour thème "Réglementer pour produire des effets", a réuni plus de 600 participants de plus de 75 pays, parmi lesquels des ministres, des responsables d'autorités chargées de la réglementation et des dirigeants d'entreprises. Il comprenait des sessions thématiques réunissant des régulateurs, des décideurs et des parties prenantes du numérique du monde entier et offrait une tribune mondiale d'échange de connaissances. Deux manifestations spéciales ont été organisées, respectivement sur les outils pour l'espace durable et sur l'IA et la robotique en action, afin d'encourager le partage de connaissances et le dialogue sur les questions qui se font jour. Les manifestations préalables au GSR-24 comprenaient la réunion des associations régionales de régulateurs et du Réseau de régulation du numérique (DRN), la Table ronde des responsables des organismes de régulation, la réunion du Groupe consultatif de professionnels chargé des questions de développement et des Directeurs de la réglementation du secteur privé (IAGDI-CRO) et une session du Réseau de femmes (NoW) du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT.  • **Dans la région Amériques**, le Colloque de l'UIT sur les politiques générales et l'économie (IPEC-24) s'est tenu au Pérou du 2 au 6 septembre, et avait pour thème les déficits de financement pour garantir les investissements et parvenir à un développement numérique inclusif et durable dans la région Amériques. Il a réuni plus de 150 délégués de 21 pays (Amériques: Argentine, Bahamas, Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, Haïti, Honduras, Mexique, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago et Uruguay. Autres régions: Espagne, Inde, République sudafricaine et Russie). Le Colloque comprenait les manifestations suivantes: Dialogue économique régional (RED) de l'UIT-D, avec une séance consacrée à la Question 4/1 (Aspects économiques des télécommunications/TIC nationales) confiée à la Commission d'études 1 de l'UIT-D; un atelier de l'UIT-R sur les aspects économiques de la gestion du spectre; réunion du Groupe régional de la Commission d'études 5 de l'UIT-T pour l'Amérique latine (SG5RG-LATAM) et manifestation sur l'environnement, les changements climatiques et l'économie circulaire; réunion du Groupe régional de la Commission d'études 3 de l'UIT-T pour l'Amérique latine et les Caraïbes (SG3RG-LAC); et Colloque de l'UIT-D sur les nouvelles technologies et l'Internet (ITEC-24). Le Dialogue économique régional (RED-AMS) visait à examiner les bonnes pratiques existantes en matière de politiques économiques et de réglementation et prévoyait une évaluation des besoins en infrastructures et services TIC, des mécanismes de financement et des investissements dans la région Amériques. Une session consacrée aux progrès accomplis et aux différentes pratiques suivies dans la région en ce qui concerne les stratégies réglementaires d'établissement des coûts et de tarification s'est tenue. Une session spéciale avec l'Association régionale de régulateurs portait sur l'optimisation des possibilités dans le domaine du numérique dans la région Amériques, et sur le rôle des gouvernements, des régulateurs et des associations régionales de régulateurs dans l'adoption d'approches cohérentes face à des problèmes complexes. Ces sessions étaient axées sur les principales activités menées par les associations de régulateurs et sur la manière dont l'initiative sur le Réseau de régulation du numérique (DRN) pourrait les appuyer.  Dans le cadre de l'édition de 2024 de la Manifestation de haut niveau du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)+20, la session interactive sur la grande orientation C6 (Créer un environnement propice) de cette année avait pour thème "Collaborer pour produire des retombées". Cette session visait à encourager une discussion avec les associations régionales de régulateurs et leurs membres, afin d'aborder les questions essentielles auxquelles sont confrontées les parties prenantes du secteur des TIC lorsqu'elles adoptent des technologies porteuses de transformations plus importantes.  • **En Europe**, la Conférence internationale sur la réglementation de 2024 s'est tenue en Macédoine du Nord, en mai. La manifestation, intitulée "Réduire l'écart – Entrer dans une nouvelle ère", constituait un cadre de discussion sur les communications électroniques, la réduction de l'écart à l'aide de la technologie et la connexion des sociétés et des économies. Trois tables rondes ont été organisées sur la gestion et le contrôle du spectre, la cybersécurité, et les questions liées à la réglementation et au large bande.  • Le Forum régional sur la réglementation organisé conjointement par l'UIT et l'Agence des communications électroniques et des services postaux (EKIP) s'est tenu à Budva (Monténégro) et a permis à plus de 150 experts en matière de réglementation de plus de 20 pays de se familiariser avec les dernières tendances mondiales et régionales et d'échanger des données d'expérience nationales. Parmi les thèmes abordés par les 35 intervenants présents lors du Forum figuraient les stratégies de réglementation pour les technologies de télécommunication émergentes, les tendances et l'évolution de l'infrastructure numérique, la qualité et les droits des services de télécommunication, la cybersécurité et la protection de la vie privée, la durabilité et les interventions en cas de catastrophe.  • La Conférence sur le Techritoire de la 5G a été coorganisée par l'UIT et s'est tenue à Riga (Lettonie) les 30 et 31 octobre. La Conférence constitue un cadre de discussion important pour la région, accueillant des orateurs issus de gouvernements, d'organisations internationales, d'établissements universitaires et du secteur privé. Plus de 1 000 participants de plus de 40 pays différents étaient présents durant les deux jours de l'édition 2024. Les intervenants des 26 tables rondes ont évoqué également les priorités que sont la connectivité, la cybersécurité, la connectivité maritime et l'inclusion numérique en Europe.  • L'atelier sur l'avenir de la télévision en Europe, organisé en coopération avec le BR et le TSB, s'est tenu en novembre; l'objectif était d'aborder, avec les parties concernées, des questions comme le cadre réglementaire et la politique générale, les infrastructures et les services TIC émergents et convergents, ainsi que les interfaces utilisateur et les facteurs humains. Les participants ont notamment évoqué l'expérience utilisateur, la réglementation et les politiques, et la radiodiffusion résiliente et durable.  **Les résultats présentés plus haut ont permis de renforcer les partenariats ainsi que la mobilisation et la collaboration des régulateurs, des associations de régulateurs, du secteur privé et des décideurs de différents secteurs, enrichissant les discussions dans le domaine et mettant en valeur la collaboration entre les secteurs visant à accélérer la transformation numérique.** | | **Amélioration de la politique et de la réglementation nationales:**  • Lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR.  • Articles publiés sur la plate-forme sur la réglementation du numérique portant sur des sujets d'actualité.  **Afrique:**  • Projet d'analyse comparative des TIC en Afrique centrale.  **Amériques:**  • Appui à l'amélioration de la réglementation pour le Honduras. Les Caraïbes ont également bénéficié d'un appui.  **États arabes:**  • Les pays ont bénéficié d'un appui dans le cadre des initiatives spéciales du BDT (Connect2Recover).  • Oman, Qatar et Syrie.  **Europe:**  • Ukraine.  • Lettonie. |
| ***Réalisation:*** *renforcement de la capacité des États Membres à produire et à recueillir des statistiques de qualité et comparables au niveau international, qui tiennent compte de l'évolution et des tendances dans le secteur des télécommunications/TIC rendues possibles grâce aux technologies et aux services nouveaux et émergents, à partir de normes et de méthodologies convenues.* | | |
| **Statistiques**  **Série de publications "Mesurer le développement du numérique"**  De nouveaux produits relatifs aux connaissances ont contribué à sensibiliser les États Membres au fait que la connectivité universelle et efficace est un impératif politique, et à renforcer les capacités des États Membres.  • Deux éditions spéciales de la publication "Faits et chiffres", s'intéressant respectivement aux [petits États insulaires en développement](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/facts-figures-for-sids/) (PEID) et aux [pays en développement sans littoral (PDSL)](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/facts-figures-for-lldc/), ont été publiées en 2024, avant la tenue de conférences mondiales consacrées à ces pays. Sur la base des estimations pour 2023, les auteurs des publications évaluent la situation de la connectivité dans les PEID et les PDSL, en mettant en évidence leur diversité, leurs défis communs et les atouts sur lesquels ils peuvent s'appuyer.  • Le [rapport de synthèse sur l'accessibilité financière des services TIC en 2023](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/ICTprices/default.aspx) a présenté de façon concise les informations clés tirées de l'[ensemble de données sur les prix des TIC en 2023](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Dashboards/Pages/IPB.aspx).  • L'[Indice de développement des TIC (IDI)](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/idi2024/) de 2024, la deuxième édition fondée sur la nouvelle méthode de calcul de l'IDI [adoptée en 2023](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/IDI/default.aspx), et un nouveau [tableau de bord de l'IDI](https://datahub.itu.int/dashboards/idi/) intégré au Centre de données de l'UIT ont été publiés en juin.  • L'[édition de 2024](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/facts-figures-2024/) de la publication mondiale "Faits et chiffres" a été publiée en novembre et contient des estimations des indicateurs fondamentaux des TIC pour le monde, les régions de l'UIT, les groupes de revenus et les groupes spéciaux des Nations Unies.  **Présence numérique et outils de productivité**  L'amélioration de la présence en ligne a contribué à renforcer la capacité des États Membres à soumettre des données de qualité et à faciliter l'accès aux statistiques sur les TIC et aux informations réglementaires.  • De nouveaux outils ont été ajoutés au [Centre de données de l'UIT](https://datahub.itu.int/dashboards/idi/), notamment un [outil avancé de recherche de données](https://datahub.itu.int/query/) et une [carte choroplèthe](https://datahub.itu.int/data/?i=178&u=per+100+people) permettant de visualiser immédiatement les résultats des pays pour un indicateur sélectionné. La dernière édition de la base de données sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTI) sur abonnement a été publiée en janvier 2024 et supprimée par la suite, puisque toutes ses données sont maintenant accessibles gratuitement sur le Centre de données de l'UIT.  • Entre décembre 2023 et novembre 2024, le trafic sur le Centre de données a augmenté de 170%.  • Les questionnaires sur les données TIC ont été transférés vers une nouvelle plate-forme afin d'améliorer l'expérience utilisateur et la qualité des soumissions grâce à la validation à la volée. Les questionnaires sur les données administratives sont maintenant disponibles dans les six langues officielles de l'Union.  **Collecte de données et production de statistiques**  Les activités de collecte de données ont contribué à renforcé la capacité des États Membres à évaluer le niveau de connectivité et les progrès accomplis pour parvenir à une connectivité universelle et efficace et à préparer des interventions efficaces.  • Pendant la campagne de collecte de données du printemps 2024, la proportion de pays soumettant des données à l'UIT a connu une légère augmentation par rapport à la campagne de l'automne 2023. Il est à noter que les résultats se sont déjà améliorés pour trois des cinq indicateurs fondamentaux de performance du GCDT relatifs à la soumission de données par les États Membres, bien que six mois seulement se soient écoulés depuis le cycle précédent de présentation des rapports. En outre, le nombre de points de données disponibles sur le Centre de données est passé à 613 000, augmentant ainsi de 6% par rapport à 2023.  • L'UIT possède [l'ensemble de données le plus vaste et le plus complet sur les prix des TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/ICTprices/default.aspx). En 2024, des données ont été recueillies pour un nombre record de 218 économies et huit paniers de prix. Les [prix médians](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/2024/11/10/ff24-affordability-of-ict-services/) du panier de données mobiles d'entrée de gamme et du panier du large bande fixe pour le monde, les Régions de l'UIT, les groupes de revenu et les groupes spéciaux des Nations Unies ont été présentés dans l'édition de 2024 du rapport "Faits et chiffres". L'ensemble complet de données pour 2024 sera publié début 2025.  **La science des données au service des statistiques officielles**  Les activités de sensibilisation ont permis de mieux faire connaître le potentiel de la science des données pour les statistiques officielles sur les TIC. L'assistance et les outils techniques ont contribué à renforcer la capacité des États Membres à tirer parti de la science des données pour établir des statistiques sur les TIC.  • Au sein du [Comité d'experts en mégadonnées et sciences des données en statistiques officielles des Nations Unies](https://unstats.un.org/bigdata/), l'UIT a dirigé l'[équipe spéciale chargée des questions liées aux données mobiles](https://unstats.un.org/bigdata/task-teams/mobile-phone/index.cshtml) et son sous-groupe sur les données synthétiques.  • Le [projet](https://www.worldbank.org/en/programs/global-data-facility/brief/putting-mobile-phone-data-to-work-for-policy) UIT-Banque mondiale "Mettre les mégadonnées de la téléphonie mobile au service des politiques" est maintenant pleinement mis en œuvre. Un [atelier](https://www.worldbank.org/en/events/2024/09/25/global-data-facility-mobile-phone-data-program-for-policy-cohort-1-launch-workshop) de lancement, auquel ont participé des représentants de bureaux nationaux de la statistique, des régulateurs des télécommunications et des opérateurs de télécommunication de 18 pays sélectionnés pour faire partie de la première cohorte, a été organisé en octobre 2024. La première cohorte a été officiellement annoncée lors du Forum mondial des Nations Unies sur les données de 2024 à Medellín, en Colombie.  • De nouveaux notebooks Jupyter de l'UIT permettant de calculer l'indicateur d'utilisation de l'Internet à partir de données de téléphonie mobile ont été mis au point. Ces notebooks ont été présentés à la Conférence internationale sur les mégadonnées tenue à Bilbao (Espagne), ainsi qu'au Colloque sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTIS-24), et ont suscité un vif intérêt parmi les États Membres, puisque plus de 20 pays ont demandé à utiliser les codes.  • L'Ouganda a bénéficié d'une assistance pour la préparation d'une stratégie relative à l'utilisation des mégadonnées dans les organismes publics, tandis que la Tunisie et la Malaisie ont pu tirer parti de l'utilisation des données de téléphonie mobile dans le cadre des indicateurs de la société de l'information et d'autres applications statistiques.  • L'UIT-D a intensifié ses travaux techniques afin d'estimer l'utilisation de l'Internet au niveau sous-national à l'aide de sources de mégadonnées ouvertes.  • Les sources de mégadonnées ont été intégrées dans les processus statistiques fondamentaux de l'UIT et ont créé un lac de données permettant de rationaliser la collecte, le traitement et le partage des données.  • L'UIT-D a organisé des sessions sur les mégadonnées au service des statistiques sur les TIC lors du Forum mondial sur les données de 2024 et de la Conférence internationale sur les mégadonnées, ainsi que plusieurs webinaires placés sous l'égide des pôles régionaux du Comité d'experts en mégadonnées et sciences des données des Nations Unies sur l'utilisation des données de téléphonie mobile pour les indicateurs de la société de l'information.  **Développement des capacités et normes statistiques**  Des activités ont contribué à améliorer la qualité et la pertinence des indicateurs de l'UIT et à renforcer la capacité des États Membres à établir et à recueillir des statistiques de haute qualité sur les TIC.  • L'UIT-D organise une série de neuf séminaires régionaux sur la promotion et la mesure de la connectivité efficace et universelle, qui s'adresse aux décideurs chargés des politiques et des stratégies nationales de connectivité numérique, et aux statisticiens chargés de la mesure du développement des télécommunications/TIC des ministères, des bureaux nationaux de la statistique, des régulateurs, des opérateurs de télécommunication, d'instituts de recherche et d'autres organisations compétentes. Ils sont organisés en coopération avec les bureaux régionaux de l'UIT. Ces séminaires bénéficient du soutien financier d'une organisation hôte et/ou de l'Union européenne dans le cadre de la mise en œuvre du projet "Promouvoir et mesurer une connectivité universelle et efficace". Les ateliers de trois jours répondent à trois objectifs: 1) satisfaire à l'impératif de parvenir à une connectivité universelle et efficace; 2) renforcer la collaboration entre statisticiens et décideurs; et 3) surmonter les défis liés à la mesure. Les ateliers suivants ont eu lieu en 2024:  – pour les [Caraïbes](https://www.itu.int/itu-d/sites/projectumc/2024/03/14/umc_ws_car/), à Nassau, en collaboration avec l'Autorité de réglementation des services d'utilité publique et de la concurrence (URCA) des Bahamas (juin);  – pour la [CEI](https://www.itu.int/itu-d/sites/projectumc/2024/04/08/umc_ws_cis/), à Tachkent, en collaboration avec le Ministère du développement numérique de l'Ouzbékistan (juin);  – pour la [région des États arabes](https://www.itu.int/itu-d/sites/projectumc/2024/03/12/umc_ws_arb/), à Doha, en collaboration avec l'Autorité de régulation des communications du Qatar (octobre);  – pour la région [Asie](https://www.itu.int/itu-d/sites/projectumc/2024/10/28/umc_ws_asia/), à Bangkok, en collaboration avec la Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications (NBTC) de la Thaïlande (décembre).  • Les réunions annuelles de 2024 des groupes d'experts sur les indicateurs des TIC se sont tenues conjointement les 25 et 26 septembre à Genève et ont attiré 263 participants.  – À sa douzième réunion, le [Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH)](https://www.itu.int/itu-d/meetings/egh2024/) a tenu des séances consacrées à la mesure des compétences en matière de TIC, aux travaux du sous-groupe mixte du Groupe EGH et du Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI) sur la méthodologie relative à l'indice IDI, à l'élaboration des questionnaires, à la mesure de l'utilisation de l'IA par les individus et aux travaux futurs du Groupe EGH, y compris l'identification des sujets appelant un examen et des discussions complémentaires en ce qui concerne les indicateurs tirés des enquêtes menées auprès des ménages sur l'accès aux TIC et l'utilisation de ces technologies. Tout au long de la réunion, les discussions et les contributions des participants ont enrichi les sujets à l'étude.  – À sa quinzième réunion, le [Groupe EGTI](https://www.itu.int/itu-d/meetings/egti2024/) a tenu des séances consacrées aux conclusions du sous-groupe sur les paniers de prix des TIC, à la mesure de la qualité de service et de la qualité d'expérience et à la mesure de l'empreinte environnementale du secteur des TIC, au cours desquelles de nombreuses données d'expériences nationales ont été présentées, notamment sur les bonnes pratiques de collecte de données sur les marchés des TIC.  • Les trois cours de l'Académie de l'UIT sur la collecte de données relatives aux TIC comportent des contenus nouveaux et actualisés:  – [Indicateurs des télécommunications/TIC](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/measuring-digital-development-telecommunicationict-indicators-2)  – [Accès des ménages aux TIC et leur utilisation de ces technologies](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/measuring-digital-development-ict-access-and-use-households-and-individuals-2)  – [Données de téléphonie mobile](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/mobile-phone-data)  **Partenariats et mobilisation**  Des manifestations et des activités de sensibilisation ont contribué à sensibiliser davantage les États Membres et les parties prenantes à l'importance de la connectivité universelle et efficace et de sa mesure, ainsi qu'à faire progresser le programme relatif aux statistiques dans le domaine des TIC et à améliorer son évaluation.  • Placée sous le thème "Des mesures aux actes: combler le fossé des données pour parvenir à une connectivité universelle et efficace", l'édition de 2024 du [Colloque sur les indicateurs des télécommunications dans le monde](https://www.itu.int/itu-d/meetings/wtis24/) (WTIS-24) s'est tenue les 23 et 24 septembre à Genève. Le Colloque comportait huit séances, auxquelles ont pris part 32 orateurs, ainsi que 276 participants de 85 pays. Quarante-trois pour cent des participants étaient des femmes.  • Au cours de la [présidence du Brésil du G20](https://www.g20.org/pt-br) en 2024, l'UIT était un partenaire pour le partage de connaissances auprès du Groupe de travail sur l'économie numérique (DEWG). Plus précisément, l'UIT a été chargée d'appuyer l'élaboration de lignes directrices sur des indicateurs relatifs à une connectivité universelle et efficace. L'accent mis par la présidence sur la mesure de la connectivité universelle et efficace est révélateur de l'intérêt croissant pour cette connectivité, une notion introduite par l'UIT en 2021, et témoigne de l'importance de la prise de décisions fondées sur des données et des éléments factuels.  – L'UIT a apporté sa contribution aux discussions du Groupe DEWG, aux manifestations parallèles du G20 et à plusieurs produits. Elle a également contribué à l'élaboration du [document](https://www.gov.br/mcom/pt-br/acesso-a-informacao/governanca/governanca-de-tic-1/documentos-g20/p1-g20-dewg-brasil-2024-umc.pdf) intitulé "Connectivité universelle et efficace: cadre pour les indicateurs et les mesures", qui prône la connectivité universelle et efficace, propose des indicateurs pertinents, évalue la capacité statistique des économies du G20, présente de nouvelles méthodes de mesure et formule des recommandations.  – Un résumé du document est joint en annexe à la [déclaration ministérielle du Groupe DEWG](https://g7g20-documents.org/database/document/2024-g20-brazil-sherpa-track-digital-economy-ministers-ministers-language-g20-dewg-maceio-ministerial-declaration), adoptée par les ministres du G20 responsables de l'économie numérique. La déclaration souligne l'importance de la connectivité universelle et efficace, affirme l'engagement en faveur de celle-ci et salue la contribution de l'UIT en la matière.  • Des manifestations ont été organisées pour marquer le 20ème anniversaire du [Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement durable](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Statistics/Pages/intlcoop/partnership/default.aspx), notamment une session lors de l'édition 2024 du Forum du SMSI à Genève, une session lors de l'Atelier sur les méthodes d'enquête organisé par le Centre d'information sur les réseaux du Brésil (NIC.br) et le Centre d'études sur les technologies de l'information et de la communication du Brésil (CETIC) à Sao Paulo, où l'annonce de la création du partenariat a été faite en 2004, et une session à l'occasion du WTIS-24. Un bilan a été dressé afin d'évaluer les progrès accomplis et de définir les priorités.  • L'UIT-D a présenté des contributions sur les statistiques dans le domaine des TIC pour l'élaboration de documents internationaux, notamment pour le Comité de coordination des activités de statistique des Nations Unies (CCAS), le Forum politique de haut niveau pour le développement durable (HLPF), le Rapport sur la contribution à la réalisation des ODD des Nations Unies et la Commission de statistique des Nations Unies.  • La mise en œuvre du projet "Promouvoir et mesurer la connectivité universelle et efficace", d'un montant de 3 millions d'euros, lancé en 2023 et financé par l'UE, est en cours. Le projet appuie des activités essentielles, notamment des activités et outils de renforcement des capacités, la recherche et la présence numérique. | |  |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 2, 8, 10, 18, 21, 22, 131, 135, 138, 139, 174, 191, 195, 196 et 201 de la PP;  8, 16, 17, 22, 23, 25, 30, 37, 48, 64, 71, 77, 78, 79, 80, 84 et 85 de la CMDT | |
| **Commission d'études** | Toutes les Questions confiées à la Commission d'études 1 (Environnement propice à une connectivité efficace).  Questions 5/2, 6/2 et 7/2 de la Commission d'études 2 sur la transformation numérique. | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Priorité 4 de l'UIT-D: Télécommunications/TIC inclusives et sûres au service du développement durable  *Promouvoir l'élaboration de stratégies nationales en matière de cybersécurité et renforcer les compétences numériques* | | |
| ***Réalisation****: fourniture aux États Membres d'une aide à l'élaboration de stratégies nationales relatives à la cybersécurité et à la création d'équipes CIRT. Développement de services en ligne sécurisés, notamment les services de protection en ligne des enfants, et mobilisation de ressources en faveur des groupes marginalisés et des personnes ayant des besoins particuliers.* | | |
| Produits | | Points à retenir |
| **Cybersécurité**  **Renforcement des capacités:**  • **En Afrique**, l'UIT, en collaboration avec INTERPOL, a tenu un cyberexercice régional pour l'Afrique à Accra (Ghana), organisé par l'Autorité ghanéenne de cybersécurité. La manifestation visait à améliorer les capacités de communication et d'intervention en cas d'incident des équipes participantes, en favorisant la collaboration pour lutter contre les cybermenaces. Plus de 210 participants de 29 pays africains ont pris part à une session d'une journée consacrée à l'échange de bonnes pratiques et de données d'expérience. Quatre Membres du secteur privé de l'UIT-D, à savoir BitSight, CTM360, ImmuniWeb et NRD, ont mis gratuitement à disposition de 19 pays africains faisant partie des pays les moins avancés (PMA) des outils, des services et des formations, dans le but de réduire les disparités en matière de cybersécurité entre pays développés, pays en développement et PMA, dans le cadre du projet "**La cybersécurité au service du bien social**".  • **Dans la région Amériques**, l'UIT, l'UNICEF et l'OECO ont collaboré dans des domaines d'intérêt commun, y compris la connectivité des écoles et l'initiative Giga dans la région des Caraïbes orientales, à travers l'élaboration d'une politique et d'un cadre stratégique pour la protection en ligne des enfants, une étude pilote dans des communautés rurales de la Barbade (qui comprenait la fourniture d'équipements informatiques et une formation) et la présentation aux États membres de l'OECO de l'appui de Giga à la mise à niveau du large bande. À la Barbade, le large bande a été amélioré dans 27 écoles pilotes, et plus de 18 057 élèves et 1 382 enseignants dans tout le pays en ont bénéficié. Le BDT et le BR ont organisé conjointement le Séminaire sur les radiocommunications pour la région Amériques. Il s'est tenu en mai 2023 à La Havane (Cuba). Ce séminaire a réuni de manière hybride près de 100 personnes, dont des délégués des 13 États Membres de l'UIT de la région et de représentants du secteur privé et des organisations internationales.  • **Dans la région des États arabes**, dans le cadre de **l'acquisition de compétences pour les femmes dans le domaine de la cybersécurité**, une formation a été dispensée à l'intention des décideuses de la région sur la gouvernance nationale de la cybersécurité et la cyberdiplomatie, afin de renforcer leur capacité à participer à l'élaboration de politiques de cybersécurité aux niveaux national et international. Le projet "La cybersécurité au service du bien social" offre à la Somalie un accès gratuit à la plate-forme CTM360.  • **Dans la région Asie-Pacifique**, dans le cadre du projet "**La cybersécurité au service du bien social**", le BDT collabore avec les PMA pour améliorer leurs dispositifs de cybersécurité. La République démocratique populaire lao et le Cambodge ont bénéficié d'un accès gratuit à des outils fournis par des Membres du secteur privé de l'UIT, notamment CTM360 et ImmuniWeb. Par l'intermédiaire de son "Programme d'intervention en cas d'incident", le BDT a fourni une assistance technique aux Maldives en dispensant des formations et en établissant un rapport sur les lacunes en matière d'évaluation des capacités.  • **Dans la CEI, le premier cyberexercice national s'est tenu en Arménie**; il était coorganisé par l'Agence des systèmes d'information de l'Arménie (ISAA). Ce cyberexercice a contribué à renforcer les capacités des parties prenantes gouvernementales en ce qui concerne les interventions techniques et les compétences de gestion dans le domaine de la cybersécurité, et a permis d'établir une référence pour le secteur de la cybersécurité en développement de l'Arménie.  • **En Europe**, le Forum de l'UIT sur la cybersécurité et le cyberexercice pour l'Europe et la Méditerranée, qui se sont tenus du 26 au 29 novembre 2024 à Sofia (Bulgarie), ont réuni des représentants de l'Albanie, de l'Allemagne, de la Bosnie‑Herzégovine, de la Bulgarie, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie, de la Macédoine du Nord, de Moldova, du Monténégro, de la Pologne, de la Roumanie, du Royaume-Uni, de la Suisse, de l'Ukraine, de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban et de la Tunisie, ainsi que des experts du Forum pour les équipes d'intervention en cas d'incident (FIRST), d'Europol, de la Banque mondiale et de l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information (ENISA).  Les lignes directrices sur la protection en ligne des enfants ont été traduites en maltais, et des cartes de citation résumant les principales recommandations ont été élaborées. Des activités de renforcement des capacités ont également été déployées, afin de sensibiliser le pays et de renforcer les compétences des représentants maltais. Ces initiatives ont renforcé la capacité de Malte à relever les défis de la protection en ligne des enfants et favorisent ainsi un environnement numérique plus sûr et sécurisé pour les enfants.  L'élaboration de l'évaluation nationale de la protection en ligne des enfants, ainsi qu'une consultation nationale des parties prenantes tenue les 2 et 3 décembre 2024, ont contribué à améliorer l'approche stratégique d'Andorre en matière de protection des enfants dans l'environnement en ligne. Ces initiatives, qui favorisent une collaboration multi-parties prenantes, recensent les lacunes et hiérarchisent les mesures à prendre, ouvrent la voie à l'établissement d'un cadre global et inclusif sur la protection en ligne des enfants adapté aux besoins spécifiques du pays.  **Fourniture d'une assistance technique:**  • **En Afrique**, l'UIT a procédé à une évaluation nationale de l'état de préparation de l'équipe d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) des Seychelles. Elle a également organisé un exercice théorique pour l'écosystème de cybersécurité du Lesotho. Cette session visait à améliorer la réflexion stratégique sur la gouvernance de la cybersécurité des principales parties prenantes nationales, et ainsi à progresser dans la réalisation des objectifs de la stratégie nationale de cybersécurité du Lesotho. En outre, l'UIT a organisé des sessions de renforcement des capacités dans le cadre de l'écosystème de cybersécurité à Bissau, en vue d'autonomiser l'écosystème de cybersécurité de la Guinée-Bissau en orientant les principales parties prenantes nationales dans la définition d'approches stratégiques pour la mise en œuvre des équipes CIRT et le renforcement de la cybersécurité à Bissau. L'UIT a aidé le Ministère des communications, des sciences et des technologies du Royaume du Lesotho en lui fournissant un appui stratégique dans le cadre de l'élaboration d'une évaluation nationale des risques de cybersécurité, qui constitue un facteur essentiel du renforcement de la confiance à l'égard des TIC dans le Royaume.  Le laboratoire de sécurité des services financiers numériques de l'UIT, en collaboration avec les principales parties prenantes, a organisé des stages pratiques sur la sécurité des services financiers numériques en Éthiopie, et a pour objectif de fournir des orientations aux régulateurs et aux fournisseurs de services financiers numériques sur la gestion de la sécurité des systèmes financiers numériques. Ces stages visaient à aider les participants à adopter les recommandations sur la sécurité des services financiers numériques élaborées par l'UIT dans le cadre de l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI). En outre, le laboratoire de sécurité sur les services financiers numériques a mis sur pied un programme de transfert de connaissances pour faciliter la réalisation d'audits de sécurité sur les applications de services financiers numériques, ainsi qu'une formation sur les cadres de compétences en matière de sensibilisation des consommateurs visant à instaurer un climat de confiance dans l'utilisation des services financiers numériques. L'UIT procède actuellement à un transfert de connaissances avec l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes du Zimbabwe (POTRAZ).  **En Asie-Pacifique**, l'UIT a intensifié ses efforts dans les domaines de la cybersécurité, de la protection en ligne des enfants et du renforcement des capacités. Dans le cadre de ses activités d'assistance technique en matière de cybersécurité, l'Union a achevé une évaluation du niveau de maturité des équipes CIRT au Timor-Leste, en formulant des recommandations à l'intention de l'équipe d'intervention en cas d'incident de sécurité informatique (CSIRT) du Timor-Leste, en collaboration avec l'Autoridade Nacional de Comunicações (ANC), afin de veiller à ce que l'équipe CSIRT du pays puisse améliorer son niveau de maturité en matière de cybersécurité. En outre, l'UIT a organisé une séance d'information de politique générale de haut niveau à huis clos et présenté une analyse de l'Indice mondial de cybersécurité (GCI) à l'intention des Maldives, afin de renforcer les connaissances du pays en ce qui concerne les politiques de cybersécurité.  Dans le cadre du renforcement des capacités en matière de cybersécurité, l'UIT a organisé l'édition 2024 de son cyberexercice régional pour l'Asie-Pacifique, du 19 au 21 novembre 2024, à Bandar Seri Begawan (Brunéi Darussalam). Organisé conjointement avec Cyber Security Brunei (CSB) et avec l'appui du Ministère des transports et de l'infocommunication (MTIC) du Brunéi Darussalam, le cyberexercice a réuni plus de 130 participants à la conférence régionale, et a été inauguré en présence de deux vice-ministres et de cinq ambassadeurs. En outre, 80 participants de 19 États Membres ont également pris part aux séances de formation et à l'exercice fondé sur un scénario; les exercices précités ont permis de renforcer les capacités des participants en matière de cybersécurité et d'intervention en cas d'incident. L'UIT a aussi organisé une formation nationale conjointe avec le Ministère des postes et des télécommunications du Cambodge (MPTC) et l'Agence japonaise pour la coopération internationale (JICA), sur le thème "Renforcer la résilience des infrastructures essentielles de l'information". Cette formation se présentant sous la forme d'un atelier, qui a réuni 30 participants représentant des parties prenantes des infrastructures de l'information essentielles du Cambodge, dont l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique du Cambodge (CamCERT), a contribué à renforcer les connaissances des participants sur les interventions en cas d'incident technique, la stratégie nationale de cybersécurité et la gestion des crises.  **Dans la CEI**, le projet d'équipe CIRT pour le Kirghizistan, qui bénéficie de l'appui de l'UIT et de la Banque mondiale, est en cours. | | **Édition 2024 de l'Indice mondial de cybersécurité**  **Programme d'intervention en cas d'incident:**  • 16 pays ont bénéficié des **cyberexercices** organisés dans toutes les régions. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 130, 174 et 179 de la PP; 45 et 69 de la CMDT; 52 et 58 de l'AMNT | |
| **Commission d'études** | Question 3/2 – Sécurisation des réseaux d'information et de communication: bonnes pratiques pour créer une culture de la cybersécurité | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Priorité 5 de l'UIT-D et catalyseurs 6 et 7 de l'UIT-D: Mobilisation de ressources, partenariats et coopération internationale  *Renforcer la stratégie de mobilisation des ressources grâce à la coopération internationale* | | |
| ***Réalisation****: renforcement de la coopération et de la coordination avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, d'autres organisations internationales, les organisations régionales de télécommunication et les institutions régionales et mondiales de développement, pour la mise en œuvre des priorités de l'UIT-D.* | | |
| Produits | | Points à retenir |
| **Mobilisation des ressources et partenariat**  **Nouveaux partenariats**: entre mai et novembre 2024, l'UIT a signé 38 accords avec un large éventail de partenaires.  **Nouveaux projets signés**: entre mai et novembre 2024, l'UIT a conclu au total 18 nouveaux projets d'un montant de 24,2 millions CHF, portant le total des projets conclus en 2024 à 27 projets d'un montant de 28,1 millions CHF. Ces chiffres confirment la tendance à la hausse, observée depuis 2017, des fonds mobilisés par le BDT pour appuyer les projets, ce qui témoigne **de la confiance croissante accordée à l'UIT en tant que partenaire de premier plan pour la mise en œuvre d'initiatives dans le domaine des TIC**. On trouvera d'autres précisions sur la [mise en œuvre des projets par le BDT](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Projects/Pages/default.aspx) dans le Document TDAG/23/7, ainsi que sur le portail des projets de développement de l'UIT, qui présente un tableau de bord interactif à l'intention des membres du GCDT.  Les projets, partenariats et activités de coopération existants ont également pris de l'ampleur: en 2024, le BDT a entrepris des activités dans le cadre de 91 projets, pour un montant de 88,5 millions CHF. Ces nouveaux projets sont de nature multirégionale, régionale ou nationale. La plupart d'entre eux (93%) ont été financés par les fonds extrabudgétaires mobilisés auprès de tiers, tandis que les 7% restants ont été financés par des fonds d'amorçage provenant de l'UIT, le Fonds pour le développement des TIC, ainsi que par des fonds alloués par le Conseil de l'UIT pour appuyer les initiatives régionales de l'UIT-D.  On trouvera de plus amples informations sur les efforts déployés par le BDT dans le domaine de la mobilisation de ressources et des partenariats dans les documents 4, 7 et INF/1 du GCDT-23. | | • **En 2024**: 24 nouveaux projets = 28,1 millions CHF. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 1, 2, 24, 25, 52 et 58 de la CMDT | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Catalyseur 1 de l'UIT-D: Travaux reposant sur les contributions des membres  *Renforcer la mise en œuvre des décisions de la CMDT et le dialogue entre les membres de l'UIT* | | |
| ***Réalisation****: renforcement de la mise en œuvre des Résolutions de la CMDT.* *Renforcement de l'échange de connaissances, de la recherche-développement, du dialogue et des partenariats entre les membres de l'UIT concernant les questions de télécommunication/TIC.* | | |
| Produits | | Points à retenir |
| De mai à novembre 2024, l'UIT-D a accueilli un nombre important de nouveaux membres issus du secteur privé, d'organisations régionales et internationales et d'établissements universitaires, grâce à une stratégie de communication renforcée, concertée et ciblée couvrant divers segments de l'écosystème des TIC.  • **Vingt-quatre nouveaux membres, dont des établissements universitaires**, ont rejoint l'UIT-D depuis mai 2024, ce qui contribue à la croissance du nombre de membres de l'UIT-D.  • La **croissance nette globale du nombre de membres jusqu'en novembre 2024** (c'est-à-dire la différence entre les nouveaux membres et les membres exclus et ayant dénoncé leur participation) a été **supérieure de 50% à celle de 2023**.  • **En 2024, l'organisation de deux réunions** du Groupe **IAGDI-CRO (l'une virtuelle et l'autre physique à Kampala (Ouganda)) a permis d'accroître le niveau des contributions aux Lignes directrices relatives à la réglementation et aux bonnes pratiques du GSR-24, et de mieux faire connaître les domaines d'interaction avec l'UIT-D**.  • En outre, la réunion du Groupe IAGDI-CRO tenue pendant le GSR-24 à Kampala (Ouganda) a enregistré un nombre record de **participants** en présentiel (plus de 200). La Déclaration finale est disponible [ici](https://www.itu.int/itu-d/sites/membership/wp-content/uploads/sites/50/2024/07/IAGDICRO-2024-Outcome-Statement_2-July_2024.pdf).  • Le Groupe IAGDI-CRO a également proposé d'envoyer des notes de liaison à l'intention des Commissions d'études 1 et 2 de l'UIT-D en vue de l'organisation de discussions sur les technologies (Tech Talks), afin d'encourager des idées de sujets d'intérêt et tournés vers l'avenir susceptibles d'inspirer les travaux futurs de l'UIT-D et d'éventuelles nouvelles Questions confiées aux commissions d'études qui devront être approuvés à la CMDT-25.  • Le BDT a continué de mieux faire connaître les produits et services de l'UIT-D en organisant plus de **180** séances d'information avec les membres dans le cadre de réunions physiques et virtuelles et de visites de haut niveau, ce qui témoigne d'une augmentation soutenue du nombre de nouveaux membres et d'un taux de fidélisation accru des membres existants à l'horizon 2025.  **1 Académie de l'UIT**  • Depuis mai 2024, l'UIT a attiré 10 établissements universitaires et en a perdu cinq. Malgré les efforts concertés que les trois Secteurs de l'UIT continuent de déployer pour attirer et fidéliser les établissements universitaires, il s'est avéré difficile de maintenir la croissance des adhésions, les établissements universitaires ayant à plusieurs reprises signalé des difficultés à conserver leur adhésion pendant une longue période en raison de contraintes budgétaires.  • Les domaines présentant un intérêt particulier et d'interaction avec l'UIT-D, pour lesquels des collaborations sont envisagées, en plus de la contribution aux activités de recherche et des commissions d'études de l'UIT-D, sont l'Académie de l'UIT, le renforcement des capacités, l'inclusion numérique et l'innovation numérique.  **2 Commissions d'études (CE) de l'UIT-D**  La [troisième réunion annuelle de la Commission d'études 1 (CE 1) de l'UIT-D](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/blkmeetings.asp?lg=1&sp=2022&blk=28245) s'est tenue du 4 au 8 novembre 2024, en présence de 240 délégués (38% de femmes, 53% de participants en ligne) de 65 États Membres. Des bourses ont été accordées à 15 délégués afin de leur permettre de participer en personne à la réunion.  Cent quatre-vingt-cinq contributions, dont les sept projets de rapport dans la version précédant la version finale pour la période d'études, ont été examinés à la réunion de 2024 de la CE 1 de l'UIT-D, ce qui a abouti à: 1) la publication de neuf notes de liaison à l'intention de nos collaborateurs extérieurs; 2) la nomination de deux Vice-Rapporteurs; et 3) l'approbation de trois produits intérimaires de la CE 1 de l'UIT-D, à savoir: i) [Enjeux et perspectives de l'utilisation du Fonds pour le service universel pour la réduction de la fracture numérique (travaux menés conjointement au titre des Questions 4/1 et 5/1); ii) Connectivité transformatrice: tendances en matière d'innovation dans le domaine des satellites (travaux menés conjointement au titre des Questions 1/1, 3/1 et 5/1); et iii) Sensibilisation des consommateurs à l'ère de la transformation numérique (travaux menés au titre de la Question 6/1). Ce dernier produit intérimaire découle principalement de l'atelier de sensibilisation des consommateurs](https://www.itu.int/md/D22-SG01-C-0394/fr) organisé à Brasilia par le Bureau régional de l'UIT pour les Amériques et Anatel en juin 2024.  Afin de continuer à innover, et à la demande des membres, deux séances d'information ont été organisées respectivement sur les thèmes "[Encourager la participation des jeunes et des femmes aux activités des commissions d'études](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/meetings/session-gender-youth-nov24.aspx)" et "[Technologies large bande hertziennes de Terre et cas d'utilisation](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/meetings/session-terrestrial-nov24.aspx)". Étant donné que ces sessions étaient prévues au programme de la séance plénière d'ouverture de la réunion de la CE 1 de l'UIT-D, des services d'interprétation et de sous‑titrage ont été proposés. Les [membres de l'équipe de direction de la CE 1](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/reference/Management.aspx) ont préparé cette troisième réunion annuelle et avancé sur la préparation des rapports finals sur les Questions et sur les produits intérimaires grâce à l'organisation régulière de réunions électroniques au titre des Questions à l'étude depuis la fin des réunions des Groupes du Rapporteur en avril 2024.  La [troisième réunion annuelle de la Commission d'études 2 (CE 2) de l'UIT-D](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/blkmeetings.asp?lg=1&stg=&sp=2022&blk=28817) s'est tenue du 11 au 15 novembre 2024, en présence de 186 délégués de 54 États Membres. Des bourses ont été accordées à 12 délégués afin de leur permettre de participer en personne à la réunion. Les [membres de l'équipe de direction de la CE 2](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/reference/Management.aspx) ont préparé cette réunion et avancé sur la préparation des rapports finals sur les Questions et sur les produits intérimaires grâce à l'organisation régulière de réunions électroniques au titre des Questions à l'étude depuis la fin des réunions des Groupes du Rapporteur en avril-mai 2024.  Lors de la réunion de la CE 2 de l'UIT-D en 2024, 125 documents ont été examinés pour faire avancer les travaux, ce qui a abouti à: 1) la publication de trois notes de liaison à l'intention de nos collaborateurs extérieurs; 2) la nomination d'un Vice‑Président, d'un corapporteur et de six Vice-Rapporteurs; 3) l'approbation du deuxième produit intérimaire de la CE 2 de l'UIT-D concernant les travaux menés au titre de la Question 3/2 confiée à la CE 2 de l'UIT-D sur les pratiques en matière d'assurance de la cybersécurité 5G; 4) l'examen de sept projets de rapport dont la version précède la version finale pour la période d'études.  Lors des deux réunions des commissions d'études, des propositions de collaboration ont été étudiées, notamment en ce qui concerne la participation des jeunes et des femmes, les statistiques et les indicateurs connexes, les synergies avec les projets de développement de l'UIT, les autres Secteurs de l'UIT et le SMSI. Deux réunions de l'équipe de direction de chaque commission d'études, une réunion conjointe des équipes de direction des CE 1 et 2 de l'UIT-D et plusieurs réunions des équipes de direction responsables de l'étude des Questions ont eu lieu à Genève du 3 au 15 novembre, afin de tirer le meilleur parti de la présence des membres à Genève.  **3 Mise en œuvre et suivi des résultats du SMSI**  Conformément aux résultats de la CMDT-22, en particulier à la Résolution 30, toutes les activités du BDT contribuent à la mise en œuvre des résultats du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cela comprend la mise en œuvre d'activités ordinaires au titre du **plan opérationnel, mais aussi de projets, d'initiatives régionales et d'initiatives spéciales, ainsi que des travaux des commissions d'études de l'UIT-D**.  Au niveau de la coordination, l'UIT a continué de jouer le rôle de coordonnateur principal pour les grandes orientations C2 (Infrastructure des TIC), C6 (Créer un environnement propice) et C4 (Renforcement des capacités) du SMSI, tout en contribuant de manière significative à la grande orientation C5 du SMSI (Confiance dans l'utilisation des TIC). Une série de réunions de coordination sont organisées à l'occasion de la manifestation de haut niveau du SMSI+20, qui se tiendra du 27 au 31 mai 2024 à Genève (Suisse). Le BDT continue également de coordonner les grandes orientations C1, C3, C7, C9 et C11 du SMSI, en contribuant régulièrement à toutes les réunions pertinentes et à l'établissement de rapports.  En outre, l'UIT est restée un membre actif du Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement et de son Comité directeur, aux côtés de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et du Département des affaires économiques et sociales (DESA) du Secrétariat de l'ONU. Le nombre de membres du Partenariat s'est élargi; celui-ci compte maintenant 14 organisations. Le Partenariat suit l'évolution des TIC dans le monde, notamment les progrès accomplis dans la réalisation des cibles du SMSI, et sensibilise à l'importance des TIC pour le développement. Il contribue activement au suivi de la réalisation des ODD, plusieurs cibles se rapportant aux TIC et aux technologies. Sur les 231 indicateurs du cadre mondial des indicateurs relatifs aux ODD, sept portent sur les TIC. Ils relèvent de six cibles rattachées aux Objectifs 4, 5, 9 et 17. L'UIT est responsable de cinq des sept indicateurs. (Pour de plus amples informations sur la contribution de l'UIT au Partenariat, veuillez consulter la partie "Mesure".)  Au niveau régional, les bureaux régionaux de l'UIT ont continué de jouer un double rôle important en matière de mise en œuvre et de suivi. **Entre 2023 et 2024, six Forums régionaux sur le développement ont réuni plus de 1 500 parties prenantes du monde entier**, offrant à ces dernières un cadre propice pour discuter de la mise en œuvre des initiatives régionales de l'UIT qui contribuent à la mise en œuvre des grandes orientations du SMSI. Des représentants du système des Nations Unies, y compris des commissions régionales de l'ONU, ont également participé à ces manifestations afin de donner les suites appropriées à la mise en œuvre des résultats du SMSI au niveau régional.  **4 Coalition Partner2Connect de l'UIT**  La Coalition pour le numérique Partner2Connect (P2C) a été lancée à l'initiative de l'UIT en 2021, en étroite collaboration avec le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies et le Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. La CMDT-22, tenue à Kigali (Rwanda), a adopté la [Résolution 88](https://www.itu.int/fr/publications/ITU-D/Pages/publications.aspx?parent=D-TDC-WTDC-2022&media=electronic) et chargé le Directeur du BDT de poursuivre ses travaux sur la Coalition P2C, en se concentrant sur les partenariats pour la mise en œuvre de projets et l'adaptation des engagements, et en encourageant une connectivité efficace en mettant l'accent notamment, mais non exclusivement, sur les communautés les plus difficiles à connecter.  • Au 22 novembre 2024, l'initiative P2C a recueilli **950 engagements, d'un montant de plus de 53,97 milliards USD, soumis par 465 entités**, notamment des gouvernements, des entreprises du secteur privé, des institutions du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales ou régionales (banques multilatérales de développement comprises), des représentants de la société civile, des établissements universitaires et des groupes de jeunes. Les entités à l'origine de ces engagements sont originaires de **147 pays**. Lors du Congrès mondial sur la téléphonie mobile, des engagements pour les infrastructures d'un montant de 9 milliards USD ont été annoncés, en particulier pour des groupes de pays:  – groupe des PMA (298 engagements reçus pour un montant estimé à 19,07 milliards USD de la part de 160 entités et de 76 pays ayant pris des engagements);  – groupe des PEID (142 engagements reçus pour un montant estimé à 25,54 milliards USD de la part de 93 entités et de 48 pays ayant pris des engagements);  – groupe des PDSL (248 engagements reçus pour un montant estimé à 19,54 milliards USD de la part de 161 entités et de 75 pays ayant pris des engagements).  • Plusieurs tables rondes nationales de mise en relation dans le cadre de l'initiative P2C ont également été organisées, par exemple la Table ronde nationale pour le Cambodge, la Table ronde P2C pour la Mongolie le 2 octobre 2024 à Oulan-Bator (Mongolie), et la Table ronde P2C pour la Chine le 8 novembre 2024.  • Le 6 décembre 2024, l'UIT, en collaboration avec l'Union des télécommunications des Caraïbes (CTU), organisera une manifestation virtuelle d'accélération de mise en relation P2C à l'intention des États Membres de la CTU. Plus de 15 représentants d'États membres de la CTU et 18 opérateurs, investisseurs et autres bailleurs de fonds potentiels se réuniront pour la première fois dans le but de faire progresser les initiatives de transformation numérique dans les pays des Caraïbes.  • En 2025, chaque réunion préparatoire régionale sera précédée d'un [Forum régional sur le développement](https://www.itu.int/itu-d/meetings/rdf/), et le BDT prévoit d'organiser des tables rondes de mise en relation P2C comme suit:  – États arabes (Forum régional sur le développement/Table ronde de mise en relation P2C): le **3 février 2025 à Amman (Jordanie)**  – Europe (Forum régional sur le développement/Table ronde de mise en relation P2C): le **24 février 2025 à Budapest (Hongrie)**  – Asie-Pacifique (Forum régional sur le développement/Table ronde de mise en relation P2C): le **19 mars 2025 à Bangkok (Thaïlande)**  – Amériques (Forum régional sur le développement/Table ronde de mise en relation P2C): le **31 mars 2025 à Asunción (Paraguay)**  – Afrique (Forum régional sur le développement/Table ronde de mise en relation P2C): le **7 avril 2025 à Nairobi (Kenya)**  – Communauté des États indépendants – CEI (Forum régional sur le développement/Table ronde de mise en relation P2C): le **23 avril 2025 à Bichkek (Kirghizistan)** | | • De mai à novembre 2024: 24 entités, dont des établissements universitaires, sont devenues membres.  **Commission d'études:**  • 3 produits (documents) intérimaires ont été approuvés en vue d'être publiés d'ici début 2025, et 185 documents ont été examinés à la réunion de 2024 de la CE 1 de l'UIT‑D.  • Un produit intérimaire (document) a été approuvé et doit être publié début 2025, et 185 documents ont été examinés à la réunion de 2024 de la CE 2 de l'UIT‑D. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17  Contribution à la réalisation des cibles des ODD et des grandes orientations du SMSI: voir [le tableau ici](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/reference/Questions-under-study.aspx) | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | Principalement 1 et 2 de la CMDT; 208, 21, 70, 71, 77, 102, 123, 130, 131, 136, 139, 154, 167, 175, 177, 179, 180, 182, 188, 196, 197, 203, 204, 205 et 209 de la PP | |
| **Commission d'études** | Question 1/1 – Stratégies et politiques pour le déploiement du large bande dans les pays en développement  Question 5/1 – Télécommunications/TIC pour les zones rurales et isolées | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Catalyseur 2 de l'UIT-D: Présence régionale  *Renforcer l'efficacité et l'incidence globales de l'UIT à l'échelle mondiale* | | |
| ***Réalisation****: renforcement de la collaboration et de la coopération entre les bureaux régionaux et avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, les organisations de télécommunication régionales ainsi que les organismes de financement et de développement pour atteindre les ODD à l'horizon 2030 se rapportant aux questions de développement de l'économie numérique.* | | |
| Produits | | Points à retenir |
| Les bureaux régionaux de l'UIT continuent de jouer un double rôle important en matière de mise en œuvre et de suivi. En 2024, la CEI, en organisant son Forum régional sur le développement, a imité les autres régions; les six Forums régionaux ont réuni au total **plus de 1 500 parties prenantes du monde entier**, offrant à ces dernières un cadre propice pour discuter de la mise en œuvre des initiatives régionales de l'UIT-D adoptées par la CMDT-22 et de toutes les réalisations du Plan d'Action de Kigali. Des représentants du système des Nations Unies, notamment des commissions régionales des Nations Unies, des banques de développement, du secteur privé, des États Membres et des établissements universitaires, ont participé à ces réunions. Au cours des Forums régionaux sur le développement, des tables rondes de mise en relation ont été organisées avec succès. Ces dernières visaient à apparier les engagements avec les priorités des pays et des régions, et sécuriser des contributions qui sont aujourd'hui en cours de mise en œuvre. Sur la base de ces contributions, les bureaux régionaux assurent le suivi de l'appui pendant la mise en œuvre.  **Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique:**  **Le Bureau régional continue de mettre en œuvre diverses initiatives et divers projets dans la région en fournissant essentiellement un appui aux États Membres dans le cadre de plusieurs activités visant à favoriser la transformation numérique, accélérer le passage à l'économie numérique, améliorer les interventions en cas d'incidents relatifs à la cybersécurité et promouvoir l'inclusion numérique et une connectivité efficace, conformément aux quatre initiatives régionales énoncées dans le Plan d'action de Kigali. Les principales activités et réalisations selon chaque initiative régionale sont les suivantes:**  • **Partenariats**: en appui à la Commission de l'Union africaine, l'UIT a pris part aux travaux du Comité africain d'experts sur l'identité numérique (ACED), qui vise à fournir à chaque citoyen africain une identité numérique pour faciliter la cybergouvernance et l'accès aux services publics et améliorer le bien-être des citoyens en général. Dans cette même dynamique, l'UIT collabore avec l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), le Centre africain d'information sur le réseau (AfriNIC), l'Association africaine de noms de domaine de premier niveau (AfTLD) et d'autres parties prenantes concernées sur le continent, dans le cadre d'une coalition pour une Afrique numérique visant à accélérer la transformation numérique de l'Afrique afin que les populations puissent tirer pleinement parti de l'économie numérique. Le Bureau régional a également continué de collaborer étroitement avec des organisations régionales, notamment l'Union africaine des télécommunications, la Commission de l'Union africaine, le secrétariat Smart Africa, les communautés économiques régionales et les associations régionales de régulateurs, à travers diverses initiatives. Celles-ci comprennent, entre autres, la coordination avec la Commission de l'Union africaine et les institutions des Nations Unies en vue d'élaborer le Plan d'action pour l'Afrique dans le cadre de l'initiative EW4ALL, afin d'orienter la mise en œuvre de l'initiative au niveau national; et l'élaboration d'un modèle de plan NETP pour les pays de la SADC, afin d'établir des liaisons de télécommunication efficaces pour les interventions en cas de catastrophe et la coordination qui peuvent être adaptées selon les besoins et adoptées par d'autres régions. La région a également sollicité les partenaires de l'UIT pour renforcer la collaboration. À l'appui des initiatives des partenaires, le BDT a participé au rassemblement d'Afrilabs de 2024, au cours duquel ce partenaire clé et ses membres subsidiaires ont été mobilisés; l'UIT y a également été présentée et des actions de recherche de nouveaux membres de l'UIT y ont été effectuées. **La collaboration stratégique avec les institutions des Nations Unies a été renforcée**: le Bureau régional continue de participer et de contribuer activement aux plans-cadres nationaux de coopération des Nations Unies pour le développement durable dans la région. Il a contribué à l'évaluation du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable de l'Éthiopie pour la période 2020-2025 et à l'élaboration du Plan-cadre pour la période 2025-2030, en tenant dûment compte de la connectivité numérique en tant que l'une des six transitions susceptibles d'avoir des effets catalyseurs et multiplicateurs pour l'ensemble des ODD (1: systèmes alimentaires, 2: accès à l'énergie et accessibilité économique de l'énergie; 3: connectivité numérique; 4: éducation; 5: emploi et protection sociale; et 6: changement climatique, perte de biodiversité et pollution). Le Bureau régional a également participé à l'examen de la Feuille de résultats de l'équipe de pays des Nations Unies en matière d'égalité des sexes pour l'Éthiopie et a contribué aux progrès accomplis en vue d'atteindre les nouvelles cibles pour 2024-2025. L'UIT a codirigé, avec le PNUD, le parcours de transformation numérique pour la candidature au Fonds pour les ODD, au nom de l'équipe de pays des Nations Unies au Sénégal. Dans la même dynamique, l'UIT et d'autres institutions des Nations Unies (PNUD, UNOPS, ONU-FEMMES) ont rédigé la note stratégique sur la transformation numérique pour l'équipe de pays des Nations Unies au Sénégal, en vue de mobiliser des ressources pour aider le pays à accélérer son programme de transformation numérique, afin de respecter l'échéance des ODD fixés par les Nations Unies à l'horizon 2030. Le Bureau régional de l'UIT a pris part à la première réunion préparatoire en vue de la Conférence internationale sur le financement du développement et a expliqué en quoi une connectivité universelle et efficace et une transformation numérique durable constituent des catalyseurs essentiels de la réalisation des ODD.  **Les priorités régionales ont été ciblées**: le BDT continue de fournir une assistance technique et a mené des activités de renforcement des capacités pour soutenir le processus de transformation numérique et une connectivité efficace, tant au niveau national que régional, conformément aux initiatives régionales pour la région Afrique.  **AFR 1: Appuyer la transformation numérique pour permettre une transition rapide vers une économie numérique tout en accélérant l'innovation en Afrique**  • L'UIT, en collaboration avec le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni, a mené une étude au Nigéria sur les coûts d'exploitation de l'infrastructure des télécommunications et de la connectivité. Dans le cadre de la série d'études de cas de l'UIT sur la réglementation collaborative, le rapport intitulé "Étude sur la  réglementation collaborative – Accélérer la transformation numérique du Nigéria" a été élaboré et lancé à l'occasion d'une manifestation nationale placée sous le thème "Faire avancer la transformation numérique du Nigéria grâce à la réglementation collaborative: une voie vers la réglementation de la cinquième génération".  • En collaboration avec le Ministère de la justice de l'Éthiopie, le Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique a organisé une manifestation de renforcement des capacités à l'intention du secteur judiciaire éthiopien. La formation dispensée visait à favoriser l'utilisation et l'intégration des technologies émergentes dans le secteur judiciaire et à faire progresser la transformation numérique en Éthiopie.  • L'UIT, en collaboration avec le Ministère de l'économie numérique de Cabo Verde, a fourni une assistance technique dans le cadre d'une évaluation initiale de l'initiative "île intelligente". L'évaluation visait à identifier les services numériques prioritaires pour faire progresser la transformation numérique dans les communautés rurales et déployer l'initiative.  • L'UIT a organisé une manifestation consacrée à son Centre d'accélération, à la validation de la conception et au service de développement des initiatives écosystémiques pour la transformation numérique transversale au Malawi. Le projet pour le Centre a été examiné en collaboration avec les parties prenantes de l'écosystème pour définir sa vision, sa mission, son modèle de prestation de services, sa stratégie opérationnelle, les ressources humaines dont il a besoin, les partenariats qu'il doit nouer, les ressources qu'il doit mobiliser et ses cadres de gouvernance.  • Le projet UIT-FCDO d'accès numérique en République sudafricaine a appuyé les préparatifs de l'examen de pays sur la réglementation du numérique collaborative en République sudafricaine, intitulé "Transformation numérique et réglementation collaborative en République sudafricaine", ainsi qu'une étude sur la connectivité durable et les modèles de compétences numériques pour les jeunes non scolarisés, ni embauchés, ni en formation des communautés rurales et des townships de la République sudafricaine.  • L'UIT, en collaboration avec l'Autorité nationale des communications du Soudan du Sud, a fourni une assistance technique pour définir une stratégie de transformation numérique.  • **Formation sur la réglementation du numérique pour la région Afrique**: l'UIT, en collaboration avec l'Arabie saoudite, la Banque islamique de développement et le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni (FCDO), et avec l'appui de ceux-ci, a organisé une formation sur la réglementation du numérique pour l'Afrique. La formation a été dispensée en deux parties, à savoir une session en ligne de deux jours animée par un instructeur les 12 et 14 novembre 2024, suivie d'une session en présentiel de trois jours à Abuja (Nigéria) du 18 au 20 novembre 2024. La partie en présentiel a été organisée avec le soutien généreux de la Commission des communications du Nigéria (NCC). Cette formation visait à mieux faire comprendre aux participants l'évolution de la réglementation du numérique, l'importance de la gouvernance collaborative, les approches réglementaires souples, les mécanismes de financement du service universel et les stratégies visant à garantir un accès pour tous au numérique.  • **Atelier sur l'intégration du principe de l'égalité hommes-femmes dans les politiques numériques**: cet atelier de deux jours a porté sur les éléments communs aux politiques numériques et à l'égalité hommes-femmes; il a été organisé à l'intention des ministères et organismes de tutelle. Il visait également à étudier, avec des représentants gouvernementaux invités, la manière d'intégrer le principe de l'égalité hommes-femmes dans les politiques numériques, en mettant l'accent sur l'accès aux technologies numériques, aux compétences numériques et aux infrastructures et aux services numériques, qui peuvent contribuer à favoriser l'emploi des jeunes. L'atelier s'adresse aux décideurs (cadres intermédiaires), en particulier aux représentants de ministères chargés des TIC, du régulateur des TIC et d'autres institutions connexes telles que le ministère du commerce, de l'éducation ou des finances, la Banque centrale, le ministère de la jeunesse et de l'égalité hommes-femmes (le cas échéant) et l'institut national de la statistique.  **AFR2: Mise en œuvre et expansion des infrastructures à large bande, de la connectivité et des technologies émergentes**  • Le projet "Analyse comparative des TIC en Afrique centrale" a été entrepris dans plusieurs pays, à savoir l'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Congo (Rép. du), le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad. Ces données permettront de formuler des recommandations et d'adapter les programmes de renforcement des capacités aux besoins et aux priorités des pays.  • Le projet pluriannuel de transformation numérique mené conjointement par le Gouvernement de l'Ouganda et l'UIT, avec l'appui financier du Fonds pour le développement mondial et la coopération Sud-Sud, vise à accélérer la réalisation des objectifs de la stratégie de l'Ouganda en matière de numérique (Uganda Digital Vision) au moyen d'interventions politiques et d'activités de renforcement des capacités tournées vers l'avenir. Des mesures de transformation numérique ciblées ont été mises en œuvre dans le cadre des travaux concernant sept priorités de développement numérique (notamment la connectivité sur le dernier kilomètre, les lignes directrices relatives aux centres de données écologiques, les mégadonnées, la 5G et les technologies émergentes comme l'IA, et la fabrication locale d'équipements TIC, entre autres). Les cours de formation aboutissant à une certification et les activités de formation de formateurs prévus dans le cadre du projet ont contribué à renforcer les compétences numériques techniques au sein du gouvernement et dans les comtés, et ainsi à appuyer la transformation numérique et à favoriser l'adoption accrue des services de cybergouvernement et une plus grande utilisation des TIC. Des projets pilotes concrets ont permis de mettre en œuvre des recommandations pouvant faire l'objet d'investissements ou d'un déploiement à plus grande échelle.  • En collaboration avec le Bureau des radiocommunications de l'UIT, un atelier sur le Tableau national d'attribution des bandes de fréquences pour la région Afrique a été organisé à Addis-Abeba (Éthiopie), afin de mettre à jour le Tableau et de l'aligner sur les résultats de la CMR-23.  • Dans le cadre de sa collaboration avec l'ONU dans le domaine des infrastructures publiques numériques à l'appui de l'Union africaine, l'UIT a contribué à l'élaboration du Plan pour l'infrastructure publique numérique africaine, et a dirigé son élaboration; il s'agit d'une initiative menée par l'UIT, le Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique, le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général de l'ONU pour les technologies, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine, à l'appui de l'Union africaine et de ses États membres. Une session a été organisée à l'occasion du Sommet mondial sur les infrastructures publiques numériques au Caire (Égypte) en octobre 2024, sur le thème "Vers un modèle d'infrastructure publique numérique africaine: accélérer la transformation numérique de  l'Afrique", afin d'analyser le potentiel de transformation de l'infrastructure publique numérique en Afrique en tant que pierre angulaire du changement systémique sur l'ensemble du continent, en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de transformation numérique de l'Union africaine (2020-2030).  • Le Bureau régional, en collaboration avec l'Union africaine des télécommunications (UAT), a organisé un webinaire sur l'initiative EW4ALL, dans le but de sensibiliser les pays africains à cette initiative, d'assurer une compréhension approfondie du pilier 3 de l'initiative dirigée par l'UIT et de doter les participants des connaissances et des outils nécessaires à la mise en œuvre de systèmes d'alerte précoce efficaces. Une analyse des lacunes concernant le pilier 3 a été effectuée en collaboration avec les coordonnateurs nationaux pour appuyer l'élaboration de feuilles de route nationales lors des ateliers nationaux tenus au Libéria, aux Seychelles, au Mozambique et en République sudafricaine en juillet et août. L'UIT, en collaboration avec la SADC, a organisé un atelier sur la mise en œuvre du modèle de plan NETP de la SADC et la sensibilisation à l'initiative EW4ALL. L'élaboration de plans NETP a débuté en Zambie, au Malawi, au Botswana, aux Seychelles, à Cabo Verde, en Gambie et en Guinée-Bissau, afin de renforcer l'état de préparation des télécommunications d'urgence.  • La Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC a été célébrée dans plusieurs pays d'Afrique, notamment en Éthiopie, au Sénégal, au Zimbabwe, en Ouganda et en Tanzanie. Ces célébrations ont consisté à échanger des données d'expérience, à présenter des offres de métiers à responsabilité dans le secteur des TIC et au-delà, et à mener des activités de formation permettant aux jeunes filles de renforcer leurs compétences numériques et d'en acquérir de nouvelles.  • **Ateliers sur les compétences numériques pour les jeunes filles au Nigéria**: l'UIT, dans le cadre du projet EQUALS "Her Digital Skills" (Ses compétences numériques) financé par Qualcomm, a organisé avec succès trois ateliers au Cameroun et deux au Nigéria dans le but d'autonomiser des jeunes femmes âgées de 18 à 25 ans. Ces initiatives ont profité à 90 jeunes femmes au Cameroun, et en ont touché 60 au Nigéria. Les ateliers ont réuni d'éminentes représentantes de ministères et d'organismes de réglementation, qui ont tenu des discours inspirants et encourageants à l'intention des participantes.  • L'UIT a organisé un atelier de renforcement des capacités en ligne sur l'analyse de la situation des plans NETP à l'intention des pays d'Afrique de l'Ouest. Cet atelier visait à donner aux participants les moyens de gérer les télécommunications d'urgence et à les doter des compétences nécessaires pour mettre au point leurs plans NETP. Les parties prenantes visées par l'atelier étaient des représentants des ministères des télécommunications/TIC, des autorités de régulation, des ministères de l'intérieur, des pompiers ou encore de la Croix-Rouge, par exemple.  • L'UIT a organisé un atelier sur les Tableaux nationaux d'attribution des bandes de fréquences à Addis-Abeba (Éthiopie).  • L'Union, en partenariat avec l'UAT, a organisé un atelier sur les ressources satellitaires à l'intention des États Membres de l'UAT à Nairobi (Kenya).  **AFR3: Renforcer la confiance, la sûreté et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication et la protection des données personnelles**  • L'UIT a procédé à une évaluation nationale de l'état de préparation de l'équipe CIRT des Seychelles.  • Elle a également organisé un exercice théorique pour l'écosystème de cybersécurité du Lesotho. Cette session visait à améliorer la réflexion stratégique sur la gouvernance de la cybersécurité des principales parties prenantes nationales, et ainsi à progresser dans la réalisation des objectifs de la stratégie nationale de cybersécurité du Lesotho.  • En 2024, le laboratoire de sécurité des services financiers numériques de l'UIT, en collaboration avec les principales parties prenantes, a organisé des stages pratiques sur la sécurité des services financiers numériques en Éthiopie, au Lesotho et au Malawi, et a pour objectif de fournir des orientations aux régulateurs et aux fournisseurs de services financiers numériques sur la gestion de la sécurité des systèmes financiers numériques. Ces stages visaient à aider les participants à adopter les recommandations sur la sécurité des services financiers numériques élaborées par l'UIT dans le cadre de l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI). En outre, le laboratoire de sécurité sur les services financiers numériques a mis sur pied un programme de transfert de connaissances pour faciliter la réalisation d'audits de sécurité sur les applications de services financiers numériques, ainsi qu'une formation sur les cadres de compétences en matière de sensibilisation des consommateurs visant à instaurer un climat de confiance dans l'utilisation des services financiers numériques. L'UIT procède actuellement à un transfert de connaissances avec l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes du Zimbabwe (POTRAZ). D'autres pays comme le Rwanda, la Gambie, le Soudan du Sud, le Ghana et l'Eswatini ont également demandé à l'UIT d'organiser des sessions de transfert de connaissances.  • L'UIT a organisé un atelier en ligne de renforcement des capacités judiciaires dans le domaine des TIC à l'intention des parlementaires d'Afrique de l'Ouest. Cet atelier de formation avait pour objectif d'informer, de sensibiliser aux défis et aux perspectives liés au développement des TIC et d'examiner, entre autres, la cyberlégislation, la cyberrésilience, l'inclusion numérique, la souveraineté numérique, les services électroniques et les technologies émergentes, et de renforcer le rôle et la contribution des parlementaires d'Afrique de l'Ouest non seulement dans l'élaboration et l'adoption de politiques nationales et sous-régionales liées aux TIC, mais aussi l'adoption de projets de loi et leur application sur le terrain pour créer un environnement favorable à l'adoption des TIC dans les pays d'Afrique de l'Ouest.  **AFR4: Promouvoir les technologies émergentes et les écosystèmes d'innovation**  • Jeter les bases du projet "VaMoz Digital!" au Mozambique, une initiative phare de la stratégie Global Gateway de l'UE. L'objectif est de continuer d'appuyer la transformation numérique centrée sur l'humain au service du développement durable et de la croissance inclusive grâce à des interventions politiques et réglementaires, et de renforcer les écosystèmes de l'innovation numérique, l'inclusion numérique et les capacités. À la fin de 2024, l'accent a été mis sur la compréhension, le lancement de l'examen des politiques, stratégies et réglementations existantes et leur mise en œuvre, l'identification des parties prenantes et le rassemblement des parties prenantes en vue de créer conjointement avec les parties prenantes nationales un ensemble divers de produits, y compris le projet de profil national d'innovation numérique.  • Le nouveau projet "Des compétences numériques pour l'inclusion numérique des jeunes filles et des jeunes en Afrique", soutenu par Qualcomm, visait à développer de nouveaux contenus techniques qui alimentent diverses plates-formes de formation, dont la section de l'Académie de l'UIT consacrée aux interventions du programme "Girls Can Code" pour les jeunes et la région Afrique.  La Coalition d'opportunités et de thèmes sur le continent dédiée à l'innovation, à la transformation numérique, à la jeunesse et à la transformation de l'éducation a été redynamisée en 2024, afin de mieux répondre aux besoins des États Membres grâce à des actions conjointes qui rassemblent les compétences des organismes de manière coordonnée.  **Bureau régional de l'UIT pour les Amériques:**  **Le Bureau régional pour les Amériques continue de soutenir les États Membres en mettant en œuvre divers projets et initiatives dans toute la région en vue de déployer l'infrastructure des TIC, renforcer l'inclusion numérique et l'innovation, accélérer la transformation numérique et élaborer une réglementation dans le domaine du numérique, conformément aux quatre initiatives régionales énoncées dans le Plan d'action de Kigali. Les principales activités et réalisations selon chaque initiative régionale sont les suivantes:**  **AMS1: Déploiement d'infrastructures de télécommunication/technologies de l'information et de la communication modernes, résilientes, sécurisées et durables**  • En partenariat avec Huawei, une étude sur le large bande fixe au service du développement des TIC pour l'Amérique latine a été préparée en 2024 en vertu du cadre de coopération signé en 2023 pour appuyer la mise en œuvre des initiatives régionales.  • Un nouveau projet dans le domaine de la télévision numérique de Terre (TNT) et du service universel a été conclu en juillet 2024 entre l'UIT et le Ministère colombien des technologies de l'information et de la communication.  • Le Guyana a organisé sa consultation nationale sur l'initiative EW4ALL en novembre 2024. Des analyses des lacunes et des plans de mise en œuvre des systèmes d'alerte précoce multidangers ont été mis au point ou sont en cours de mise au point pour les pays bénéficiaires. Pour tenir compte de la situation particulière d'Haïti, un coordonnateur national pour le pilier 3 a été recruté afin de faciliter la coordination et la réalisation des résultats.  • L'UIT et le Réseau ETC ont organisé l'atelier sur la préparation des télécommunications d'urgence dans les Caraïbes les 29 et 30 octobre 2024. Il permet de sensibiliser à l'initiative EW4ALL, de recenser et de combler les lacunes, de renforcer la coordination régionale et de faciliter l'échange de connaissances.  **AMS2: Amélioration et intensification des programmes de maîtrise des outils et compétences numériques et d'inclusion numérique, en particulier pour les populations vulnérables**  • En partenariat avec Huawei, et en étroite collaboration avec les administrations de Cuba, du Honduras, du Paraguay et de l'Uruguay, plus de 200 petits entrepreneurs ont bénéficié de l'atelier sur la transformation numérique dans le cadre de l'initiative KIT numérique pour les entrepreneurs, les microentreprises et les petites entreprises.  Dans la région Amériques, un atelier régional sur la promotion et la mesure de la connectivité universelle et efficace s'est tenu à Nassau (Bahamas) du 11 au 13 juin 2024 en présence de 33 participants, parmi lesquels figuraient des représentants des autorités des télécommunications des Caraïbes, des décideurs, des représentants des bureaux nationaux de la statistique et des entités régionales de télécommunication, ce qui témoigne des efforts de collaboration visant à améliorer l'inclusion numérique dans la région des Caraïbes. L'atelier était structuré de manière à renforcer les capacités numériques pour répondre aux impératifs de la connectivité universelle et efficace en tant que priorité politique, à présenter le projet "Promouvoir et mesurer la connectivité universelle et efficace", mis en œuvre par l'UIT et financé par l'UE, et à étudier les subtilités de l'établissement de statistiques sur les TIC.  • En 2024, les célébrations liées à la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC dans la région Amériques ont connu un essor important, puisque 60 manifestations ont été organisées dans toute la région, un chiffre révélateur de l'intérêt accru des jeunes femmes pour les métiers des TIC. Ces manifestations ont notamment ouvert la voie à des possibilités de participation à des programmes de mentorat et à des ateliers sur le codage, la robotique et l'entrepreneuriat numérique, et comprenaient également des présentations inspirantes de professionnelles accomplies. Parmi les faits marquants, on peut citer les manifestations tenues au Brésil, où SERPRO (institution gouvernementale) a accueilli 36 jeunes filles dans le cadre d'ateliers de programmation, tandis qu'Anatel (régulateur brésilien) a organisé une rencontre entre 45 étudiantes et des modèles féminins, et les manifestations tenues au Paraguay, où l'UIT et CONATEL (régulateur paraguayen) ont organisé un salon des technologies proposant des démonstrations interactives et des séances avec des modèles. Ces initiatives ont permis de doter les participants de compétences et de les inspirer grâce au mentorat; elles prônaient également l'égalité hommes-femmes et la diversité dans le secteur des TIC.  • En partenariat avec l'OIT, le PNUD et l'UNESCO, la Banque mondiale et la Fundación Descúbreme, le Séminaire sous-régional "Priorités pour les jeunes dans le monde numérique: emploi et éducation" s'est tenu à Santiago (Chili) les 16 et 17 mai 2024; il avait pour but de motiver les jeunes intervenantes, de présenter l'exposition "Les femmes dans les STEM" et de faire participer les dirigeants du secteur des TIC et les représentants gouvernementaux de haut niveau aux célébrations de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information de 2024.  **AMS3: Appui efficace à la transformation numérique et aux écosystèmes de l'innovation dans le cadre de projets de connectivité modulables, financés et durables**  • Dans le cadre d'un programme conjoint des Nations Unies sur la finance novatrice au service des groupes non desservis, l'UIT, en collaboration avec les gouvernements d'Antigua-et-Barbuda et de Sainte-Lucie, renforce l'écosystème des services financiers numériques grâce à une approche exhaustive englobant les aspects politiques, réglementaires et de cybersécurité. Un kit pratique et des recommandations sur la sécurité mobile des services financiers numériques ont été présentés à plus de 65 personnes de la communauté des services financiers numériques de ces pays, et plus de 15 personnes ont suivi une formation pratique pour assurer la sécurité mobile, y compris les audits des applications et de l'infrastructure de paiement mobile.  **AMS4: Mise en place d'environnements politiques et réglementaires propices pour connecter les personnes qui ne le sont pas encore grâce à des télécommunications/technologies de l'information et de la communication accessibles et abordables qui favorisent la réalisation des Objectifs de développement durable et le passage à une économie numérique**  • À Saint-Kitts-et-Nevis et en Dominique, une évaluation a été effectuée en ce qui concerne l'élaboration d'un cadre politique et législatif pour l'identification électronique, dans le but de renforcer les compétences en matière d'élaboration de politiques et de réglementations. Cela favorisera l'accès d'un plus grand nombre de personnes aux applications en ligne et aux services numériques et l'instauration d'un climat de confiance dans l'utilisation de ces applications et services.  • L'UIT a travaillé sur un projet relatif aux compétences numériques à Trinité-et-Tobago avec le régulateur local, l'Autorité des télécommunications de Trinité-et-Tobago (TATT) et le Ministère de la transformation numérique de Trinité-et-Tobago, et est en train de le peaufiner; celui-ci doit être lancé début 2025. Il s'agit d'appuyer les efforts déployés par le ministère pour renforcer les capacités relatives aux incidences horizontales et verticales de la transformation numérique et doter les individus des compétences numériques élémentaires, intermédiaires et avancées nécessaires pour faire face aux tendances actuelles et futures de l'économie numérique. Le projet devrait permettre de former 40 mentors et profiter à 10 000 personnes (50% d'hommes et 50% de femmes).  **Bureau régional de l'UIT pour les États arabes:**  **Le Bureau régional pour les États arabes continue de mener divers projets et initiatives dans toute la région, visant à accélérer la transformation numérique et à promouvoir une économie numérique durable. Les actions menées s'inscrivent dans le droit fil des cinq initiatives régionales définies dans le Plan d'action de Kigali, axées sur le renforcement des économies numériques, la cybersécurité, le développement des villes intelligentes, la promotion de l'innovation et la formulation de cadres réglementaires pour le numérique. Les principales activités et réalisations au titre des initiatives régionales, qui témoignent de la volonté de l'UIT de faire progresser les télécommunications et la technologie dans la région des États arabes, sont les suivantes.**  **ARB1: Initiative régionale 1: Parvenir à une économie numérique durable grâce à la transformation numérique**  • En 2024, le Bureau régional de l'UIT pour les États arabes, dans le cadre du projet mondial sur les plans NETP et de l'initiative Connect2Recover (C2R) du BDT, a mené des actions porteuses de transformation visant à renforcer les télécommunications d'urgence aux Comores, à Djibouti, en Mauritanie, en Somalie et en Libye. Aux Comores, des ateliers ont permis de faciliter le déploiement de l'initiative EW4All, grâce à l'élaboration d'une feuille de route pour la période 2024-2027 et d'un plan NETP personnalisé et à la réalisation d'une évaluation des systèmes d'alerte précoce. Djibouti a mis au point son plan NETP et ses mécanismes de coordination, et a également adopté une feuille de route de l'initiative EW4All pour la période 2024-2027. En Somalie, des ateliers ont permis d'améliorer la préparation aux situations d'urgence grâce à la mise en œuvre d'un plan NETP, à une formation sur le Protocole d'alerte commun (PAC) et à la fourniture d'une documentation relative aux solutions d'alerte  précoce efficaces. En Libye et en Mauritanie, le projet de plan NETP a été validé, tout comme une feuille de route pour la période 2024-2027 et des cadres de coordination visant à améliorer la préparation des pays aux situations d'urgence. Ces projets témoignent de la volonté de l'UIT d'établir des cadres de télécommunications d'urgence résilients et souples.  • À la suite de l'invitation adressée par le Directeur du BDT aux États Membres en vue de désigner de jeunes ressortissants appelés à devenir membres de la cohorte de 2024 des représentants des groupes pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect, 118 candidatures de la région des États arabes ont été reçues. En conséquence, et conformément aux exigences relatives aux critères de sélection, il a été envisagé que 36 jeunes (dont 38,9% de femmes) âgés de 18 à 24 ans désignés par 10 États Membres formeraient la nouvelle cohorte de représentants des groupes pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect (GCYE) de 2024. Les pays représentés sont les suivants: Arabie saoudite, Bahreïn, Comores, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Tunisie, Yémen, État de Palestine. En outre, 11 des 25 représentants précédents pour la jeunesse arabe de la cohorte sortante ont fait part de leur souhait de participer au programme Alumni de l'initiative Generation Connect de l'UIT.  • La manifestation de passage de témoin pour la région des États arabes, qui s'est tenue en ligne le 1er juillet 2024, a constitué une base essentielle pour les discussions sur les initiatives et priorités de l'UIT pour la région des États arabes. Elle a consisté à célébrer les réalisations de la cohorte sortante de représentants des groupes pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect pour les États arabes, à accueillir la nouvelle cohorte de représentants, et à faciliter le transfert de connaissances et le mentorat. La manifestation, à laquelle ont participé 20 représentants des groupes pour la jeunesse des États arabes, ainsi que des membres du personnel des bureaux régionaux de l'UIT et des collègues de l'initiative Generation Connect, a mis en évidence l'importance de la participation des jeunes à l'innovation numérique. Parmi les principaux points à retenir figurent la nécessité d'une participation active aux manifestations de l'UIT, l'importance des activités de mentorat menées par les anciens de l'initiative Generation Connect et les possibilités de nouer des partenariats plus forts pour stimuler des initiatives porteuses d'effets dans le domaine des TIC dans la région. Les informations ainsi recueillies contribueront à la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse.  • Dans le cadre du Programme annuel de leadership des jeunes de l'initiative Generation Connect (GCYLP), trois sessions de rattrapage régionales sont prévues entre août 2025 et janvier 2026. La première réunion régionale de présentation et de rattrapage des États arabes, qui s'est tenue en ligne le 15 août 2024, visait à présenter les boursiers du Programme GCYLP issus de la région et à donner un aperçu des initiatives régionales et des grandes priorités de l'UIT dans la région. Elle a constitué un cadre utile pour examiner les initiatives régionales de l'UIT et les projets GCYLP et a facilité le transfert de connaissances et le mentorat. La manifestation, à laquelle ont participé quatre boursiers du programme GCYLP des États arabes, l'UIT, le personnel régional de Huawei et un collègue de l'initiative Generation Connect, a mis en évidence l'importance de la participation des jeunes à l'innovation numérique. Les informations obtenues contribueront à la poursuite de la mise en œuvre des projets GCYLP et de la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse, favorisant ainsi un environnement collaboratif pour les futures initiatives de développement du numérique dans la région des États arabes.  • Le Bureau régional pour les États arabes a facilité les consultations régionales des représentants GCYE, et un rapport sur les résultats régionaux présentant les vues, les intérêts, les préoccupations et les perspectives desdits représentants dans le monde arabe sur des questions liées aux TIC qui sont importantes pour le développement éducatif et socio-économique de la jeunesse arabe dans le cadre du processus de transformation numérique régional et mondial a été soumis en novembre 2024.  • Les représentants GCYE des États arabes ont contribué activement à autonomiser et à mobiliser à travers leur participation à des manifestations régionales et mondiales telles que le Forum mondial de l'innovation, la manifestation de passage de témoin et l'atelier ICodi.  **ARB2: Renforcer la confiance, la sécurité et la confidentialité dans les télécommunications/TIC**  • En collaboration avec le Centre national de cybersécurité (NCSC) du Royaume de Bahreïn, un atelier régional sur la gestion de la cybersécurité a été organisé. L'objectif principal de cet atelier était d'expliquer les différents rôles et responsabilités liés à la gestion de crise en cas de cyberattaque.  • En outre, un appui technique a été fourni au Centre NCSC du Royaume de Bahreïn dans le cadre d'un atelier sur l'Indice mondial de cybersécurité.  • En collaboration avec la CESAO, l'Organisation arabe des technologies de l'information et de la communication et l'Internet Society, un atelier sur l'instauration de la confiance dans les services publics numériques a été organisé afin de présenter des stratégies concrètes pour améliorer la cybersécurité.  • Des cyberexercices et des formations techniques ont été organisés afin de renforcer la culture de la cybersécurité dans les États arabes.  • Des ateliers et des formations sur la réglementation numérique et la cybersécurité ont été organisés dans le cadre de la collaboration active entre le Royaume d'Arabie saoudite et le BDT-UIT en matière de cybersécurité, renforçant le rôle du pays dans le paysage mondial des télécommunications.  • En 2024, le premier cyberexercice mondial, qui s'est tenu à Dubaï, a enregistré une participation record de plus de 104 pays avec des représentants de ministères et du secteur privé, des régulateurs et d'autres parties prenantes. Les exercices ont eu un grand succès. Un nouveau record du monde a été enregistré dans le livre Guinness des records.  **ARB3: Développer l'infrastructure numérique au service des villes et des communautés intelligentes et durables**  • En 2024, conclusion d'un accord relatif à un projet axé sur l'intelligence et la durabilité. Le projet conclu entre le BDT et l'Autorité nationale de régulation des télécommunications (NTRA) de l'Égypte a commencé à être mis en œuvre avec succès avec l'élaboration d'un cadre pour les villes et communautés intelligentes et durables adapté à l'Égypte, qui devrait être achevé d'ici au 30 mars 2025.  • Un forum national sur le thème "La 5G et au-delà: créer des villes et des communautés intelligentes et durables pour l'Égypte", prévu les 10 et 11 décembre 2024 au "Smart Village" (Égypte), vise à obtenir des résultats concrets en réunissant des experts, des décideurs, des dirigeants du secteur et des parties prenantes du monde entier. Le Forum aura pour objet d'exploiter le potentiel de transformation de la 5G et des technologies émergentes pour faire progresser le développement urbain intelligent et durable, en favorisant la collaboration et l'innovation pour un avenir connecté.  **ARB4: Renforcer les capacités et encourager l'innovation, l'entrepreneuriat et l'anticipation dans le domaine du numérique**  • Amélioration des écosystèmes de l'innovation grâce à l'établissement d'un profil d'innovation numérique pour Bahreïn et au développement en cours d'infrastructures publiques numériques pour le Qatar et la Jordanie. L'objectif est de recenser les difficultés auxquelles sont confrontés les écosystèmes de l'innovation numérique et d'élaborer des recommandations clés pour faire passer l'écosystème au niveau supérieur, conformément aux objectifs de développement nationaux.  • En Tunisie, quelque 200 employés du secteur public ont bénéficié d'une formation sur un éventail de compétences numériques proposée par l'Académie de l'UIT dans le cadre d'un projet conjoint avec l'Agence GIZ.  • Tout au long d'un forum, les représentants GCYE des États arabes ont participé activement à des sessions portant sur des sujets tels que l'IA, la réduction de la fracture entre les jeunes grâce à des stages, et le pouvoir d'innovation de la narration. Ces sessions ont permis d'assurer une meilleure compréhension des outils et applications d'IA et d'insister sur l'importance des stratégies de communication inclusives dans le paysage numérique d'aujourd'hui. En outre, grâce à sa participation, la Tunisie a acquis de précieuses compétences en matière de réflexion stratégique, de transformation numérique, de direction et de communication interculturelle. L'expérience acquise à ce forum a renforcé son engagement en faveur de projets axés sur le progrès durable et montré le rôle essentiel du travail d'équipe et de la collaboration internationale pour progresser vers un avenir numérique plus inclusif.  • Une contribution en nature a fait l'objet d'un accord signé avec l'Autorité de régulation des télécommunications et des services publics numériques (TDRA) des Émirats arabes unis concernant iCodi, dans le but d'organiser chaque année un atelier mondial et un atelier régional pendant les deux prochaines années, afin d'encourager l'idéation et l'innovation. Sur la base de cet accord, un atelier iCodi régional a été organisé à Dubaï du 19 au 22 novembre 2024, afin d'établir une analyse prospective stratégique régionale et de définir les priorités régionales sur la base de cette analyse.  • Trois des représentants GCYE des États arabes ont participé activement à l'atelier iCodi tenu à Dubaï du 19 au 22 novembre. Ce rassemblement inclusif a offert à la jeunesse arabe un cadre collaboratif permettant de relever les défis régionaux et d'étudier les possibilités qui se font jour. Il a également constitué pour ces jeunes le cadre idéal pour approfondir leurs recherches, qu'ils ont menées en vue de la CMDT. En présentant leurs idées et leurs recommandations aux États Membres et à d'autres parties prenantes, les jeunes participants apportent un point de vue unique et important sur les défis auxquels fait face la région, en permettant à la prochaine génération de se faire entendre et de faire valoir ses priorités.  • Au Liban, avec l'appui considérable et la participation active d'OGERO, l'accent a été mis sur la protection en ligne des enfants, témoignant ainsi de la volonté de créer un environnement en ligne plus sûr pour la jeune génération.  **ARB5: Élaborer des moyens pour réglementer le numérique**  • En février et juillet 2024, des ateliers collaboratifs nationaux sur la réglementation du numérique ont été organisés à Oman et au Qatar, respectivement. Ces ateliers portaient sur l'évolution de la réglementation des TIC et sur l'application du cadre unifié de l'UIT et des indicateurs réglementaires; ils ont contribué à approfondir les connaissances des parties prenantes concernant les outils réglementaires propres à appuyer la formulation et l'évaluation de politiques efficaces dans les deux contextes.  • L'UIT a entamé les analyses collaboratives sur la réglementation nationale en matière de numérique pour Oman et le Qatar, qui devraient être achevées d'ici à décembre 2024. Ces analyses visent à examiner les incidences de la gouvernance collaborative et des outils réglementaires évolués sur la gestion des marchés des TIC et du numérique, et offrent des perspectives concrètes pour renforcer les écosystèmes réglementaires des deux pays.  • La deuxième phase de l'examen et de l'analyse du marché des TIC et du cadre réglementaire de tarification pour l'Autorité syrienne de régulation des postes et des télécommunications (SyTPRA) a été menée à bien; le ministère et le régulateur ont ainsi reçu des indications pour mettre en forme définitivement les résultats de l'examen du marché et formuler des recommandations concernant la réglementation relative à la tarification des services TIC. Le 28 octobre, l'UIT a organisé un atelier multi-parties prenantes national virtuel, auquel ont participé tous les opérateurs de réseaux mobiles, les fournisseurs de services Internet en Syrie et d'autres représentants de premier plan, afin d'étudier le contexte et d'encourager la collaboration.  • L'UIT a dirigé plusieurs sessions dans différents pays, en privilégiant en particulier les PMA, pour examiner l'outil de suivi réglementaire de l'UIT et les cadres de référence pour la réglementation de cinquième génération. Ces sessions visaient à approfondir les connaissances des participants concernant ces outils de l'UIT et leur application, afin de faire progresser la réglementation numérique.  **Bureau régional de l'UIT pour l'Asie-Pacifique:**  **Le Bureau régional pour l'Asie-Pacifique continue de collaborer activement à la mise en œuvre de plusieurs projets et activités dans l'ensemble de la région, principalement en fournissant un appui aux États Membres dans le cadre de partenariats multipartites visant à accélérer la transformation numérique et le passage à l'économie numérique, à renforcer les compétences numériques et à favoriser la coopération en vue d'améliorer la connectivité, conformément aux initiatives régionales énoncées dans le Plan d'action de Kigali. Les principales activités et réalisations sont les suivantes:**  • Le BDT a mis en place une coopération avec le [Groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral (ITTLLDC)](https://land-locked.org/) et organisé avec ce dernier une manifestation axée sur les défis communs auxquels sont confrontés les pays en développement sans littoral d'Asie-Pacifique et de la région de la CEI pour élaborer des politiques efficaces dans un secteur numérique en constante expansion. Le Centre a demandé à devenir membre de Secteur de l'UIT-D en 2024.  • En collaboration avec d'autres organismes et partenaires, le BDT a organisé huit manifestations dans le cadre de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC dans de nombreux pays, dont les Fidji, l'Indonésie, Kiribati, Micronésie, Nauru, le Pakistan, les Philippines, la Thaïlande, le Timor-Leste, les Tonga, et dans les pays membres de l'ASEAN, avec l'objectif de contribuer à la mise en œuvre de programmes de formation aux compétences numériques et d'autres activités connexes en faveur des filles et des jeunes femmes de la région. Ces manifestations ont attiré plus de 2 200 participants, dont des filles, des jeunes femmes et des enseignants, qui ont pris part à 63 programmes de formation aux compétences numériques et à des activités s'y rapportant dans le cadre de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC, qui s'est déroulée du 27 avril au 17 novembre 2024. Ces activités ont demandé des échanges avec les responsables des questions de genre dans les 11 pays de la région susmentionnés et ont été réalisées grâce à la collaboration de plus de 100 partenaires issus des secteurs public et privé, d'organismes des Nations Unies, d'universités et d'organisations de la société civile.  **Bureau régional de l'UIT pour la Communauté des États indépendants:**  **Le Bureau régional pour la Communauté des États indépendants continue de mettre en œuvre des projets et des initiatives dans toute la région, principalement en aidant les États Membres à mieux faire connaître les technologies 5G et leur déploiement, à améliorer la réglementation numérique et les données relatives aux TIC, à réagir aux incidents de cybersécurité et à accélérer le processus de transformation numérique, conformément aux initiatives régionales énoncées dans le Plan d'action de Kigali.**  **Bureau régional de l'UIT pour l'Europe:**  **Le Bureau régional pour l'Europe a participé à diverses activités de coordination régionale en fournissant un appui aux États Membres, essentiellement pour faciliter le développement numérique et renforcer les possibilités de coopération dans les domaines de la cybersécurité, de la résilience, de l'innovation, de l'inclusion numérique, de la réglementation et du développement des compétences numériques, conformément aux initiatives régionales énoncées dans le Plan d'action de Kigali.**  • Élargir le partenariat entre l'UIT et la Commission européenne dans le cadre du Global Gateway, pour faire de l'UIT le partenaire potentiel pour les projets de moyenne et grande envergure. Des possibilités de financement ont été recensées, ce qui a permis de faciliter la cocréation de nouveaux projets mondiaux et régionaux. Il s'agissait notamment de définir le concept et de préparer la documentation du projet concernant le contrat relatif à la cartographie du large bande en Afrique, d'une valeur de 15 millions d'euros.  • Les priorités régionales ont été prises en compte à travers la mise en œuvre de plusieurs mesures au titre d'initiatives régionales de l'UIT-D. Une assistance technique a été fournie à neuf pays dans les domaines de la connectivité, de la résilience numérique, des compétences numériques, de l'inclusion numérique et de la protection en ligne des enfants, entre autres.  • Conformément à la Résolution 1408 du Conseil, l'UIT a mené à bien diverses activités visant à appuyer la reconstruction et la remise en état de l'infrastructure de l'Ukraine. Ces activités comprennent une coordination régulière avec les autorités ukrainiennes et une participation active aux initiatives de l'équipe de pays des Nations Unies, notamment la contribution à l'Évaluation rapide des dommages et des besoins. Pour obtenir l'appui d'organismes de financement, l'UIT a préparé dix propositions initiales de projet adaptées aux besoins de l'Ukraine. En outre, le profil de pays de l'Ukraine en matière de développement numérique a été établi; il fournit un cadre stratégique pour faire progresser la transformation numérique. Les initiatives de renforcement des capacités, telles qu'une série d'ateliers virtuels sur la 5G et l'atelier UIT-TAIEX sur la mise en œuvre de la 5G, ont beaucoup contribué à doter les parties prenantes de connaissances essentielles. Grâce à la coordination qu'elle assure avec les partenaires et bailleurs de fonds internationaux, l'UIT continue de jouer un rôle déterminant dans la mobilisation des ressources et des compétences techniques pour accélérer le redressement et le développement numériques de l'Ukraine.  • Une session spéciale sur les compétences numériques à l'intention des équipes de pays des Nations Unies pour la région de l'Europe et de l'Asie centrale est prévue le 11 décembre 2024; elle sera organisée en collaboration avec le Groupe des Nations Unies sur la transformation numérique pour l'Europe et l'Asie centrale.  • Les travaux préparatoires en vue de l'évaluation de la maîtrise des outils numériques de la population adulte à Moldova, menée conjointement par l'UIT et l'OIT, ont commencé, et offrent ainsi de nouvelles possibilités d'élargir le portefeuille d'assistance technique en partenariat avec d'autres institutions des Nations Unies. | | **Afrique:**  • L'UIT a aidé le Tchad et le Rwanda à élaborer leur stratégie nationale globale en matière de cybersécurité.  **Amériques:**  • AMS RI 1: nouveau projet UIT-Huawei visant à appuyer la mise en œuvre des initiatives régionales.  • + de 2 300 jeunes filles et femmes ont bénéficié des activités menées dans le cadre de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC.  • + de 200 petits entrepreneurs ont renforcé leurs compétences numériques grâce au kit pratique de l'UIT sur la transformation numérique.  • Nouvelle étude sur le large bande fixe en Amérique latine. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 16 de la CMDT | |
| **Commission d'études** | Toutes les Questions de la CE 1 sur la mise en place d'un environnement propice à une connectivité efficace et de la CE 2 sur la transformation numérique. | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Catalyseur 3 de l'UIT-D: Diversité et inclusion  *Élaborer des stratégies et des solutions en matière d'inclusion numérique* | | |
| ***Réalisation****: renforcement de la capacité des membres de l'UIT à élaborer des stratégies, des politiques et des pratiques en faveur de l'inclusion et de l'équité numériques, en particulier pour l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, des personnes handicapées, des personnes ayant des besoins particuliers ainsi que des ménages à faible revenu.* | | |
| Produits | | Points à retenir |
| ***Le BDT a contribué au renforcement des capacités des États Membres, des décideurs et des groupes cibles en mobilisant des fonctionnaires fournissant des conseils spécialisés et en dispensant des sessions de formation sur l'inclusion numérique concernant l'égalité hommes-femmes, l'accessibilité des TIC/du numérique pour les jeunes, les personnes âgées et les communautés autochtones et isolées.***  **Avis de spécialistes: l'UIT-D s'est employé à appuyer, par des conseils d'experts et des informations sur les questions d'inclusion numérique** (accessibilité des TIC, inclusion numérique des personnes âgées, questions de genre et autonomisation des jeunes pour la transformation numérique), les travaux des commissions d'études de l'UIT, les réunions et manifestations thématiques aux niveaux régional et mondial, ainsi que les rapports dans l'ensemble du système des Nations Unies dans le cadre de travaux intersectoriels.  **Approfondissement des connaissances des décideurs: compétences de plus de 800 décideurs améliorées** dans la formulation et la mise en œuvre de politiques et de stratégies d'inclusion numérique ainsi que dans le renforcement de la participation de tous dans la société et l'économie numériques **grâce à des ateliers de renforcement des capacités dans le domaine de l'accessibilité des TIC et de l'intégration des mesures d'inclusion numérique pour tous**. Cette réalisation a été rendue possible grâce à **des interventions et des sessions de formation, organisées dans le cadre de 11 manifestations (dont six en ligne et cinq en présentiel) à travers le monde**, notamment l'édition 2024 de RIFENTOUR4GirlsinICT, le Forum du SMSI, le Sommet sur l'IA au service du bien social, la réunion d'experts du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) sur les droits de l'homme des personnes âgées, l'initiative des Nations Unies sur l'intégration des connaissances sur le vieillissement, le programme du G20 relatif à la 5ème réunion du Groupe de travail sur l'économie numérique et à la réunion ministérielle sur l'économie numérique, la manifestation Amériques accessibles et les dialogues de haut niveau menés par les Membres de l'UIT (Question 7/1 de la CE 1) **et dans les régions** (notamment la manifestation de l'UIT sur l'accessibilité des TIC pour tous dans la région Amériques). En outre, **1 055 participants de 144 pays, dont 74% de ressortissants de pays en développement et 42% de femmes**, se sont inscrits à des **cours de formation en ligne à suivre à son rythme et dirigés par des tuteurs sur des questions telles que l'accessibilité des TIC, les personnes âgées et les peuples autochtones**, dispensés dans le cadre de l'Académie de l'UIT. Une formation à suivre à son rythme, basée sur le Manuel sur l'intégration du principe de la problématique hommes-femmes dans les politiques relatives au numérique, est en cours de création en anglais et en français et sera disponible au premier trimestre de 2025 sur le site de l'Académie de l'UIT.  **Dans la région Amériques**, à l'occasion de l'initiative "Amériques accessibles" qui s'est tenue en novembre 2024 au Mexique, le BDT a dispensé une formation à l'intention des dirigeants, **contribuant à sensibiliser davantage les États Membres à l'inclusion numérique et à l'accessibilité des TIC, comme en témoigne leur volonté d'adopter des politiques et des stratégies en matière d'accessibilité des TIC au niveau national**. L'initiative "Amériques accessibles" a donné aux États Membres l'occasion d'échanger des bonnes pratiques en matière de politiques numériques dans le domaine des TIC et de promouvoir l'inclusion numérique. En outre, une formation sur les compétences en gestion de projets et la maintenance des réseaux TIC a été organisée à l'intention des communautés autochtones et isolées d'Amérique latine. Suivie par 133 participants de 11 pays, la formation a mis l'accent sur l'application pratique des connaissances pour conférer aux individus des communautés autochtones et rurales une autonomie accrue.  • **En Afrique**, un premier projet de **Stratégie nationale pour l'inclusion numérique au Burundi** a été élaboré. Cette initiative stratégique a permis de mieux sensibiliser les parties prenantes et de renforcer leur capacité à concevoir et à mettre en œuvre des stratégies efficaces en matière d'inclusion numérique.  • **Dans la région Asie-Pacifique**, la participation de l'UIT à la réunion régionale sur le renforcement de la maîtrise des outils numériques chez les personnes âgées, organisée conjointement par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) des Nations Unies et le Centre de recherche sur le développement et la population de la Chine (CPDRC) à Beijing les 1er et 2 août 2024, a contribué à améliorer la sensibilisation aux **besoins de maîtrise des outils numériques chez les personnes âgées** et à assurer une meilleure compréhension à cet égard. Cette participation a permis de renforcer les efforts déployés par l'UIT pour réduire les fractures numériques liées à l'âge et au genre; des informations sur la dynamique entre les âges et les sexes en matière d'accès au numérique et de maîtrise des outils numériques ont été présentées à l'aide des statistiques du Centre de données de l'UIT et des travaux sur l'accessibilité numérique. La réunion a rassemblé 40 participants, dont des représentants de gouvernements, d'associations de personnes âgées, d'établissements universitaires et de la société civile, qui ont partagé des bonnes pratiques, des cas d'utilisation et des tendances dans le but de relever les défis que rencontrent les personnes âgées en matière de maîtrise des outils numériques. Les discussions ont essentiellement porté sur la mise au point d'outils de formation tenant compte des questions de genre, le renforcement des capacités des parties prenantes et le renforcement des cadres politiques pour autonomiser les personnes âgées, en particulier les femmes âgées, et favoriser une plus grande inclusion sociale et un meilleur accès aux services numériques essentiels. Dans le cadre de cette collaboration, l'UIT a réaffirmé sa volonté d'apporter un appui aux associations de personnes âgées et de réfléchir à des partenariats pour promouvoir la maîtrise des outils numériques dans la région Asie-Pacifique.  • **Dans la CEI**, un atelier de l'UIT intitulé "Technologies évoluées au service de sociétés durables, inclusives et accessibles" s'est tenu à Minsk (Bélarus). Organisé en collaboration avec l'Académie des communications du Bélarus et l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation, et avec le soutien du Ministère des communications et de l'informatisation de la République du Bélarus, cet atelier a servi de cadre régional pour la promotion de l'accessibilité des TIC et des compétences numériques. L'objectif premier de cet atelier était d'assurer une meilleure compréhension, pour les parties prenantes, des politiques et stratégies d'inclusion numérique, tout en encourageant l'échange de bonnes pratiques en matière  d'accessibilité des TIC. Il a également mis en avant les applications réussies de programmes éducatifs conçus pour les personnes en situation de handicap et les personnes ayant des besoins particuliers, qui visent à garantir l'autonomisation et l'inclusion numériques pour tous.  **Développement des connaissances pour les groupes cibles de l'inclusion numérique**: au total, 13 cours de formation ont été créés par l'intermédiaire de l'Académie de l'UIT. Dans le cadre de l'initiative EQUALS **HerDigitalSkills**, 23 ateliers et sessions de mentorat ont été organisés en collaboration avec des partenaires tels que Qualcomm, Verizon et Ernst & Young, au profit de 1 448 jeunes filles et jeunes femmes dans 14 pays d'Afrique, des Amériques, d'Europe et d'Asie-Pacifique.  La **formation sur les TIC pour les populations autochtones d'Afrique** est un programme conçu sur mesure pour les communautés rurales, établi à partir de la transposition d'un modèle qui a fait ses preuves en Amérique latine au contexte africain. Il a permis aux groupes de populations autochtones d'acquérir des connaissances de base en matière de TIC et des compétences pratiques dans le domaine du numérique, en leur donnant les moyens de participer efficacement à l'économie numérique et de contribuer au développement local et national. Le programme s'avère efficace et contribue à renforcer la maîtrise des outils numériques et à faire émerger des entrepreneurs du numérique dans ces communautés, ce qui témoigne de son succès et de son potentiel de reproduction dans d'autres régions.  **Ressources: augmentation du nombre d'outils et de ressources existants (plus de 75) pour appuyer les mesures prises par les membres de l'UIT en faveur de l'inclusion numérique grâce à six supports d'information supplémentaires**, dont le nouveau [kit pratique UIT-OMS sur la mise en œuvre des services de télésanté accessibles](https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/378483/9789240094161-eng.pdf?sequence=1).  **Célébrations de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC tout au long de l'année**: la **Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC a été célébrée** dans le monde entier et tout au long de l'année, avec 193 manifestations et activités organisées par des parties prenantes actives du monde entier dans plus de 84 pays, qui ont donné envie à plus de 40 000 jeunes filles et jeunes femmes de réussir dans les domaines des sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM).  **Dans la région des États arabes**, les célébrations régionales de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC de 2024 se sont tenues au Liban le 29 avril 2024 dans les locaux d'OGERO, qui s'est associée à l'UIT pour organiser une manifestation inspirante à laquelle ont participé 35 jeunes filles du secondaire issues d'établissements scolaires publics, qui ont bénéficié d'une occasion unique de rencontrer des dirigeantes de la région des États arabes. De plus, ces jeunes filles ont profité d'une journée portes ouvertes lors de laquelle elles ont pu découvrir notamment la direction technique, le centre de données et même le supercalculateur. Une autre manifestation visant à célébrer la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC s'est tenue à Mansoura (Égypte) le 30 avril. La manifestation était organisée par le Ministère des communications et des technologies de l'information en collaboration avec l'UIT et Delta American Schools (DAS). Cette manifestation, à laquelle ont participé 250 jeunes filles, a mis en avant le rôle de premier plan joué par les jeunes filles dans la sensibilisation à la citoyenneté numérique et visait à leur donner les moyens de devenir des défenseuses de la citoyenneté numérique en s'inspirant de modèles de pairs influents. En Palestine, une campagne nationale sur les jeunes filles dans le secteur des TIC a été organisée le 8 mai 2024; les membres du Comité de direction de l'organisation de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC (dont fait partie l'UIT) et les partenaires ont été invités à présenter les nouvelles initiatives qu'ils ont lancées au cours de l'année, comme des concours, des ateliers et des formations liés aux compétences en matière de direction et à l'entrepreneuriat à l'intention des jeunes filles et des jeunes femmes.  **Dans la région Europe**, le 25 avril 2024, la manifestation "Les jeunes filles dans le secteur des TIC en Europe" sur le thème des fonctions de direction s'est déroulée virtuellement. L'initiative visait à encourager les jeunes filles à poursuivre une carrière dans le secteur des TIC et à les doter des outils et des ressources nécessaires pour réussir. Le thème de cette année, à savoir les fonctions de direction, a été défini en consultation avec les jeunes et met en relief la nécessité absolue de disposer de modèles féminins forts dans les STEM. La manifestation a également mis en avant la participation de représentants du Groupe pour la jeunesse en Europe – Generation Connect, en se concentrant sur la manière dont les jeunes femmes participent à la transformation numérique en Europe, les défis qu'elles rencontrent et leurs aspirations.  Le 4 septembre 2024, une manifestation spéciale organisée à l'intention du Réseau de femmes (NoW) sur le thème "Donner les moyens d'assurer l'équilibre hommes-femmes à l'UIT-D: une voie à suivre pour la région Europe" s'est tenue en marge de la séance plénière Com-UIT de la Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications (CEPT). Cette manifestation avait pour objectif d'encourager les administrations à promouvoir activement une plus grande participation des femmes aux activités de l'UIT et à renforcer leur représentation dans les délégations. Elle a également porté sur les principales possibilités d'autonomiser les femmes dans l'espace numérique et d'encourager leur participation active aux travaux de l'UIT, en mettant l'accent sur l'importance de l'équilibre hommes-femmes pour favoriser un développement numérique inclusif dans la région.  Au cours de cette même manifestation, une autre manifestation spéciale a été organisée sur le thème "Groupe pour la jeunesse en Europe: Dialogue intergénérationnel avec une nouvelle cohorte de représentants européens". Cela a permis de renforcer les liens entre les administrations et les représentants du groupe pour la jeunesse Generation Connect, ainsi que leur participation aux dialogues régionaux et aux projets mis en œuvre au niveau national.  Un excellent exemple d'engagement régional et mondial est le Forum mondial de l'innovation, qui a permis aux représentants pour la jeunesse de participer efficacement aux discussions sur la promotion de l'innovation numérique, tant en Europe qu'à l'échelle mondiale. En outre, la participation concrète des représentants européens du groupe pour la jeunesse Generation Connect au niveau national a été illustrée par le lancement du projet "DART" en Albanie. Leur participation à cette manifestation a été déterminante, car le point de vue des jeunes a été pris en compte dans l'exercice de création conjointe, qui constitue la base de la stratégie en matière d'agriculture numérique de l'Albanie. Ainsi, la prochaine génération a pu faire entendre sa voix en ce qui concerne la construction de l'avenir numérique du pays.  **Dans la région Asie-Pacifique**, des célébrations ont été organisées dans 11 pays, dont l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et Vanuatu. Plus de 3 000 participants, dont 1 200 dans le Pacifique, 700 en Thaïlande, 500 en Inde et 400 aux Philippines, ont participé à des séances de codage, à des formations sur la maîtrise des outils numériques, à des ateliers sur la sécurité en ligne et à des programmes à l'intention des dirigeants, organisés en collaboration avec des gouvernements, des institutions des Nations Unies, le secteur privé et la société civile. Ces activités ont favorisé la constitution d'un solide réseau communautaire qui a permis de donner plus de moyens d'action aux femmes et d'encourager la promotion des TIC. Des concertations avec des partenaires tels que le Bureau de la Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications de la Thaïlande et le Ministère des télécommunications de l'Inde ont ouvert des pistes de financement durable, assurant ainsi au programme en question des effets prolongés et l'extension de ce dernier en 2025 et au-delà. Cette collaboration a permis de renforcer les partenariats et de jeter les bases d'une mobilisation soutenue; elle favorise ainsi l'inclusion des femmes dans le secteur des TIC et offre de nouvelles possibilités aux femmes et aux jeunes filles dans le secteur du numérique.  **Participation des jeunes: le BDT a encouragé la participation et les présentations de 184 représentants des groupes pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect à diverses activités, réunions et manifestations du BDT. La participation à diverses activités et manifestations**, notamment la participation de 4 représentants GCYE au Forum mondial de l'innovation tenu à Malte, la désignation de représentants des groupes pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect en vue d'une participation au programme mondial de jeunes leaders du WIC en Chine, et la désignation de 3 représentants GCYE en vue d'une participation au Forum de la jeunesse des pays en développement sans littoral (LLDC3), a permis aux jeunes de bénéficier d'occasions concrètes de devenir des acteurs du changement numérique. La nouvelle cohorte de représentants GCYE, composée de 184 jeunes sources d'inspiration de 64 pays, a participé à des sessions sur mesure et à des cours en ligne à suivre à son rythme dans le cadre de son programme de renforcement des connaissances et de mentorat sur des sujets tels que les travaux de l'UIT et de ses trois Secteurs, le Plan d'action de Kigali, l'inclusion numérique, l'accessibilité des TIC et du web, la jeunesse et la cybersécurité, l'accès égal et équitable des jeunes aux TIC et l'utilisation de ces technologies par les jeunes, l'accent étant mis sur les groupes vulnérables, en particulier les communautés rurales et isolées et les communications numériques dans les situations d'urgence, entre autres.  Le **Bureau régional pour les États arabes** a facilité les consultations régionales des représentants GCYE, et un rapport sur les résultats régionaux présentant les vues, les intérêts, les préoccupations et les perspectives desdits représentants dans le monde arabe sur des questions liées aux TIC qui sont importantes pour le développement éducatif et socio-économique de la jeunesse arabe dans le cadre du processus de transformation numérique régional et mondial a été soumis en novembre 2024. En outre, les représentants GCYE des États arabes ont contribué activement à autonomiser et à mobiliser à travers leur participation à des manifestations régionales et mondiales telles que le Forum mondial de l'innovation, la manifestation de passage de témoin et l'atelier ICodi.  Le Bureau régional pour les États arabes a organisé la manifestation de passage de témoin pour la région des États arabes, qui s'est tenue en ligne le 1er juillet 2024. Elle a consisté à célébrer les réalisations de la cohorte sortante de représentants des groupes pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect pour les États arabes, à accueillir la nouvelle cohorte de représentants, et à faciliter le transfert de connaissances et le mentorat. La manifestation, à laquelle ont participé 20 représentants des groupes pour la jeunesse des États arabes, ainsi que des membres du personnel des bureaux régionaux de l'UIT et des collègues de l'initiative Generation Connect, a mis en évidence l'importance de la participation des jeunes à l'innovation numérique. Parmi les principaux points à retenir figurent la nécessité d'une participation active aux manifestations de l'UIT, l'importance des activités de mentorat menées par les anciens de l'initiative Generation Connect et les possibilités de nouer des partenariats plus forts pour stimuler des initiatives porteuses d'effets dans le domaine des TIC dans la région. Les informations ainsi recueillies contribueront à la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse.  **Dans la région Amériques**, dans le cadre du séminaire sous-régional "Priorités pour les jeunes dans le monde numérique: emploi et éducation" qui s'est tenu à Santiago (Chili) le 17 mai 2024, des dirigeants des Administrations de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay, ainsi que le Sous-Secrétaire aux télécommunications du gouvernement chilien, ont participé à une manifestation régionale de célébration de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, lors de laquelle ils ont abordé le thème de cette année, à savoir "L'innovation numérique au service du développement durable", et mis en avant le rôle des jeunes. Des chefs de file du secteur des télécommunications du Chili, comme Entel, WOM et Claro, ont également participé à cette manifestation.  Le **Bureau de l'UIT pour la région Europe** a organisé une manifestation parallèle de l'initiative Generation Connect – Groupe pour la jeunesse en Europe pendant la séance plénière COM-UIT de la CEPT. La réunion visait à présenter la nouvelle cohorte de représentants GCYE aux représentants de pays européens, afin de favoriser davantage encore le dialogue et l'inclusion des jeunes.  Le **Bureau régional pour l'Afrique** a organisé une cérémonie de passage de témoin vibrante et symbolique au cours de laquelle les anciens représentants GCYE ont échangé avec les nouveaux représentants de la jeunesse en leur faisant part de leur expérience et en leur donnant des conseils. Cette manifestation axée sur le mentorat a mis l'accent sur la continuité, l'importance croissante de l'aptitude à diriger et une vision commune. Elle avait notamment pour objet de galvaniser la prochaine génération de représentants des groupes pour la jeunesse, afin que ceux-ci fassent en sorte que les jeunes participent au développement du numérique aux côtés des chefs de file du numérique.  Les représentants africains des groupes pour la jeunesse ont également pris part à de larges consultations par le biais de recherches et de dialogues collaboratifs, qui ont débouché sur des recommandations détaillées concernant le développement numérique. Ces recommandations détaillées et instructives seront présentées avant les grandes manifestations mondiales, notamment le Sommet mondial de la jeunesse, le Forum régional sur le développement et les réunions préparatoires en vue de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT).  **Dans la région Asie-Pacifique**, les capacités des jeunes ont été renforcées grâce à l'initiative Generation Connect pour l'Asie-Pacifique (GC-ASP), qui a enregistré des progrès notables en 2024 et renforcé l'innovation et la mobilisation dans le domaine du numérique dans l'ensemble de la région. Le recrutement de 21 nouveaux représentants de la jeunesse originaires de sept pays a contribué à élargir la portée du programme, lequel est appuyé par des formations et des consultations régionales intégrées. Le Bureau régional de l'UIT a célébré les réalisations de la cohorte sortante et souhaité la bienvenue aux nouveaux membres à l'occasion de la manifestation de passage de témoin tenue le 11 juillet, à laquelle ont participé 41 représentants des groupes pour la jeunesse. Les représentants des groupes pour la jeunesse ont encore renforcé leurs capacités en participant à des manifestations internationales importantes, notamment l'AMNT-24 en Inde, le Forum mondial de l'innovation à Malte et le séminaire UIT-MIIT en Chine, où ils ont contribué activement aux discussions et aux résultats. Grâce à la collaboration avec Huawei, 10 représentants des groupes pour la jeunesse de divers pays ont participé au programme "Seeds for the Future 2024" en Chine, où ils ont pu se familiariser avec des technologies évoluées comme l'IA, la 5G et les technologies vertes. Ces initiatives ont permis aux jeunes d'acquérir des connaissances pratiques pour relever les défis mondiaux et accélérer la transformation numérique dans leur pays d'origine. En outre, le Bureau de l'UIT pour la région Asie-Pacifique a soutenu la mobilisation des jeunes lors des célébrations de la Journée internationale de la jeunesse aux Philippines, donnant ainsi encore plus d'ampleur aux efforts régionaux axés sur la jeunesse.  **Projets: l'UIT-D a mis au point des projets et des activités sur mesure à l'échelle mondiale, et pour des régions spécifiques comme les Amériques.**  En 2024, les membres du **Réseau de femmes de l'UIT-D** ont continué de se réunir et d'échanger des vues sur la problématique hommes-femmes, afin de réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes, principalement à l'occasion de la réunion de 2024 du GCDT, lors de laquelle s'est tenue une manifestation sociale intitulée "Intégration du principe de l'égalité hommes-femmes: de la musique aux actes", et du GSR-24, où une session interactive sur le thème "Réglementer pour produire des effets: principe de l'égalité hommes-femmes dans l'exercice des fonctions de direction" a réuni environ 135 femmes et hommes. En outre, dans le cadre du projet "Créer un réseau de femmes dirigeantes" appuyé par l'Arabie saoudite, un programme de mentorat a été mis au point pour permettre aux membres de l'UIT-D de s'inscrire comme mentors ou bénéficiaires. Cette initiative vise à faire en sorte que les femmes participent plus et exercent davantage de fonctions de direction dans le secteur des TIC, en particulier avant et pendant la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT-25).  Dans le cadre du projet "**Autonomiser les femmes et les jeunes filles pour mener le changement dans le secteur numérique**" soutenu par le Département d'État des États-Unis et mis en œuvre par l'UIT-D, de premiers projets de **rapports de pays sur l'égalité hommes-femmes dans les politiques numériques** ont été élaborés pour la République dominicaine et la Libye.  En ce qui concerne le **Programme de l'initiative Generation Connect à l'intention des jeunes dirigeants (GCYLP)**, les 30 boursiers dudit Programme faisant partie de la première cohorte ont été sélectionnés parmi plus de 5 000 candidats, et leurs noms ont été annoncés publiquement en mai 2024. Les boursiers ont ensuite participé à la Semaine du développement du Programme GCYLP, du 10 au 14 juin 2024 à Genève et à Zurich, où ils ont participé à 20 sessions de formation animées par 15 experts et dirigeants du secteur axées sur les fonctions de direction, l'innovation et la gestion de projets.  Les jeunes bénéficiaires ont reçu chacun une bourse de 5 000 USD pour mettre en œuvre des projets de développement numérique dans leurs communautés locales, et poursuivent leur année pleine de transformations placée sous le signe du leadership en participant à des séances mensuelles virtuelles de mentorat et d'établissement de rapports.  Les bénéficiaires du programme GCYLP ont participé activement à diverses manifestations mondiales. Quatorze (14) boursiers des six régions de l'UIT ont participé en tant qu'intervenants à des manifestations importantes, comme le Forum de l'UIT sur les compétences numériques à Bahreïn (septembre 2024), le Forum mondial de l'innovation de l'UIT à Malte (octobre 2024), la réunion de la Commission d'études 1 de l'UIT-D (novembre 2024), la COP29 en Azerbaïdjan (novembre 2024) et la Conférence mondiale de l'Internet [WIC] en Chine (novembre 2024).  La **région des États arabes** a organisé la première réunion régionale de présentation et de rattrapage des États arabes, qui s'est tenue en ligne le 15 août 2024 et qui visait à présenter les boursiers du Programme GCYLP issus de la région et à donner un aperçu des initiatives régionales et des grandes priorités de l'UIT dans la région. La manifestation, à laquelle ont participé quatre boursiers du programme GCYLP des États arabes, l'UIT, le personnel régional de Huawei et un collègue de l'initiative Generation Connect, a mis en évidence l'importance de la participation des jeunes à l'innovation numérique. Les informations obtenues contribueront à la poursuite de la mise en œuvre des projets GCYLP et de la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse, favorisant ainsi un environnement collaboratif pour les futures initiatives de développement du numérique dans la région des États arabes. | | • Autonomisation des groupes vulnérables et des communautés marginalisées.  • Renforcement des capacités des décideurs et des utilisateurs finals.  • Amélioration de l'accès aux outils et ressources en matière d'inclusion numérique.  • Renforcement des partenariats en faveur de l'inclusion numérique.  • Extension de l'initiative "Les jeunes filles dans le secteur des TIC" à toutes les régions.  • **Afrique**: Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie.  • **Asie-Pacifique**: Chine, Inde, Malaisie, Îles Marshall et Vanuatu.  • **Amériques**: Mexique, Paraguay.  • **Europe**: Malte. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 70, 175, 179, 184 et 198 de la PP; 11, 46, 55, 58, 67 et 76 de la CMDT | |
| **Commission d'études** | Question 7/1 – Accessibilité des télécommunications/TIC pour permettre des communications inclusives, en particulier pour les personnes handicapées | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Catalyseur 4 de l'UIT-D: Engagement en faveur de la durabilité environnementale  *Élaborer des stratégies et des solutions en matière d'adaptation aux changements climatiques* | | |
| ***Réalisation****: renforcement de la capacité des membres de l'UIT à concevoir des stratégies et des solutions en matière de télécommunications/TIC relatives à l'adaptation aux effets des changements climatiques et à l'atténuation de ces effets ainsi qu'à l'utilisation d'énergies vertes/renouvelables.* | | |
| Produits | | Points à retenir |
| **L'UIT-D continue de mettre à disposition des produits et services pour aider les États Membres à élaborer des stratégies et des solutions en matière d'adaptation aux changements climatiques.**  Le BDT a aidé le Gouvernement de la Zambie et les producteurs d'équipements électroniques du pays à établir le cadre réglementaire concernant les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et à mettre en place un système de responsabilité des producteurs d'équipements électroniques dans le pays. Dans le cadre de cette assistance, le BDT a convoqué une séance de réflexion à l'intention du personnel juridique du Gouvernement zambien afin d'examiner les dispositions du cadre réglementaire. Cette séance a eu lieu en juin 2024 à Lusaka. Toujours en juin 2024, le BDT a organisé à Lusaka un petit-déjeuner de haut niveau à l'intention des entités gouvernementales et du secteur privé participantes, afin de faire le point sur l'état d'avancement du projet. Enfin, il a organisé une séance d'échanges avec les producteurs d'équipements électroniques, afin de leur donner les moyens d'assumer leur responsabilité et de prendre connaissance de leurs préoccupations concernant la nouvelle réglementation. Une assistance a également été fournie au Gouvernement du Rwanda et aux producteurs d'équipements électroniques du pays. Pour les producteurs, cette assistance comprenait la mise au point d'un outil de paiement des droits de membre pour la fédération du secteur privé, qui fera office de nouveau système de conformité pour les producteurs d'équipements électroniques du Rwanda qui deviendront membres. Quant au Gouvernement, il a bénéficié d'une assistance du BDT pour renforcer davantage encore le cadre général de mise en œuvre relatif à la responsabilité élargie des producteurs d'équipements électroniques au Rwanda.  En Ouganda, le BDT a organisé une réunion de consultation des parties prenantes sur l'élaboration de la réglementation nationale relative au DEEE et sur la révision du plan d'action de mise en œuvre de la politique nationale de gestion des DEEE en vigueur. Cette réunion s'est tenue à Kampala en mai 2024. Le plan d'action de mise en œuvre révisé a été présenté au Gouvernement de l'Ouganda en octobre 2024. En août 2024, le BDT a apporté son soutien au Gouvernement thaïlandais en organisant un [atelier de consultation des parties prenantes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Pages/Events/2024/Circular%20Economy%20Meeting%20in%20Thailand/Regulating-Electronic-Waste-in-Thailand--Government-Consultation-Workshop.aspx) à Bangkok sur la mise en œuvre du projet de loi du pays sur les DEEE, sous l'angle de la mise en œuvre des responsabilités administratives et financières des producteurs. Un atelier de consultation sur le même thème a ensuite été organisé en tant que processus distinct, avec la participation du secteur privé, à Bangkok en décembre 2024. Dans le cadre du même projet, le BDT commence à prêter assistance au Gouvernement de la Mongolie dans le domaine de la réglementation des DEEE.  Toujours sur le thème de l'élaboration et de la mise en œuvre de la réglementation relative aux DEEE, le BDT a fourni une assistance technique au Gouvernement du Paraguay pour l'élaboration d'un décret sur la gestion des DEEE et l'organisation d'un [atelier de consultation publique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Pages/EVENTS/2024/eWasteWorkshop.aspx) et d'un [atelier de consultation du secteur privé](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Pages/EVENTS/2024/eWasteWorkshoppri.aspx), tous deux tenus à Asunción en octobre 2024. En outre, dans le cadre de la collaboration entre le FCDO et l'UIT, le BDT a organisé un atelier de consultation à l'intention du Gouvernement de l'Indonésie qui s'inscrit dans le processus d'établissement du système de responsabilité élargie des producteurs et de la réglementation qui vient de commencer, dans lequel l'accent est mis sur le secteur de l'électronique. Cette consultation a eu lieu en novembre 2024 à Jakarta et débouchera sur l'élaboration, par l'UIT, d'une feuille de route destinée à aider les pouvoirs publics, qui contiendra une proposition relative au système et à la réglementation. Le BDT a également tenu une [manifestation aux Seychelles](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/EVENTS/2024/Circular-Economy-on-Electronics-for-the-ICT-Sector-in-Seychelles-.aspx) en octobre 2024, dans le but d'aider les pouvoirs publics à établir une feuille de route de haut niveau sur la transition vers une économie circulaire dans le secteur de l'électronique.  En novembre 2024, le BDT a organisé à Bangkok une formation de renforcement des capacités axée sur [les éléments fondamentaux de la politique relative aux DEEE et le rôle des producteurs](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/fundamentals-e-waste-policy-and-role-producers), qui a rassemblé 26 participants de près de 20 pays. La formation a porté notamment sur des sujets fondamentaux liés à la politique et à la réglementation, à la responsabilité élargie des producteurs et aux principes de l'économie circulaire.  Dans le cadre de l'initiative sur le thème "Faire progresser l'action du secteur du numérique pour l'environnement afin de parvenir à la neutralité carbone du secteur", le BDT a continué d'améliorer le suivi des émissions du secteur des TIC et de la consommation d'énergie. Pour ce faire, l'UIT et la World Benchmarking Alliance ont publié le rapport "Greening Digital Companies 2024: Monitoring Emissions and Climate Commitments" (Pour des entreprises numériques plus écologiques: Suivi des émissions et des engagements climatiques), qui a pour objet d'analyser les émissions de gaz à effet de serre (GES) et la consommation d'énergie de 200 entreprises du numérique dans le monde. Il évalue non seulement leurs données et leurs objectifs climatiques, mais constitue également une ressource précieuse pour les entreprises, qui peuvent s'inspirer des bonnes pratiques et améliorer leurs résultats en matière de réduction des émissions. Le rapport met en lumière les émissions issues des activités et la consommation d'électricité du secteur des TIC, en mettant l'accent sur les 15 émissions de niveau 3 et sur l'augmentation de l'empreinte carbone provoquée par l'IA. Le rapport a été publié le 30 septembre et a fait l'objet d'un [communiqué de presse](https://www.itu.int/fr/mediacentre/Pages/PR-2024-09-30-Greening-Digital-Companies-report.aspx), de deux [webinaires](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Events/2024/GDC.aspx) et d'un article sur le [blog de l'UIT](https://www.itu.int/hub/2024/11/the-digital-sectors-environmental-dilemma/).  En novembre, le BDT a lancé le "[Tableau de bord du verdissement du numérique](https://greeningdigital.itu.int/)" à la COP29, qui permet à l'UIT et à ses partenaires de suivre les incidences des activités du secteur des TIC sur le climat et de fixer des objectifs fondés sur des données scientifiques. Il pose les jalons d'une future base de données sur les émissions de GES des TIC gérée par l'UIT, qui vient appuyer la réalisation des objectifs climatiques mondiaux.  Le BDT a soumis une enquête aux coordonnateurs pour les indicateurs des télécommunications dans le monde, qui a permis d'orienter ses travaux en matière de surveillance des émissions de GES et de la consommation d'énergie du secteur des TIC, et d'aider à évaluer les priorités et les besoins de la communauté des régulateurs en matière de surveillance des incidences du secteur des TIC sur le climat. Soixante-dix-sept coordonnateurs y ont répondu, et l'une des principales questions posées portait sur l'intérêt de participer à un groupe de travail chargé d'améliorer le suivi des données. Lors de la réunion du Groupe EGTI qui s'est tenue en septembre, les indicateurs environnementaux s'inscrivant dans le cadre des travaux prospectifs du Groupe à l'horizon 2025 ont été examinés. Le BDT a reçu ensuite le soutien de plus de dix experts en vue de la création d'un nouveau sous-groupe sur les indicateurs environnementaux pour le secteur des TIC, portant spécifiquement sur les émissions de GES et la consommation d'énergie, et dont les travaux commenceront début 2025.  Le BDT a conclu un accord visant à mettre sur pied un nouveau projet sur le thème "Faire progresser l'action du secteur du numérique pour l'environnement afin de parvenir à la neutralité carbone du secteur aux Philippines et en Tanzanie", financé par le Ministère des sciences et des TIC (MSIT) de la République de Corée. Ce projet, d'une durée de deux ans, s'étendra de décembre 2024 à décembre 2026. Le projet vise à harmoniser la collecte de données sur les émissions de GES et l'énergie dans le secteur du numérique, en aidant les régulateurs des TIC en Tanzanie et aux Philippines à travers le renforcement des capacités et la définition de stratégies de décarbonation et de transition numérique neutre en carbone.  En collaboration avec la Banque mondiale et l'Arcep, le BDT a réalisé une étude de cas de l'Arcep intitulée "Mesurer les incidences du secteur national des TIC sur le climat". Cette ressource, dont le régulateur français des TIC est l'objet, sert de modèle aux régulateurs des TIC en détaillant son approche en ce qui concerne la collecte de données, les adaptations juridiques, les secteurs sondés et les résultats des rapports. L'étude de cas s'appuie sur des recherches antérieures de l'UIT et de la Banque mondiale lancées en mars 2024 ("[Mesurer les émissions et l'empreinte énergétique du secteur des TIC: implications pour l'action climatique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Publications/Measuring-Emissions-and-Energy-Footprint-ICT-Sector.aspx)"), des travaux qui visent à améliorer la compréhension des incidences environnementales du secteur du numérique. Le cadre collaboratif de l'Arcep, associant les parties prenantes et l'appui de l'État, présente des méthodes efficaces de collecte et d'analyse des données environnementales. L'étude exhorte les régulateurs des TIC du monde entier à adopter des approches analogues pour combler les lacunes en matière de données, s'aligner sur les objectifs climatiques et favoriser la transition vers un secteur numérique plus écologique et neutre en carbone.  Le BDT a organisé ou coorganisé plusieurs manifestations de sensibilisation sur l'Action du secteur du numérique pour l'environnement pour parvenir à un secteur des TIC neutre en carbone, notamment lors du Colloque mondial des régulateurs le 3 juillet à Kampala (Ouganda), de la Semaine du climat à New York en septembre, du Colloque sur les indicateurs des télécommunications dans le monde en septembre et de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29) en novembre. Lors de la COP29 qui s'est tenue à Bakou (Azerbaïdjan), l'équipe du BDT a organisé ou coorganisé cinq manifestations et/ou y a pris la parole: 1) ouverture de haut niveau du volet "Action du secteur du numérique pour l'environnement à la COP29" le 14 novembre; 2) coorganisation, avec la Banque mondiale, de la manifestation " Élargir l'accès à une infrastructure de données verte", le 14 novembre; 3) coorganisation, avec le TSB et le Département de la planification stratégique et des relations avec les membres (SPM), de la manifestation "Action climatique: Plans de transition pour réduire les émissions de GES propres au secteur des TIC", le 16 novembre; 4) organisation de la manifestation "Promouvoir l'action du secteur du numérique pour l'environnement afin de parvenir à la neutralité carbone dans le secteur des TIC", et intervention lors de cette manifestation, le 16 novembre; et 5) coorganisation, avec le Gouvernement de la République de Corée pour présenter le nouveau projet BDT-MSIT, de la manifestation "Vers la neutralité carbone numérique", le 16 novembre. En outre, l'équipe du BDT a été invitée à prendre la parole lors de plusieurs manifestations, notamment lors du 15ème Colloque du TSB sur les TIC, l'environnement, les changements climatiques et l'économie circulaire, le 9 mai 2024, où elle a présenté un exposé sur le thème "Exploiter les données pour une transformation numérique durable", ainsi que lors du webinaire de l'UIT sur l'Action du secteur du numérique pour l'environnement, le 3 juin 2024, intitulé "Des données aux actes: méthodes normalisées permettant de mesurer les progrès dans le secteur des TIC". | | • **Renforcement de la participation des producteurs d'équipements électroniques à l'élaboration de la réglementation.**  • Renforcement des politiques et réglementations.  • Renforcement des capacités de **suivi des incidences du secteur des TIC sur le climat** et mise au point d'un nouveau projet appuyé par le Gouvernement de la République de Corée et de nouvelles ressources, notamment le Tableau de bord du verdissement du numérique et le Groupe de travail sur les indicateurs environnementaux du Groupe EGTI.  • Renforcement des partenariats et de la collaboration, et promotion des produits et services du BDT.  • **Afrique**: Zambie, Rwanda, Ouganda, Seychelles, Tanzanie.  • **Amériques**: Paraguay.  • **Asie et Pacifique**: Indonésie, Mongolie, Philippines et Thaïlande. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 66 de la CMDT | |
| **Commission d'études** | Question 6/2 – Les TIC au service de l'environnement | |

|  |  |
| --- | --- |
| Catalyseur 5 de l'UIT-D: Excellence en matière de ressources humaines et innovation organisationnelle | |
| Produits | Points à retenir |
| Le Directeur du BDT a lancé une série de nouvelles initiatives visant à atteindre l'excellence organisationnelle et à renforcer les capacités internes d'innovation en vue d'améliorer les activités du BDT, notamment:  • La **retraite de la haute direction du BDT**, qui s'est tenue en novembre 2024, a été l'occasion de débattre de manière constructive et d'échanger des idées sur le processus de préparation de la CMDT-25 à venir, notamment sur la planification des Forums régionaux sur le développement et les réunions préparatoires régionales.  • Le Directeur du BDT continue d'encourager la diffusion régulière de messages au personnel sur l'importance de **l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée** en vue de favoriser l'adoption d'un rythme de travail permettant de concilier vie professionnelle et vie privée, et a incité le personnel à suivre des formations de perfectionnement dans le cadre d'une approche d'apprentissage continu.  • Il a été rappelé au BDT la nécessité de veiller au respect des principes de transparence et de responsabilité dans la gestion et la mise en œuvre d'activités à l'intention des États Membres.  • Des **réunions d'échanges avec le personnel** continuent d'être organisées régulièrement. Elles sont ouvertes à tous et offrent un espace où chacun peut s'exprimer en toute sécurité et faire part de ses idées sur les enjeux et les perspectives liés à l'ambition du BDT de produire des résultats concrets.  • Des rapports sur les bailleurs de fonds pour les projets ont été envoyés aux partenaires de l'UIT, et les bailleurs de fonds sont informés des activités du BDT et des effets qu'elles produisent sur le terrain. | • Retraite de la haute direction 2024.  • Équilibre entre vie professionnelle et vie privée.  • Réunions d'échanges avec le personnel. |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_